Vol. 5 No. 6 • Du 24 au 30 Août 2011

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com




## QUI SERA LE PROCHAIN PREMIER MINISTRE DÉSIGNÉ ?

Voir page 4

Les proches de Martelly évoquent les noms du Professeur Wilson Laleau, Vice recteur à l'Universite d'Etat d'Haïti (à droite) et Daniel Supplice, ancien Secrétaire d'état, Ambassadeur et Directeur du service de l'Emigration et de l'Immigration sous le régime de Jean-Claude Duvalier



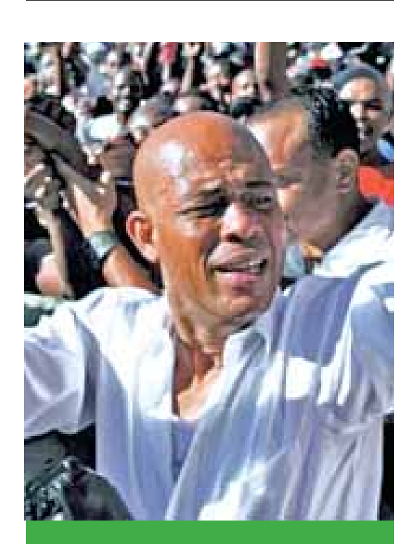
## QUAND L'EDUCATION SERA-T-ELLE GRATUITE EN HAÏTI ?

Voir page 4

Inscription d'élèves au Lycée Marie Jeanne à Port-au-Prince, le mardi 23 août 2011

**Kilè kriz Lopital Jeneral la ap rezoud?**

Page 6



**Illusion, désillusion !**

Page 8



**Lancer des pierres à l'occupant est-il un acte de violence ?**

Page 10



**Le procureur ne veut plus poursuivre DSK**

Page 18

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

# Est-ce la fin des illusions ?

**Par Berthony Dupont**

La semaine dernière une certaine presse nationale et même internationale faisait l'actualité sur le bilan des « 100 premiers jours » de la présidence de Michel Martelly. Elle a tout dit, seulement, ce qu'elle a oublié ou qu'elle n'a pas choisi de dévoiler, c'est le rôle des grandes puissances impérialistes et colonialistes dans l'assujettissement du pays, servant de catalyseur au phénomène Martelly.

Cette presse qui hier se plaisait à vanter, le candidat et, aujourd'hui, jette des larmes de crocodile sur la présente conjoncture. A-t-elle déjà oublié sa participation dans le battage médiatique qui a abouti au coup d'état de 2004, et à l'occupation actuelle du pays, engendrant chaos et anarchie ? Tout récemment encore, elle était le porte-parole de la propagande impérialiste, lors des élections frauduleuses de la Communauté Internationale pour nous imposer cette caricature de président, alors que pour nous autres, Martelly n'a révélé exactement que ce qu'il a toujours été. Nous n'avons jamais cessé de souligner dans ces colonnes, et ceci depuis le jour de la candidature de Martelly, que la présence de cet homme avec son passé de mercenaire tous azimuts constituait une menace permanente pour la démocratie et pour l'avenir du pays.

Pourtant, il y en a d'autres qui, pour bien jouer le jeu, l'adulaient, et même aujourd'hui encore continuent de demander de lui donner sa chance, malgré ce constat décevant.

Tout cela fait l'affaire des ennemis du peuple haïtien, décidés à maintenir par tous les moyens leur programme de déstabilisation de la société haïtienne.

En vérité, ces « 100 premiers jours » ne sont que la défaite de l'impérialisme et du terrorisme étatsunien dont Michel Martelly est le représentant le plus fidèle et l'exécutant le plus déterminé. C'est la défaite aussi des classes bourgeoises et de l'extrême droite macoute, les principales composantes de ce régime.

Pour l'histoire, rappelons que notre déstabilisation avait été parfaitement orchestrée depuis l'armée de mercenaires qualifiée de rebelles par les masses populaires mais de «combattants pour la liberté» par Gérard Latortue.

Rappelons aussi que les Etats-Unis avaient payé des vassaux, des laquais tels que Toto Constant et Louis Jodel Chamblain du Fraph, Guy Philippe, Michel Martelly, Stanley Lucas, sans oublier Andy Apaid, Charles Baker et tant d'autres via leur caravane de l'espoir pour déstabiliser le pays afin d'empêcher que le peuple reprenne sa destinée en main.

A ce compte, il faut le dire net et clair, le peuple haïtien n'est pas le seul à être attaqué dans cette lutte que lui livrent les forces du mal. Tout un ensemble de pays voulant lutter pour leur indépendance ont été ou sont encore en train de subir leurs agressions : la Grenade, le Nicaragua, Cuba, Venezuela, l'Irak pour ne citer que ceux-là. Aujourd'hui, c'est au tour du peuple libyen de payer, après quarante deux années, les frais d'avoir construit un pays modèle avec un taux d'alphabétisation à 96%, une durée moyenne d'études de 19 ans gratuites y compris en faculté ou à l'étranger avec un soutien en revenu assuré pendant leur durée. Aucun libyen ne vit en dessous du seuil de la pauvreté et de plus, en Libye, l'électricité, le gaz, l'eau et les soins médicaux sont gratuits; et pour couronner le tout le chômage est inexistant. Le développement de ce pays de l'Afrique nuit à tous ceux qui veulent empêcher la vie d'éclore et de fleurir sur la terre, d'où sa vulnérabilité et le sort qu'il subit aujourd'hui.

C'est ce pays là que les forces impériales de l'obscurantisme autoproclamées gendarmes du monde veulent s'approprier et conquérir par la déstabilisation et la guerre afin de le réduire sans nul doute à un Etat d'assisté comme le nôtre.

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les attaques de l'Otan sur la Libye, toutes au compte des Etats-Unis d'Obama, de la France de Sarkozy et d'autres dirigeants de l'Union européenne. Ces forces du mal de la Communauté internationale, ces agents de violence guerrière et autres politicailleurs véreux ont, sans crainte d'être désavoués, financé et supporté des soi-disant rebelles libyens pour dissoudre un Etat de droit trop avancé à leur goût et casser tous les ressorts de la résistance populaire en vue de l'appropriation des ressources naturelles de ce pays.

Il importe cependant de souligner que cette violence inouïe entreprise par les mercenaires des grandes puissances rentre illico dans le contexte de la colonisation au profit des grands magnats et pour entretenir la misère au sein du plus grand nombre.

A ce stade, nous ne pouvons nous faire aucune illusion et rester les bras croisés à tolérer l'intervention et l'occupation de notre pays ou d'aucun autre pays frère. L'essentiel est de reconnaître le danger que représente cette action provocatrice pour, en fait, faire face avec vaillance, aux puissances néocoloniales, en unissant toutes les forces progressistes et anti-impérialistes qui croient dans le slogan acta non verba.

Que la politique d'ingérence et belliciste des grandes puissances nous incite à une plus grande prise de conscience nationale conséquente afin de sonner le glas des rêves de reconquête coloniale par le biais de pouvoirs fantoches et fantômes comme celui de Martelly, caution de leur politique de domination et de pillage du pays !

**Bulletin d'Abonnment**

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

**Nom:** ____________________

**Prénom:** ____________________

**Adresse:** ____________________

**Ville:** ____________________

**Etat/Pays:** ____________________

**Zip Code/Code Postal:** ____________

**Tél:** ____________________

**E-mail:** ____________________

**Modalités de paiement**

**Montant : $** ____________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

**Numéro :** ____________________

**Date d'expiration :** ________ /_______

**Code de sécurité :** ________________

**Tarifs d'abonnements**

**Etats-Unis**
**Première Classe**
☐ $80 pour un an
☐ $42 pour six mois

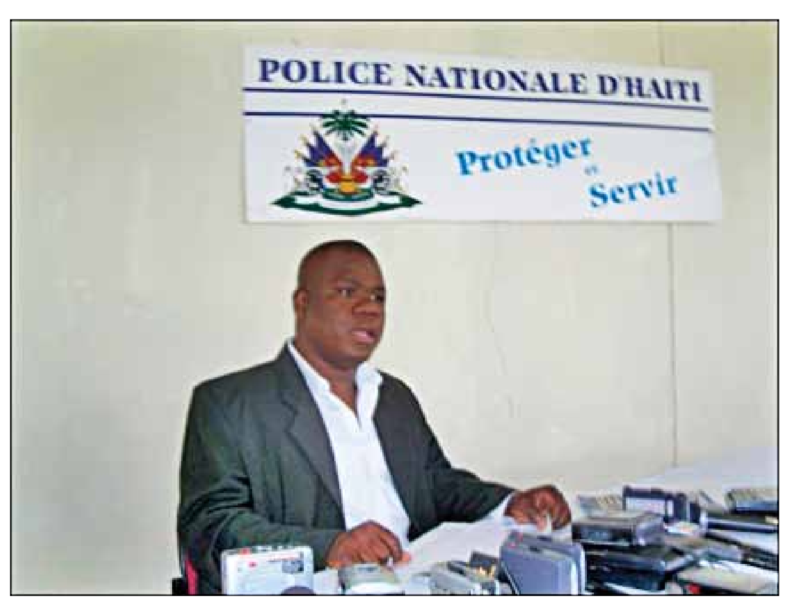
**Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes**
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

**Canada**
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

**Europe**
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

**Afrique**
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

# Coup de feu en direction du Ministère de la Justice




Le porte-parole adjoint de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Garry Desrosier

Le Commissaire du gouvernement près le Tribunal de Première instance de Port-au-Prince, Sonel Jean François

Deux incidents ont marqué la fin d'après-midi du vendredi 19 Août dernier. Des individus armés ont ouvert le feu à bout portant sur les locaux du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique qui se situe à l'Avenue Charles Summer, au centre de la capitale haïtienne, d'une part et d'autre part, un policier, agent III affecté au Commissariat de Police de Port-de-Paix, Nord-Ouest du pays, Pierre Calixte a été abattu de plusieurs balles à la tête par des bandits armés. Cette information a été confirmée par le porte-parole adjoint de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Garry Desrosier, qui a déclaré : « Le policier Pierre Calixte, qui était en civil, a été abattu au Boulevard Harry Truman, au Bicentenaire, de plusieurs balles par des bandits qui ont emporté son arme de service. »

Saisi de l'incident qui n'a pas fait de victime dans les locaux du Ministère de la Justice, le Commissaire du gouvernement près le Tribunal de Première instance de Port-au-Prince, Sonel Jean François a annoncé l'ouverture d'une enquête. La police judiciaire s'était rendue sur les lieux pour rechercher les indices nécessaires. Une douille a été récupérée au bureau du directeur général dudit ministère.

Ces derniers jours, des cas d'insécurité et de banditisme se multiplient à la capitale. Des bandits armés ont opéré au grand jour tuant des étudiants, des commerçants et des policiers.

# L'ouragan Irène menace de frapper Haiti

Par Jackson Rateau

Le soir de ce lundi 22 aout , à l'approche de l'ouragan Irène, passé en catégorie II, sur l'échelle Saffir Simpson, Haiti était placée en état d'alerte maximale.

Après avoir ravagé Porto Rico, l'ouragan Irène dont la vitesse a diminué jusqu'à 20 km/h, avait menacé de fouetter les côtes de la République dominicaine et d'Haiti. De violentes pluies torrentielles, pouvant causer de terribles inondations et glissements de terrains, sont prévues pour les départements du Centre, du Nord, du Nord-Ouest, du Nord-Est, de l'Ouest et de l'Artibonite.

Le centre national de Météorologie CNM, a prévu de dangereuses rafales de vent, comprises entre 60 et 100 km/h. Des mesures d'évacuation pour des personnes vivant dans des zones à risque ont été adoptées par le Centre d'Opération d'Urgence Nationale (COUN).

# ERRATA




Le directeur d'Oxfam en Haïti, Roland Van Hauwerneiren.

Suite à une très malencontreuse erreur technique, il s'est glissé deux erreurs dans notre livraison de la semaine dernière, du 17 au 23 août 2011, V. 5 no. 5. La première est à la page 13 : la légende identifie la photo sur la colonne d'extrême-droite comme étant celle du richissime financier américain Warren Buffet. Les lecteurs ont dû certainement se rendre compte qu'il s'agit plutôt du leader cubain Fidel Castro. La deuxième erreur est à la page 8. La photo est celle du Directeur général du Ministère de la Santé Publique et de la Population, Gabriel Thimothée, et non celle du directeur d'Oxfam en Haïti, Roland Van Hauwerneiren.

Le journal s'excuse auprès de ses lecteurs pour ces deux erreurs, particulièrement auprès du ministre Gabriel Thimothée.

Maggie Flambeau Restaurant



1436 Flatbush Avenue
(between Farragut & Glenwood)
Brooklyn, NY 11210
Loubing, General Manager
**Breakfast - Lunch - Dinner**
**7 days a week, 9 am - 10 pm**
Samedi Bouyon
**Dimanche**
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon
**Free Delivery**
**Catering for all occasions**
**347-462-9029**

Soleil Radio D'Haïti
Radio Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

# La bande de Martelly plonge dans la corruption



Le maire des Cayes Pierre Yvon Chéry

Le maire des Cayes Yvon Chéry dénonce un scandale de corruption qui éclabousse la présidence de Michel Joseph Martelly, agonisant dans son incompétence et son incapacité manifestes. A l'occasion de la fête patronale, Notre-Dame des Cayes, le 15 Aout 2011, sur la réquisition de l'administration de Michel Martelly, le Ministère de la Planification et de la Coopération externe, dirigé par le Premier ministre, Jean Max Bellerive, avait émis un chèque de 3.5 millions de gourdes à l'ordre d'un individu, répondant au nom de Marinio Jeune, responsable d'une organisation bidon, dépourvue de reconnaissance légale « Kay Art. »

Sur les ondes de Radio Kiskeya, le vendredi 19 Août dernier, Yvon Chéry a accusé directement un ami de veille date de Martelly Hervé Fourcand d'avoir utilisé un document de la mairie pour faciliter à Marinio Jeune la réception des 3.5 millions de gourdes au nom des autorités municipales. Cet individu a offert un montant de 250,000 gourdes au maire, Yvon Chéry et cet offre parait-il n'a pas été rejetée.

Le maire exige une enquête de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) pour faire la lumière sur ce dossier. Le pire de cette affaire est que, la somme rondelette a été débloquée du trésor public au profit d'un individu pour la préparation de la festivité musicale de Gelée à laquelle a participé le fils du président T-Micky. Il a profité de l'argent de l'Etat et de la sécurité de l'Etat pour imiter son père dans l'indécence la plus totale. Dans la misère abjecte où vit le peuple haïtien, un président a peine entré en fonction a eu la largesse de faire débloquer trois millions cinq mille gourdes pour faire plaisir à son fils. Quel malheur pour le peuple haïtien !

Paul J. Jourdan
Attorney at Law
107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210
**Phone:**
**(718) 859-5725**
**(718) 338-0222**
•Immigration
•Divorce
•Business Formation
(Corporation & Partnership)
•Estate Administration - Wills
•Real Estate Closings



# Un commissariat de la PNH incendié à Desdunes



Le Commissariat de la commune de Desdunes a été violemment saccagé avant d'être incendié par la population desdunoise

Le soir de ce même lundi 22 aout, le Commissariat de la commune de Desdunes a été violemment saccagé avant d'être incendié par la population desdunoise. Selon ce qu'a indiqué le porte parole de la PNH Frantz Lerebours, le policier Lesly Leroy, agent 3 originaire de Desdunes, a ouvert le feu sur un jeune homme, alors qu'il allait procéder à son arrestation. Comme conséquence due à ce manquement, la population a marché sur le commissariat, le saccageant et l'incendiant. La population très en colère s'est dirigée ensuite vers la maison de la mère du policier et l'a aussi incendiée.

Le porte parole qui précise qu'aucune arrestation n'a été effectuée ce lundi soir à Desdunes, a fait savoir que le haut commissariat de la PNH qui a pris le soin de placer le policier en lieu sûr, a rapidement dépêché des agents d'UDMO.

# Qui sera le prochain Premier ministre désigné ?



**Le bureau de l'Assemblée nationale (de g.a.d: les présidents des deux Chambres Saurel Jacinthe et Rodolphe Joazile, Francky Exius et Mélius Hyppolite)**

**Par Yves Pierre-Louis**

Des rencontres ont eu lieu en vue de la désignation d'un autre Premier ministre entre le président de la République, Michel Martelly le groupe minoritaire des 12 sénateurs et le vice-président du Sénat, Jean-Hector Anacacis, le jeudi 18 Août écoulé. Le lendemain il s'était entretenu avec le groupe majoritaire des 16 sénateurs, tombeurs de l'ex-Premier ministre désigné, Bernard Gousse. Le sénateur du Nord, Moise Jean Charles dénonce la démarche inconstitutionnelle de Martelly, qui parait-il, aurait proposé trois noms aux présidents des deux Chambres au lieu de désigner le nom de son Premier ministre, comme l'indique la constitution haïtienne de 1987 en vigueur. « Le président de la République choisit un Premier ministre parmi les membres du parti ayant la majorité au Parlement. A défaut de cette majorité, le président de la République choisit son Premier ministre en consultation avec le président du Sénat et celui de la Chambre des députés. Dans les deux (2) cas, le choix doit être ratifié par le Parlement. »

Le sénateur Moïse Jean Charles a critiqué le président Martelly qui ne voulait pas respecter la constitution et qui a formé une commission présidentielle devant d'abord plancher sur la désignation d'un Premier ministre et ensuite proposer trois noms aux présidents des deux Chambres. « Dans ce cas [où] il n'y a pas de majorité absolue au Parlement, ce n'est pas du ressort des présidents des deux Chambres de choisir le Premier ministre. Selon la constitution, il revient au président de la République de choisir son Premier Ministre. », a précisé Jean-Charles.

Au cours de la réunion du vendredi 19 Août avec les présidents des deux Chambres Rodolph Joazil et Sorel Jacinthe à la Primature, dans le cadre du processus de désignation d'un Premier ministre, ils ont discuté selon le président du Sénat, Rodolph Joazil, des critères devant aboutir à un choix judicieux, acceptable au Parlement. « Le prochain candidat doit être un homme honnête, compétent, ouvert au dialogue, capable de minimiser les risques de polarisation politique et de conduire des politiques publiques répondant aux besoins et aspirations de la population… »

De plus, le président du Sénat a précisé qu'au cours de cette rencontre aucun nom d'un éventuel Premier ministre désigné n'a été évoqué alors que des grands dossiers de l'Etat ont été également abordés.

Pour sa part, le président de la commission sénatoriale chargée d'analyser les pièces du Premier ministre désigné, le sénateur des Nippes, Jean William Jeanty et membre du groupe minoritaire des 12 sénateurs, a souligné, outre la désignation d'un nouveau chef à la Primature, 5 autres points qui ont été à l'ordre du jour de la rencontre entre le président Martelly et le groupe des 12. Il s'agissait de la question de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), la formation d'un nouveau conseil électoral provisoire devant réaliser des élections pour le tiers du Sénat et les Collectivités Territoriales, la modification de la loi électorale et le mandat de la mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) qui arrivera à terme le 15 Octobre prochain. « Ce n'est pas un jeu d'enfant, il faut poser les problèmes au-delà des clans, des secteurs et des intérêts personnels. Si nous nous entendons sur ces 5 points, nous serons condamnés à avancer ensemble et tout le reste sera futile. », a martelé le sénateur Jeanty.

Le président Martelly a fait savoir qu'il avait en tête le nom du Premier ministre à désigner, mais il se gardait pour le moment de le rendre public en attendant de dégager une majorité au Parlement pour le faire approuver. « Maintenant, il est question de dégager une majorité au Parlement afin de nous rassurer que le prochain nom passe », a rassuré le président.

La communauté internationale s'impatiente de voir Haïti se doter d'un chef de gouvernement, plus de 3 mois après l'installation de Martelly à la tête du pays. Le jeudi 18 Août dernier, lors d'une rencontre du président Martelly avec les bailleurs de fonds au palais national, il leur a présenté son Conseil Technique Présidentiel (CTP) appelé à mettre en place des outils de suivi et d'évaluation permettant au prochain gouvernement une prise de connaissances, pour les orientations de son administration. « Dès l'arrivée du prochain gouvernement, les différents acteurs pourront prendre acte des principales priorités du chef de l'Etat et de sa vision d'une nouvelle coopération axée sur des résultats concrets et de sa conception moderne de la gestion de la chose publique » a-t-il indiqué.



**Le sénateur Jean-Hector Anacacis**



**Le sénateur Jean William Jeanty**



**Le sénateur du Nord, Moise Jean Charles**

Par ailleurs, selon le Nouvelliste le vice-président du Sénat, le sénateur Jean-Hector Anacacis aurait indiqué que le chef de l'Etat a proposé la reconduction du chef de gouvernement démissionnaire Jean-Max Bellerive, en guise de Premier ministre désigné. Une information qui a été démentie par le président de la Chambre des députés en ces termes « Moi-même, le président de la Chambre des députés et le président du Sénat, le chef de l'Etat ne nous a pas dit cela »

Les proches de Martelly euxmêmes évoquent les noms du Professeur Wilson Laleau, vice recteur à l›Universite d›Etat qui avait déjà été pressenti comme ministre du commerce et également de Daniel Supplice qui avait été déjà pressenti comme ministre des Affaires étrangères.

Entre-temps, plusieurs pays de ladite communauté internationale conditionnent leurs coopérations avec Haïti à l'installation d'un gouvernement régulier.

Le ministre dominicain des Affaires étrangères, Carlos Morales Troncoso a fait savoir la semaine dernière que la commission Mixte Bilatérale (CMB) haïtiano-dominicaine ne se réunira pas tant qu'il n'y ait pas un nouveau gouvernement installé en Haïti pour discuter des intérêts communs des deux pays. C'est le cas de plusieurs autres pays qui refusent de s'engager avec Haïti tant qu'un nouveau gouvernement ne soit installé.

# Quand l'Education sera-t-elle gratuite en Haïti ?

**Par Yves Pierre-Louis**

La constitution haïtienne de 1987 en vigueur en ses articles 32 et suivants, consacre la gratuité de l'éducation en Haïti et à l'Etat l'obligation de garantir le droit à l'éducation pour tous. Il veille à la formation physique, intellectuelle, morale, professionnelle, sociale et civique de la population.

L'éducation est une charge de l'Etat et des collectivités Territoriales. Ils doivent mettre gratuitement l'école à la portée de tous, veiller au niveau de formation des enseignements des secteurs publics et privés.

La première charge de l'Etat et des Collectivités est la scolarisation massive, seule capable de permettre le développement du pays. L'Etat encourage et facilite l'initiative privée en ce domaine.

L'enseignement primaire est obligatoire sous peine de sanction à déterminer par la loi. Les fournitures classiques et le matériel didactique seront mis gratuitement par l'Etat à la disposition des élèves au niveau de l'enseignement primaire. » Ainsi stipulent les articles 32, 32-1, 32-2 et 32-3 de la Charte fondamentale d'Haïti, ratifiée depuis le 29 mars 1987.

La demande sociale d'éducation est très forte et exaspère la population. Environ 500 mille enfants de 3 à 15 ans ne vont pas à l'école. Le système éducatif haïtien est modelé sur le système français depuis la fin de la colonisation, il y a plus de 200 ans. En 1982, la Réforme de Bernard a consacré les deux langues officielles d'Haïti (Créole et Français) langues d'enseignement. La plus grande partie des établissements d'enseignement en Haïti dépendent du secteur privé, soit au total 90%. En Haïti, il y a environ 15,200 écoles primaires, 90% étant dirigées pas le secteur privé, des organisations religieuses ou des ONG. Le taux de fréquentation est de 67%, mais seuls 30% atteignent la fin du cycle primaire. Au niveau secondaire, environ 20% des enfants y sont inscrits après le deuxième cycle fondamental. L'enseignement public ou semi-gratuit n'accueille que 20% de la population scolaire. L'illettrisme touche près de la moitié de la population (55% des hommes et 51% des femmes).

Sous les gouvernements Lavalas, en 1994, grâce à l'ouverture d'un lycée au moins dans chacune des communes d'Haïti, le taux de fréquentation des écoles est passé de 20% à 64% en 2000. En 1997 une loi de planification a été votée, ayant pour but sur 10 ans l'accès pour tous à une éducation de qualité. Malheureusement 6 ans plus tard, un coup d'Etat criminel a mis fin à ce projet ambitieux de l'éducation. En 2002, 30.000 éducateurs et 700,000 livres scolaires viennent s'ajouter au dispositif. Des subventions scolaires ont été annuellement accordées aux parents dans les quartiers marginalisés. Des sacs d'écoles et des uniformes ont été également distribués.

Le budget consacré à l'éducation est ainsi passé de 9% du budget de la République en 1997 à 22% en 2000 afin de couvrir les dépenses liées au repas, aux uniformes et aux transports scolaires. Cependant, la demande au niveau du système était tellement inférieure par rapport à l'offre que le système fait face toujours à certaines absences, notamment en enseignants qualifiés, et à certaines inégalités criantes et persistantes, la population rurale étant toujours sous-représentée dans les salles de classe.

Le nouveau président d'Haïti, Michel Joseph Martelly, au cours de toute sa campagne électorale a prôné un discours démagogique du changement et de la gratuité de l'éducation et à laquelle aucune personne douée de bon sens ne croit. La preuve en est bien grande, 3 mois après son investiture, il n'arrive pas jusqu'à présent à doter le pays d'un nouveau gouvernement. Il n'a pas la capacité et la compétence requise pour s'imposer sur la scène nationale et internationale. Ce qui s'est passé avec sa visite en Argentine le vendredi 12 Août dernier illustre bien son incapacité à comprendre les priorités actuelles des dirigeants de l'Amérique du Sud et des Caraïbes.

Répondant aux questions d'un journaliste de Radio Canada, Michel Joseph Martelly a déclaré : « Pendant que nous travaillons à avoir un gouvernement, nous travaillons parallèlement à faire de notre politique de l'éducation un succès. Nous avons identifié près de 146,000 nouveaux élèves qui iront pour la première fois de leur vie à l'école cette année, cela n'a pas été facile. Nous avons l'argent, cela veut dire que tout est possible et aujourd'hui, nous sommes au stade des inscriptions. Donc on n'a pas de gouvernement, mais cela ne nous empêche pas vraiment d'agir au niveau de l'éducation.»

Suite à une décision du ministère de l'éducation nationale et du président Martelly de reporter la rentrée des classes qui devrait se faire le lundi 5 septembre pour la 1ère semaine du mois d'Octobre, Martelly lors d'une visite effectuée à la commune de Croix-des-Bouquets a indiqué que : « Cette année ce n'est pas tout le pays qui va gratuitement à l'école, nous avons déjà identifié près de 146,000 enfants qui n'ont jamais été à l'école que nous allons envoyer à l'école. Nous avons également identifié près de 1,200 écoles, nous allons choisir 200 écoles dans cette liste et pour les enfants qui fréquenteront ces écoles, ça sera gratuit. » De toute façon le peuple haïtien attend avec impatience la publication de la liste des écoles choisies avec les noms des 730 élèves par école et où se situent ces écoles ? Quelles seront les frais de scolarité par élève ? Il ne suffit pas de dire, l'argent est là il faut également une stratégie et un cadre légal ?

Dans la foulée, plusieurs parlementaires demandent au président Martelly de soumettre son projet d'éducation gratuite au Parlement pour ratification et pour définir un cadre légal ; alors que d'autres plus pessimistes prédisent un échec de cette initiative du président, fournir de l'éducation gratuite qui, selon eux, ne durera même pas une année. C'est l'avis du sénateur Kely C. Bastien, le promoteur de la loi sur les frais scolaires, votée au Parlement et qui n'a jamais été publiée. « Si le programme d'éducation gratuite ne se fait pas avec l'assentiment du Parlement, sans un cadre légal, il ne pourra pas atterrir. Le président devra tenir compte des responsabilités d'institutions scolaires et les autres obstacles qui pourraient empêcher la concrétisation de ce programme et quels sont les enfants qui vont bénéficier de l'éducation gratuite», a-t-il soutenu.

Le professeur Mirlande Manigat, elle aussi, émet des doutes sur les promesses du président d'offrir de l'éducation gratuite aux enfants en mêlant sans distinction propos objectifs et partisans. « L'école gratuite veut dire que l'Etat a des moyens pour envoyer seulement 100,000 enfants à l'école ! Je dis que la population scolaire est de 5 millions d'enfants et c'est ça que la population croit, elle croit que cette année, leurs problèmes seront finis, car l'école sera gratuite. Je ne vois pas par quels moyens, l'Etat haïtien, avec la capacité de production de la société haïtienne, les revenus de l'Etat, le déficit en terme institutionnel, en termes d'organisation, en termes de planification… [pourra atterrir], c'est un idéal qui n'est pas envisageable dans les 5 prochaines années.

Non, vous n'aurez pas l'école gratuite pour tout le monde, il faut être raisonnable, il faut être lucide, lorsque vous faites de la politique, il ne faut pas dire à la population ce qu'elle veut entendre, la population est assez mûre, assez intelligente, lorsque vous lui dites la vérité. En Haïti, nous avons environ 43% de gens qui sont analphabètes, lorsque l'on n'a pas d'éducation, il faut parler de la scolarisation et de l'alphabétisation, les personnes qui sont analphabètes veulent que leurs enfants aillent à l'école, c'est une nécessité pour ces derniers. Il y a une aspiration, un besoin d'éducation, il y a un besoin de savoir dans le pays, et il faut tenir compte de cela… » a-t-elle indiqué.

Les syndicats d'enseignants expriment également leurs préoccupations à la question d'éducation gratuite. La secrétaire à la confédération Nationale des Educateurs et Educatrices haïtiens (CNEH), Lourdes Edith Delouis s'interroge sur les conditions nécessaires et la faisabilité d'un tel projet, vu le manque d'infrastructure, et la carence du personnel qualifié. « Le ministère doit mettre en place, pour que ces objectifs puissent être atteints, en terme de préparation, des professeurs, parce qu'on ne peut pas mettre n'importe qui devant les enfants ; en terme d'endroit où ils vont être reçus, car nous savons que les écoles qui existent déjà ne suffisent pas aux enfants qui étaient déjà là, et si vous voulez scolariser un nombre supérieur, des efforts doivent être faits en terme de locaux et d'espace. Nous demandons également des supports pédagogiques pour les enfants», a-t-elle fait savoir.

Certains observateurs estiment que les problèmes de l'éducation en Haïti sont trop nombreux pour que l'éducation soit réduite à une simple question d'envoyer quelques centaines d'enfants de plus à l'école. La gratuité de l'éducation ne veut pas dire non plus qu'on soit intéressé à envoyer des enfants à l'école dans une situation confuse et anarchique. L'Etat doit agir, mais dans le respect des normes. C'est un vaste programme qui implique la formation des maitres, la construction des établissements scolaires, la fabrication d'ouvrages adaptés à la réalité.

# Salisseurs et queues de poisson

Par Fanfan La Tulipe

«*Pour qui sont ces serpents qui sifflent sur nos têtes* ?»

**Jean Racine**

En Haïti nous aimons dire que chaque fou a sa folie. On pourrait aussi bien dire que chaque politicien, chaque jouisseur au sein du système a sa petite folie. Plus précisément sa petite marotte: caponner les gens. Ce qui est désolant, navrant, affligeant c'est que certains individus, malgré leur apparente intelligence, malgré une assez longue pratique du milieu, ne se rendent pas compte de la futilité, de l'inanité, de la puérilité, de la frivolité, de la sottise et même de la bêtise de leurs propos caponnants qui n'aboutissent à rien, qui ne débouchent sur rien. Aux yeux de nous autres Haïtiens, ce sont des salisseurs. Un proverbe de notre terroir les décrit parfaitement: *gran van, ti vwal*.

Les lecteurs peuvent se rappeler la triste saga d'un certain Sandro Joseph, ancien directeur général de l'Office national d'assurance-vieillesse (ONA), arrêté en sa résidence, inculpé de « blanchiment d'argent des fonds provenant de l'institution », selon Radio Kiskeya en date du 19 mars 2009. Dans le no. 37 de notre journal Haiti Liberté, édition du 1er au 7 Avril 2009, notre collaborateur Yves Pierre-Louis rapportait, dans un article intitulé « Dilapidation des fonds de l'ONA », les malversations en cours dans cette institution, filouteries rapportées par d'autres membres de la presse, à propos de prêts hypothécaires faramineux «non conformes à la législation en vigueur».

Ayant barboté dans la même mangeoire que Joseph, Jean Alix Boyer, nouveau directeur de l'ONA, s'était senti obligé de voler au secours de son maître-à-manger, maître-à-goinfrer, en adressant une lettre à notre directeur, Berthony Dupont ; lettre assortie d'un avis relatif à «des rumeurs de plus en plus persistantes circulant autour de l'octroi de prêts hypothécaires… campagne de diffamation sciemment orchestrée» et menaçant que «la diffamation est expressément prévue et punie par le Code Pénal».

S'il y avait eu diffamation, en principe il aurait fallu poursuivre le(s) diffamateur(s). Jusqu'à présent, et depuis le 14 avril 2009, Boyer est resté coi dans son coin. Et pour cause puisqu'entre-temps des flots de corruption avaient coulé sous les ponts du nouveau *dirèk*. En effet, en date du mercredi, 21 avril 2010, Radio Signal FM rapportait : « *Le directeur Général de l'Office d'Assurance Vieillesse, Jean Alix Boyer, entendu au Parquet de Port-au-Prince*, […] *Le syndicat de l'Ona a porté plainte contre M. Boyer pour corruption… L'Ona a perdu près de 85 millions de gourdes suite aux malversations qu'aurait orchestrées le directeur général, Alix Boyer, qui n'a pas payé les polices d'assurance de l'institution*». Poursuite (virtuelle) d'un directeur corrompu qui s'est terminée en queue de poisson. La tête [de l'ONA] reste toujours aussi pourrie qu'elle l'avait été sous Sandro Joseph. Pauvre poisson ! Pauvre Boyer, salisseur au premier degré !

Lors des zélections de novembre 2010 et de mars 2011, on a pu voir les salisseurs et les salisseuses en plein ébat. René Préval et Jude Célestin ayant porté leurs salissures au plus haut degré, les 19 candidats en lice décidaient de délégitimer les résultats en se retirant de la course, réclamant l'annulation de la mascarade. Magnifique ! Mais…car en politichiennerie il y a toujours un mais. En effet, suite à un coup de fil du directeur civil de la Minustah, Mme Manigat et Sweet Micky décidaient de rapoursuivre la mascarade au grand dam des 17 autres candidats qui au lieu de protester contre la trahison de leurs pairs et l'ingérence de l'international préférèrent s'en prendre au CEP croupion et pester contre Préval. Ah les salissseurs !



**L'Ona a perdu près de 85 millions de gourdes suite aux malversations qu'aurait orchestrées le directeur général, Jean Alix Boyer**

Suite à leur déconfiture magouillo-électorale, les candidats Jean Henry Céant et Yves Cristallin décidaient de poursuivre le CEP croupion pour «violation de leurs droits politiques» **(sic). Même, leur avocat,** Me Newton réclamait, pour ses clients, rien moins que des dommages de l›ordre de 250 millions de gourdes. Meurtri jusqu'aux os, Céant avait eu le culot de déclarer : *« Personne ne peut prétendre qu'il ne savait pas que ce CEP allait nous conduire vers cette catastrophe»*. **Lui non plus ? Que diantre ! Et alors qu'est allé faire notre salisseur dans cette catastrophante galère ?**

**De plus, et comble de manque de courage, s'enfonçant dans sa salissure, Céant raconte la bourde suivante : «** *Je comprends mal aujourd'hui les réactions de l'Ambassade Américaine, de l'ONU, de certains élus…»*. **Pourquoi n'avoir pas cité les noms de ces zélus ? Pourquoi n'avoir pas dénoncé leur salissurante lâcheté ? Pourquoi n'avoir pas dénoncé vertement Edmond Mulet et l'ambassade américaine ? Non, tout le monde ménage les avantages que procure le visa chéri. Finalement, les salissures ont fini en queue de poisson. Personne n'a plus entendu parler des 250 millions de gourdes. Tous les candidats se sont vite agglutinés autour de Martelly, n'est-ce pas vrai Mme Bijou ? Bon candidat chasse de classe. Et il n'y a encore personne parmi ces «agglutinés» pour interpeller le président et lui demander ce que ses voyages ont rapporté et, surtout, coûté au pays. Entre salisseurs on se comprend, on s'agglutine et on se tait.**

Dépité, déçu, désillusionné, défait, déconcerté, dérouté, déboussolé, déboulonné lors de son rejet par «les 16», Bernard Gousse s'est présenté à la nation dans une lettre où il a écrit: «*Le combat dans lequel je suis engagé dépasse désormais ma personne; je ne peux l'abandonner. L'horizon de ce combat ne s'arrête pas à la question de premier ministre. Le temps est venu pour que la dignité, le travail honnête et l'éducation soient les valeurs proposées en exemple et récompensées*». Pourtant, indépendamment des raisons qui ont porté «les 16» à avoir un vote politique – c'était leur droit – les câbles de Wikileaks rapportant les propos de l'ambassadeur américain en Haïti sont loin de présenter Gousse sous un jour favorable. Lisons : "*Tout le monde, y compris ses propres soutiens dans le secteur privé [haïtien], s'entendent pour reconnaître que Gousse aura été un échec total, que ce soit dans le domaine de la sécurité ou celui de la justice*" (Ambassadeur James Foley, câble diplomatique en date du 3 juin 2005). Qui dit mieux ?



**Le sénateur Youri Latortue**

Ce propos de l'ambassadeur Foley dément assurément l'audacieuse prétention de Gousse à affirmer que «*le Sénat a pris une décision qui met malheureusement fin au cheminement qui devait me permettre de me mettre au service de mon pays*». Comment Gousse pourrait-il donc se mettre au service de son pays alors que le chef de la MINUSTAH à l'époque, Juan Gabriel Valdés, rapportait que des leaders politiques haïtiens de façon écrasante sentaient que "*le GIOH* [Gouvernement intérimaire de Latortue] *devrait procéder au remplacement de quelques membres du cabinet, spécialement du ministre de la Justice Gousse… Valdés a dit que remplacer Gousse serait une bonne chose et pour la justice et pour la sécurité en Haïti, mais que le timing était certainement délicat.*" (Foley dans un câble du 25 mai 2005).

Mettant l'abcès sous le clou, même des membres de la bourgeoisie *tilolit* avaient proposé de remplacer Gousse par des gens comme Charles Gervais ainsi qu'en témoigne Foley : "*L'homme d'affaires Réginald Boulos est celui qui nous a proposé cela nous disant que Charles est 'intelligent mais pas entêté comme Gousse'* " (Foley dans un câble du 13 juin 2005). A la suite d'une lettre de plusieurs membres du Congrès des États-Unis à la Secrétaire d'État Condoleeza Rice réclamant son renvoi immédiat, Gousse a été finalement remercié de ses services par son patron, *invitus invitum*. La lettre en question mentionnait que Gousse: « *a clairement démontré ne pas vouloir assumer ses obligations d'une manière objective et responsable*» (ibid).

Alors, voilà ce salisseur qui croit nous mystifier en disant «*avoir le regard porté vers un destin collectif de grandeur, indifférent aux crachats et aux vulgaires piaillements*». *Manifestement, les câbles de l'ambassadeur Foley ne lui sont pas tombés sous les yeux ou, peut-être que déterminé à prêter main forte à Martelly dans une perspective répressive il fait montre d'une amnésie sélective. Car faut-il bien le rappeler,* le 28 février 2005, Gousse déployait la police haïtienne pour réprimer une manifestation au Bel-Air lors du premier anniversaire du coup d'État de 2004, causant la mort d'au moins six manifestants et faisant beaucoup plus de blessés. Le chef militaire de la MINUSTAH, le lieutenant général brésilien Augusto Heleno Ribeiro, s'était plaint à l'Associated Press le jour suivant, à l'effet que les crimes de la police "*avaient empoisonné un climat que les Casques bleus travaillaient à améliorer depuis deux mois*". En passant, on a toujours dit que Ribeiro «s›était "suicidé" en janvier 2006». Et s'il ne s'était pas suicidé ? Qu'en pense Gousse ?



**Sandro Joseph menottes au bras et son avocat, Annibal Coffy. Boyer a succédé au poste de directeur général de l'Ona, Sandro Joseph, écroué à ce jour au pénitencier national**

Le 4 mars, le chef civil de la MINUSTAH Juan Gabriel Valdés déclarait au *Miami Herald:* « *Nous ne pouvons pas tolérer des exécutions, nous ne pouvons pas tolérer les fusillades sans contrôle, nous ne permettrons pas des abus de droits humains* », tout en promettant que « *les Casques bleus de l'ONU interviendront -- et utiliseront la force si nécessaire – si la police haïtienne attaquait à nouveau des civils sans armes* ». Qui faisait passer des consignes de brutale répression contre les «zones de non-droit» réputées pro-lavalas, si ce n'était Bernard Gousse lui-même ? Le commissionnaire canadien de la CIVPOL (Police civile de l'ONU) David Beer n'avait-il pas dit que " *l'incident du 22 mai [2005] au Bel Air, au cours duquel un agent du SWAT a trouvé la mort, était un exemple du comportement tortueux de Gousse*"? Me Gousse, c'est justement parce que vous avez été perçu comme un salisseur doublé de meurtrier par PNH interposée que votre carrière de Sinistre ministre de la Justice a fini en queue de poisson. *Al dousman* !

Et pour en finir venons-en au salisseur par excellence le sénateur Youri Latortue surnommé «Monsieur 30%» par le journal Le Figaro en raison du pourcentage qu'il exige en rétribution de passe-droits. Pourtant, avec un fieffé sans-gêne, le sénateur déclare tout de go que «La lutte contre la corruption est importante» alors que ce monsieur est au cœur d'un article du Figaro «Les narco-trafiquants font main basse sur Haiti », (édition du 21 décembre 2004). Selon ce même journal, qui n'est certainement pas de gauche et encore moins pro-lavalas, l'incorruptible et vertueux Youri recevait «*du Premier ministre 24 000 dollars par mois pour l'organisation d'un service d'intelligence… cet ancien policier, impliqué dans divers scandales…*».

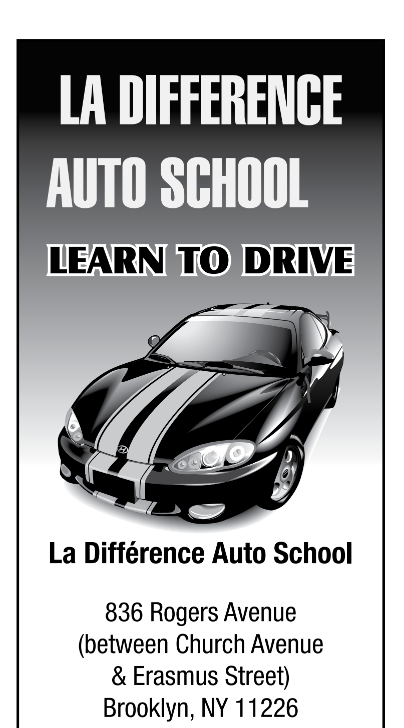
Youri ne s'attendait pas à se trouver épinglé par les câbles de l'ambassade américaine retransmis par Wikileaks. Voici ce qu'a rapporté l'ambassadrice des É.-U., Janet Sanderson : « Parmi les observateurs politiques, c'est un article de foi que Latortue était impliqué dans le trafic de drogues sous Aristide et durant les premières administrations de René Préval » (Janet Anderson, câble du 27 juin 2007). «*Préval lui-même a rapporté que Latortue 'trafiquait de la drogue' à partir de son bureau au Palais durant le mandat d'Aristide.* » (ibid).

Un membre bien connu de la bourgeoisie haïtienne, l'homme d'affaires Fritz Mevs, faisait part à l'ambassade des É-U que « des trafiquants de drogue colombiens » travaillaient avec une « petite clique d'individus puissants et bien introduits, dont Youri Latortue… pour créer une entreprise criminelle qui se nourrit de l'instabilité et l'alimente » (Foley dans un câble du 27 mai 2005). Câble on ne peut plus accablant. Se référant à l'émergence d'Artibonite en Action (LAAA), le parti créé par Youri Latortue en 2005 pour se faire élire au Sénat, la chargée d›Affaires intérimaire, Erna Kerst déclarait: « Ce parti pourrait être financé par de l'argent de provenance délictueuse et a déjà été impliqué dans des violences liées aux gangs dans les quartiers défavorisés de Raboteau et Jubilée aux Gonaïves » (câble du 30 novembre 2005).

Et voici le dernier coup qui tua le coucou. L'actuel ambassadeur Kenneth Merten, a rapporté que le président haïtien [Préval] avait « également fait part de ses préoccupations concernant le manque d'intégrité du président de la Commission du Sénat sur la sécurité et la justice, le sénateur Youri Latortue, mentionnant les liens qu'il avait avec le trafic de drogue. Il a soutenu son point de vue en rappelant le refus présumé du gouvernement des É.-U. de laisser entrer Latortue aux États-Unis » [en 1995 et 2004] (câble secret du 6 octobre 2009).

Or, invité à Panel Magik, le parlementaire Latortue a rejeté d'un revers de main toutes ces accusations fournies par l'ambassade et a décidé de porter plainte contre… Haïti Liberté qui l'a qualifié de « *mafieux, vendeur de drogue et champion de la corruption politique* ». La sale audace du salisseur ! Car, ce sont ces mêmes qualificatifs que l'on retrouve à travers les câbles de l'ambassade. Et le salisseur a pompeusement annoncé : « *Je vais poursuivre le journal en justice. Il est trop facile de vouloir détruire des gens en Haïti*». Pourquoi ne pas poursuivre Le Figaro, les ambassadeurs américains, et à la limite, Wikileaks ? Les dents pourries, les *dan santi* de Youri n'ont de force que sur les bananes mûres de dénonciation de ses hautes qualités morales par l'ambassade américaine, accusations transmises par Wikileaks et rapportées par Haïti Liberté. C'était au début de juillet, on attend encore cette poursuite en justice qui va de toute façon finir en queue de poisson.

Cul du diable ! Un pays aux mains de drôle d'animaux à tête de salisseur, corps d'homme, griffes fourchues, *dan santi*, et queue de poisson !

# Manman pitit nan Lwès yo mande kote edikasyon gratis la pase ?

Asosyasyon fanm militan politik baz rezistans Lwès te bay yon konferans pou laprès lendi 22 out la pou mande prezidan Martelly kote edikasyon gratis la pase, paske jan enskripsyon yo ap fèt nan lise yo ak lekòl yo nasyonal yo, raketè k ap kase ponyèt paran yo pou pran lajan pou enskripsyon timoun yo, frè ak pri lekòl yo ki ogmante tèt syèl montre aklè zafè lekòl gratis la se yon pawòl van pou fè manman ak papa pitit dòmi. « Nou menm fanm militan politik Baz Lwès, di se twòp atò ! Jou ale, jou tounen, nou la ! N ap fè rezistans. Pasyans nou prèske bout. Nou menm fanm responsab, nou se yon pakèt, nou konn fòs nou, e nou konn limit nou.

29 Mas 1987, nan yon referandòm, nou bay nasyon an yon konstitisyon ki pèmèt li pran direksyon grandèt tèt li. Nou voye yon prezidan nan eleksyon, ki gen pou l mete yon gouvèneman pou mennen bak peyi a, sa a se responsabilite li. Nou vote palmantè savledi : senatè ak depite yo. Nou pral vote majistra ak kolektivite teritoryal yo, tousa se pou nou rann peyi a gouvènab. Kounye a n ap tann rezilta travay responsab yo. Nou menm fanm nou fè devwa sivil ak politik nou, n ap reklame dwa nou kòmsadwa pasifikman, demokratikman e konstitisyonèlman

Nou fanm militan politik Baz Rezistans Lwès, nou sezi aprann pwomès elektoral yo modifye, yo prèske disparèt, jete nan poubèl manti. Kidonk nou menm fanm, manman pitit viktim 12 janvye 2010 yo ki pèdi avwa nou k ap viv jounen jodi a nan Kan yo, anba Tant, anba prela, anba moso twal sal anab van lapli ak solèy, se yon dezolasyon pou nou.

Nou te panse aprè vòt la, pwogram edikasyon gratis obligatwa a, viktim 12 janvye yo nan Lwès ta pral konsider kòm priyorite, laprezidans nou te mal konprann « Alors veillez nous excuser monsieur le président mal tande w fè kont : tout pwojè sa yo se te pawòl tafya, pawòl van, kout fouk watègè ».

Manman pitit nou mele, nou pran nan mera. Kidonk, pwojè lekòl gratis obligatwa a se te yon rèv je klè, siwo ki pou rale fwonmi fou, y ap pwofite mizè nou, soufrans nou pou yo rale nou sou kòd seleksyon chanpyèl la, kounye a lajan dola vèt sou apèl entènasyonal yo ak sou ti transfè malere yo twò bèl nan men laprezidans, van an vire nan direksyon fènwa. Anyen pap chanje, sa va mal ekselans.

Mezanmi, pandan manman pitit ap reflechi sou pwoblèm ouvèti lekòl la, premye mandatè nasyon an ap flannen nan peyi etranje, mache pran desepsyon san wont, san santiman ak ekip li, yon bann souflantchou, apranti diktatè k ap fè touris.

Pandan manman pitit ap reflechi sou sezon siklòn nan ki bare yo anba tant ak prela nan kan yo, ekip laprezidans la nap fè konplo anbachal pou vin dechouke tout malere ak malerèz nan kan yo, paske pwojè kay yo a se pa pou malere ak malerèz.

Pandan manman pitit ap reflechi sou koutba pwomès elektoral yo, prezidan Martelly ap prepare l pou k gouvène peyi a ak dekrè pou tabli yon pouvwa gwo ponyèt e anti-konstitisyonèl.

Aprè 100 jou laprezidans, ki bilan w ekselans ? Kilès k ap dirije peyi a ? Kilès k ap mennen bak peyi a ? Eske se prezidan Bill Clinton ak CIRH la oubyen se ou menm prezidan Martelly ?

Nou wè se sou bilan gouvènman demisyionè a ak pwogram Bill Clinton nan ou apiye, atansyon pou w pa chavire !

Sevre, chak kwafè gen kout sizo pa yo, men depi tèt ou kale ou se tèt kale bobis.

Nou menm fanm militan politik Baz Rezistans Lwès nou fè diferans ant tèt kale e tèt chòv. Kidonk, si pouvwa Tèt kale a gen pwoblèm ak marengwen, se pou l mete peruk jiskaske cheve l pouse. « Jan chache, Jan twouve ».

Nou menm fanm militan politik Baz Rezistans Lwès, n ap kontinye reklame lekòl ak kay gratis obligatwa, san kanpe, n ap rete mobilize.







# Kilè kriz Lopital Jeneral la ap rezoud?

Depi plis pase yon mwa, sendika travayè Sante yo nan Lopital Jeneral (STS-HEUH) te tanmen yon grèv jeneral pou egzije depa manm Konsèy administrasyon an, patikilyèman, direktè lopital la ak administratris la, Marlaine Thompson pou fwod, gabji administrativ, movè jesyon, disparisyon materyèl elatriye. Dirijan Sendika a denonse administrasyon an ki egzije fanm ki vin akouche nan lopital la pou yo peye, moun ki gen maladi Sida ak moun k ap fè dyaliz pou yo peye, yo egzije malad yo nan anpil lòt sèvis pou yo peye pou yo ka jwenn ti moso laswenyaj nan lopital la. Responsab sendika a fè konnen gen anpil materyèl lopital la ki disparèt, al fè travay prive nan klinik yo. Sendika a fè konnen dirijan Lasante yo nan peyi a gen yon pwojè pou privatize lopital la menm jan yo te fè pou Minotri Dayiti, Siman Dayiti, Teleko e jan y ap fè pou Elektrisite Deta Dayiti (EDH). Men kou sa a pap pase, lopital jeneral pap privatize. Se sèl Lopital ki genyen pou pi piti pèp la jwenn laswenyaj.

Lendi 22 Out 2011 lan, nan konferans pou laprès, plizyè òganizasyon fanm nan peyi a kouwè : FAVILEK, KONAMVID, FEMCADH, KOFAVIV ak GCFC ki regwoupe nan kòdinasyon òganizasyon fanm Rezo BAI

Suite à la page (19)


Manifestasyon anplwaye lopital jeneral yo devan lopital la jodi madi 23 out la



Alix Lassègue direktè jeneral lopital la


Marlaine Thompson

# Kriz finansyè mondyal, yon jwèt lawoulèt

Depi kèk tan, anpil gwo bank ak gwo antrepriz an Ewòp, Azi ak Amerik ap fè fayit. Anpil peyi gen kriz dèt yo paka peye. Mache yo rele «bous» yo, ki vle di mache kote y ap achte ak vann gwo kantite machandiz, matyè premyè ak aksyon antrepriz yo, ap degrenngole. Tout bagay sa yo se siy sistèm finansye mondyal la ap travèse yon manman kriz.

Sitiyasyon sa a pa fèk parèt. Si nou fè yon kout je sou 15 dènye ane yo, lemonn travèse plizyè gwo kriz majè ki, a chak fwa prèske kondui sistèm finansye mondyal la nan yon katastwòf. Nou pral esplike kòman kriz sa yo rive fèt.

Toudabò, nan komansman ane 90 yo, te gen kriz peyi Azi yo. Nan peryòd sa a, plizyè peyi nan rejyon Lazi tankou Tayiland, Malezi, Kore disid ak Endonezi, ki te gen anpil posiblite pou yo devlope, yo te pito al prete kòb nan bank prive pou finanse pwogram devlopman lakay yo olye yo resevwa èd piblik nan men lòt peyi. Ekonomi peyi sa yo t ap mache byen anpil sa ki fè bank prive yo prete yo lajan ak fasilite. Nan ane 1996, kwasans ekonomik peyi sa yo komanse ralanti lè ekspòtasyon yo komanse diminye. Dèt peyi sa yo te vin tèlman wo envestisè prive yo komanse demake. Se konsa, an jiye 1997 peyi Tayiland te oblije devalye lajan li a ki se "Bath" ki te gen yon to fiks parapò ak dola ameriken an. Panik pran bank yo epi kriz la pral gaye nan tout peyi sa yo.

Pi pre nou la a nan ane 2008, vin gen sa yo rele kriz "subprime" yo ki se yon kriz ki derape Ozetazini nan aktivite achte ak vann kay. Alepòk, bank yo mache prete kòb bay moun san yo pa verifye si moun nan gen ase revni pou li kapab peye kòb li prete a. Sèl garanti li genyen se kay la. Enterè sou prè sa yo pat fiks, yo te ba anpil okòmansman epi yo ogmante rapidman. Prè sa yo, bank yo mache ofri yo sitou bay moun ki nan kondisyon ekonomik ki pa twò bon yo, paske se sèl jan pou moun sa yo rive jwenn kòb prete pou achte kay.

Apre sa, akòz jan manke regleman nan sistèm bankè a, bank yo deside yo pap kenbe prè sa yo pou jistan pretè a ta fin renmèt kòb la nèt. Yo pito vann li nan mache «bous» yo sou fòm «tit» osnon aksyon pou yon kòb ki pi piti pase sa li tap rapòte si li te tann dat la rive (Yo rele sa titrizasyon). Men sa ki pral pase, pretè a vin paka peye paske to enterè a vin twò wo epi li pa gen ase revni pou li ta peye (sitou, nou sonje afè pretè a pat pi bon pase sa), kidonk moun ki te envesti kòb li nan achte tit la nan men bank la pèdi kòb li.

Akòz fenomèn «titrizasyon» an ki vle di vann «tit »osnon aksyon san gade dèyè a, kriz la ki te derape Ozetazini an rive gaye toupatou nan lemonn, panik pran bank yo ki refize prete kòb youn bay lòt sa ki fè sistèm nan rive bloke.

Pou anpeche sitiyasyon an pa fin degringole nèt, Leta yo pral oblije mete anpil anpil lajan nan gwo bank ki fè fayit tankou bank yo rele "Lehman Brothers" la oubyen konpayi asirans AIG ki te achte anpil nan tit sa yo. Men tou, anpil moun pèdi kay yo, plis pase 27 milyon moun pèdi djòb yo Ozetazini anplis pakèt milya dola ki pèdi nan koze sa a.

Chak fwa yon kriz konsa pete, FMI rive pou di Leta ki nan pwoblèm yo, «map prete w lajan pou w rekomanse, men fòk ou fè efò pou bidjè w, sou dèt ou, sou reglemantasyon konkirans ak komès eksteryè w», kidonk yon bann renmèd ki di gen yon bon fason pou jere ekonomi w ki se liberalizasyon san limit. Michel Campdesus, yon ansyen direktè FMI, te di konsa «nou rekonèt erè nou, men menm jan nom jis la te di nou tonbe 7 fwa, nou fè erè souvan, men malgre tout erè nou yo nou toujou ede peyi yo relve». Anfèt tout renmèd sa yo toujou kreye kondisyon lavi ki pi difisil pou popilasyon yo.

Chak fwa yon kriz konsa pete, se toujou Leta ki pou vin mete lòd nan sistèm nan. Lè konsa se lajan taks sitwayèn ak sitwayen yo li itilize pou fè sa. Kidonk sitwayèn ak sitwayen an pèdi 2 fwa, premye fwa paske yo pèdi djòb, yo pèdi kay oubyen yo pèdi lajan epi se yo menm oubyen pitit yo ki ap gen pou renmèt lajan Leta oblije prete pou ranje sistèm lan.

Si nou gade byen n ap wè nan tout kriz yo se espekilasyon nan mache «bous» yo ki lakòz. Ni nan ka peyi Lazi yo, ni nan ka Etazini ak peyi Ewòp yo, nou wè se moun ki mize kòb yo sou yon machandiz yo kwè k ap vin gen plis valè nan kèk lane pi lwen. Men lè sa pa rive, yo pèdi kòb yo, anpil kòb. An jeneral apre chak kriz renmèd yo toujou pwopoze se reglemantasyon, men renmèd sa pa janm anpeche lòt kriz k ap vini apre a. Sa pap janm bay rezilta dirab paske yo toujou vle se mache a, ki vle di gwo bank, miltinasyonal ak iziriye yo, ki pou reglemante tèt yo. Si se konsa, se konmsi pat gen ankenn reglemantasyon, nou ta kab di se bay chat veye mantèg.

**Nadine Lemoine**



Kriz "subprime" yo se yon kriz ki derape Ozetazini nan aktivite achte ak vann kay

# Haïti après le séisme !

Par le Réseau de solidarité Canada-Haïti

**Introduction**

Trois Canadiens ont mené une mission d'enquête et de solidarité de dix jours en Haïti, du 20 au 30 juin. Organisée par Haiti Solidarity BC, la section vancouvéroise du Réseau de solidarité Canada-Haïti, la mission a visité toute la zone touchée par le séisme – dont Port-au-Prince, Léogâne et Jacmel.

Nous avons visité des quartiers, des camps de personnes déplacées, des centres médicaux, des organisations sociales et des organismes de défense des droits pour obtenir une vue d'ensemble des besoins les plus pressants en Haïti. D'autres Canadiens oeuvrant à des projets d'aide ont participé avec nous à une partie des visites et entrevues.

Nous avons constaté le dévouement et le travail acharné du peuple haïtien, des autorités et des organismes et volontaires internationaux, malgré l'ampleur inouïe du travail de reconstruction requis et le manque de ressources. Mais nous avons aussi constaté les souffrances et les privations terribles vécues par les Haïtiens pauvres et déplacés. Bien des particuliers et des organisations de la société civile d'Haïti se posent de graves questions sur les lacunes ou les échecs du travail de secours et de reconstruction. Ceci est un rapport de 17 pages sur nos visites et observations, avec nos recommandations. Nous espérons qu'il incitera les Canadiens, leur gouvernement et leurs organismes d'aide à offrir un appui continu et substantiel au peuple haïtien, et qu'il suscitera une réflexion sur la façon d'améliorer les choses à l'avenir.

La délégation fera rapport de sa visite en Haïti lors de rencontres publiques tenues d'un bout à l'autre du Canada au cours des semaines à venir. Pour plus de détails, consulter http://canadahaitiaction.ca/events.

**Signé par : Roger Annis** (Vancouver, C.-B.), travailleur de l'aérospatiale à la retraite et coordonnateur d'Haiti Solidarity BC et du Réseau de solidarité Canada-Haïti

**Sandra Gessler** (Winnipeg, Man.), professeure de nursing, Université du Manitoba

**Rosena Joseph** (Toronto, Ont.), formatrice et membre de la section locale 3393 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

**Impressions générales**

La zone touchée par le séisme en Haïti raconte une histoire troublante en juin 2011. Plus de 600 000 personnes vivent toujours dans des conditions extrêmement pénibles dans des camps de personnes déplacées. Il y a environ 1000 camps, dont la population varie de quelques vingtaines à 50 000 personnes. Tous manquent de services. Certains ont assez d'écoles pour les enfants, la plupart n'en ont pas. Certains ont des services médicaux, plusieurs n'en ont pas. Les camps offrent peu de possibilités de gagner un revenu. Bon nombre de femmes qui vivent dans les camps sont victimes d'agressions ou de menaces d'ordre sexuel.

Le séisme a détruit ou gravement endommagé au moins la moitié des édifices dans la zone touchée. On a rebâti une partie des édifices publics qui s'étaient effondrés; d'autres ont été réparés. On a réparé une partie des maisons, mais le travail se fait lentement et à échelle réduite. La construction de nouvelles maisons s'amorce à peine.

Il est particulièrement pénible de constater l'absence manifeste d'un plan national vigoureux pour loger les gens. Plusieurs résidents des camps doivent choisir entre deux maux : rester là ou retourner vivre dans des maisons qui menacent de s'écrouler. Des dizaines de milliers de personnes ont opté pour la deuxième solution.

La plupart des routes ont été dégagées. Mais les embouteillages continuels compromettent gravement l'activité économique. Le signe le plus visible d'activité économique est le grand nombre de petits commerces bordant toutes les rues principales et secondaires. La salubrité des rues est un problème majeur dans plusieurs zones. Dans le district de Carrefour, qui compte un demi-million d'habitants, rebuts et déchets restent dans les rues pendant longtemps. Partout à Port-au-Prince, on respire la poussière soulevée par des vents constants, les gaz d'échappement des véhicules et la fumée des feux de cuisine ou de l'incinération des déchets.



Camp Jean-Marie Vincent, le plus gros de Port-au-Prince. Photo fournie par la délégation



Des résidents du Camp Bolivar en colère qu'aussi peu de maisons aient été bâties. Photo fournie par la délégation.



L'un des 1000 camps de personnes déplacées dans la zone du séisme. Photo fournie par la délégation.



Hôpital Sainte-Croix à Léogâne, le 25 juin : le Dr Necence André Hudson explique à la délégation que les deux tiers des ailes de l'hôpital sont fermés par manque de fonds. Photo fournie par la délégation.



Des leaders de KOFAVIV, dont la fondatrice Eramithe Delva (à gauche) et Malya Villard, rencontrent la délégation à leur bureau le 21 juin 2011. Photo fournie par la délégation

Partout, des Haïtiens nous ont dit attendre le début d'un travail de secours et de reconstruction plus vigoureux. Ils veulent un plan qui permette au pays d'aller de l'avant. Ils veulent bâtir des maisons sécuritaires et solides pour leurs familles. Ils veulent créer des services publics d'éducation et de santé. Ils veulent jeter les bases d'emplois productifs en agriculture, en tourisme et dans les services sociaux. C'est l'avenir que l'aide internationale avait promis à Haïti dans les semaines et les mois suivant le séisme.

**Refuges d'urgence et logement**

Notre délégation a visité six camps de personnes déplacées : Avec ses quelque 50 000 résidents, le Camp Jean-Marie Vincent (visité le 24 juin) est le plus gros camp de Port-au-Prince. Il est aux prises avec une foule de problèmes. On a construit des toilettes en grand nombre, mais il manque d'installations pour se laver. L'approvisionnement en eau et en nourriture est insuffisant. La violence est un grave problème dans le camp, notamment la violence sexuelle contre les femmes. La sécurité n'est pas du tout assurée de façon **adéquate. [3 3**

Même s'il est situé au coeur de Port-au-Prince, le camp offre peu de possibilités d'emploi. Il y a un manque criant de soins pour les enfants et les adolescents. Lors de notre visite, le comité du camp estimait à 1500 le nombre d'enfants sans soins ni supervision parentale. L'orphelinat (au budget insuffisant) mis sur pied par le comité ne peut en accueillir qu'une centaine, et aucun de moins de cinq ans. Il y a un bon service médical, assuré par Partners In Health (PIH). C'est l'un des nombreux gros camps de l'agglomération de Port-au-Prince où PIH joue un rôle majeur sur le plan médical.

Comme tous ceux que nous avons visités, ce camp a des comités de délégués qui organisent et supervisent les services offerts – eau et nourriture, écoles, assainissement, etc. Mais ils travaillent dans des conditions exceptionnellement difficiles, n'ayant que peu ou pas de ressources pour combler les besoins fondamentaux.

Le Camp Corail Cesselesse (Camp Corail) (visité le 28 juin) a été mis sur pied par de grands organismes internationaux il y a plus d'un an pour sortir les gens des conditions géographiques dangereuses de l'immense camp du terrain de golf de Pétionville. On devait y transférer des dizaines de milliers de personnes et bâtir des écoles et des usines. Mais le camp est situé au-delà de l'extrémité nord de l'agglomération de Port-au-Prince, bien loin du centre de la ville.

Le plan original du Camp Corail semble paralysé en grande partie. On a ouvert une fraction du nombre d'usines prévu. Quelque 7500 résidents vivent dans des t-shelters (abris temporaires) ou des tentes offertes par des organismes internationaux, dont Vision mondiale et l'Organisation internationale pour les migrations. On a bâti des écoles qui offrent des cours jusqu'aux vacances d'été.

Selon le comité du camp, les résidents déplorent le manque de soins médicaux (il n'y a ni médecin, ni personnel infirmier), le nombre insuffisant de toilettes, de douches et d'installations scolaires pour les enfants, et l'incertitude de l'avenir. Le camp se dresse dans une plaine aride et torride, sans végétation ni protection contre le soleil. Les pluies abondantes inondent le terrain, malgré l'aménagement censé prévenir ce problème.

Entretemps, des camps informels ont poussé au nord du camp Corail : le Camp Jérusalem (au moins 20 000 résidents), le Camp Source Puante (au moins 5000 résidents) et le Camp Canaan (au moins 20 000 résidents). L'existence de ces camps est l'une des grandes surprises de notre visite en Haïti. Il y a un an à peine, cette zone était une plaine désolée et inhabitée. C'est maintenant une vaste colonie improvisée.

Des dizaines de milliers de personnes ont revendiqué un petit lot et bâti des abris plus ou moins permanents. Les organismes d'aide ne leur fournissent aucun service, à la demande du gouvernement haïtien et des appareils onusiens. (Par contre, les vendeurs de matériaux de construction font des affaires d'or en bordure de l'autoroute qui longe cette zone.)

Déterminés à refaire leur vie, les Haïtiens s'impatientent de plus en plus de l'absence d'un plan global de logement et de la lenteur à bâtir des maisons. Ces camps non autorisés en sont la preuve. On peut difficilement reprocher aux gens de prendre les choses en main. Malheureusement, ces colonies improvisées seront sans doute une source de conflits futurs entre résidents et autorités gouvernementales en ce qui a trait à la propriété des terres et l'obtention de services.

Les comités de camp que nous avons rencontrés exigent que les colonies informelles soient intégrées aux plans de reconstruction. Ils veulent obtenir de l'aide humanitaire et d'autres services. Plus longtemps le gouvernement ignorera ces exigences, plus la situation va s'envenimer.

Le Camp Simon Bolivar à Léogâne (visité le 25 juin) a été mis sur pied avec l'aide de l'État vénézuélien, tout de suite après le séisme. Camp modèle au début, il a perdu des résidents depuis. Mais ce n'est pas parce qu'ils ont été relogés. C'est que la vie dans une communauté de tentes comporte énormément de stress et de difficultés. Certains résidents ont obtenu des t-shelters; d'autres sont retournés dans leur maison endommagée ou sont allés dans un autre refuge surpeuplé ou inadéquat. Le comité du camp et les résidents nous ont dit leur grande frustration et leur impatience à voir que la construction de maisons permanentes se fasse à un rythme aussi lent.

Le 28 juin, nous avons assisté à une conférence de presse organisée par des dizaines de résidents du Camp Django (environ 100 familles à Delmas 17, centre de Port-au-Prince) au Bureau des avocats internationaux afin de dénoncer le bureau du maire de Delmas qui menaçait de démanteler le camp (d'autres détails sur les menaces de déplacement forcé plus loin dans le rapport).

*Suite à la page (15)*

**Immaculeé Bakery & Restaurant**

2 Locations en Brooklyn





Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

# Illusion, désillusion !

Par Catherine Charlemagne

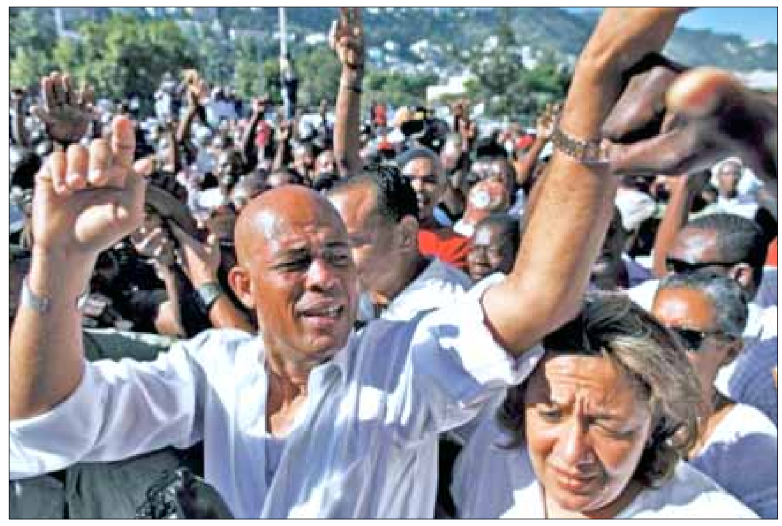
Lorsque, dans le cafouillage général du premier tour des élections législatives et présidentielles de l'année dernière, Michel Joseph Martelly a été propulsé au second tour, face à Mirlande Manigat, ses partisans se mettaient à rêver d'un meilleur avenir. Pour ces illusionnistes, c'était l'aboutissement de leur chemin de Damas. D'autres, en revanche, voyaient plutôt le signe de ce destin qui ne finit pas d'engloutir le pays et implorant le ciel pour que Dieu nous préserve d'un malheur qui pourrait se révéler catastrophique. Le résultat du second tour de cette curieuse élection a confirmé les premiers dans leurs illusions d'une Haïti meilleure et anéanti à jamais l'espoir des autres qui voient leur mauvais rêve se transformer en cauchemar.

Les partisans du désormais Président de la République, avaient-ils tort de croire que leur champion pouvait faire des miracles ? Certainement pas. Après tant d'années, en effet, passées à l'attente d'un changement de système que plus d'un réclame, ils auraient eu tort de ne pas croire à ce lendemain enchanteur rempli de promesses qu'on leur avait fait miroiter. Par contre, étaient-ils naïfs, ces milliers de fanatiques, pris de vertige sous l'effet de discours infantiles dans une période où l'argent coulait à flot et dans un contexte se prêtant aux mensonges et autres balivernes ? A la vue du premier bilan des cent premiers jours de la présidence Martelly, les faits parlent d'eux mêmes.

Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'on peut mieux faire. En fait, l'ancien musicien pêche par excès de confiance et surtout en se laissant enfermer politiquement dans un piège mortel par un petit groupe de Conseillers qui ne veulent aucune ouverture autour de lui. Selon des gens proches du pouvoir, pour ces Conseillers, la plupart des affairistes sans foi ni loi n'ayant aucune compétence politique capable de porter le chef de l'Etat à changer de cap, aucune approche, autre que celle qu'ils veulent imposer à Martelly, n'a cours au Palais national.

Du coup, Michel Martelly qui ne connaît pas grand monde dans les milieux politiques et intellectuels que ce soit en Haïti ou dans la diaspora, se voit contraint d'embaucher des gens prêts à l'induire en erreur comme ceux par exemple qui lui conseillent de gouverner par « décret » en lieu et place de gouvernement comme si c'était une évidence. C'est comme la mise en place au Palais national de la *Cellule d'Assistance Technique* (CAT) et du *Conseil Technique Présidentiel* (CTP), en fait des « Cabinets fantômes », pour pallier d'une part à l'absence d'un gouvernement, ensuite pour se substituer à celui-ci une fois qu'il sera en place. Pourquoi deux entités distinctes en plus de la cohorte de Conseillers déjà en service à la présidence ? Alors qu'un bon cabinet regroupant des spécialistes de différentes disciplines aurait suffi largement.

Des cabinets fantômes, on en connaît. Pratiquement tous les prédécesseurs de Michel Joseph Martelly ont eu recours à cette forme de gouvernement parallèle ou bis afin de couper l'herbe sous les pieds de leur Premier ministre, favoriser leurs amis et ensuite encourager la corruption. Pour l'instant, on a plutôt l'impression que l'actuel pouvoir avec sa pléthore de conseillers amis, cherche



Les partisans de Martelly doivent bien s'interroger sur la manière de faire du Président qui, hier prônait la rupture et aujourd'hui s'évertue à l'ancienne école.



Thierry Mayard-Paul

plus à plagier la présidence calamiteuse de l'ex-Président René Garcia Préval qu'à changer radicalement de stratégie pour sortir le pays de l'immobilisme dans lequel l'homme de Marmelade l'a laissé.

L'illusion de changement s'effrite donc de jour en jour. Certes, tout bon chef d'Etat qui se respecte, s'entoure d'un cabinet formé des gens venus d'horizons divers pouvant l'assister techniquement et politiquement dans la bonne marche de sa présidence. Des Conseillers, il est normal qu'il y en ait dans tous les domaines : économie, diplomatie, culture, social, juridique, etc. Faut-il pour autant qu'une présidence s'entoure d'une meute de gens juste pour l'aider à prendre des coups et à répondre aux critiques des médias ?

Or, aujourd'hui, on a la nette impression que c'est de cela qu'il s'agit. Des frères Mayard-Paul aux derniers venus dans le groupe Martelly, entre autres Stanley Lucas, nous en sommes à ce cas de figure. A date, personne ne connaît une bonne proposition venue d'aucun d'entre eux. En ce qui concerne Stanley Lucas, il se comporte comme s'il n'a pas changé de statut. Passant tout son temps à attaquer, à provoquer voire même soulever les gens contre son patron. Dans les Forums sur Internet, en effet, tous ceux qui osent porter une critique, fût-elle positive, sur la présidence de Martelly, se voient traiter d'ennemis de la démocratie et du chef de l'Etat.

Pourtant, l'homme a le sens du décorum et prend très aux sérieux le bénéfice et la gloire qu'il peut tirer de son nouvel emploi. Selon des informations dignes de foi venues de l'équipe même du Palais, Stanley Lucas se prend déjà pour un super ministre des Affaires étrangères. En fait, il est conseiller chargé des Relations internationales, de la Diaspora, des Affaires européennes et de la culture pour la présidence de la République. A ce titre, il réclame deux bureaux, un à Port-au-Prince et un autre à Washington où il réside. Pour pouvoir se déplacer dans les deux capitales, en toute sécurité et avec le protocole dû à son rang, l'ancien responsable de l'IRI en Haïti sollicite déjà auprès du ministère des Affaires étrangères, pour chacun de ses bureaux, une voiture avec chauffeur et des gardes de sécurité.

Comme quoi être propagandiste sur Internet et avoir un poste de Conseiller en Haïti, çà coûte son pesant d'or.

Entretemps, l'on a du mal à comprendre l'objectif réel du chef de l'Etat qui, au lieu de chercher à redresser la barre, préfère continuer sur la même pente dangereuse qui consiste à faire les choses à l'envers. En guise de changement, le nouveau pouvoir persiste dans la continuité. La logique de division demeure le point de ralliement des dirigeants haïtiens. Les partisans de Martelly doivent bien s'interroger sur la manière de faire du Président qui, hier prônait la rupture et aujourd'hui s'évertue à l'ancienne école. Ceux qui croyaient dans le renouveau avec un apolitique aux commandes doivent se mordre les doigts jusqu'à l'os. La désillusion est grande.

Et comme disait l'autre, plus dure sera la chute, plus grande sera la déception. Mais il y a ceux qui, dès le départ, n'y croyaient point, ne voulaient pas croire et n'ont jamais cru au Chevalier blanc et sans reproche venu de nulle part. Pour eux ni illusion ni désillusion. Mystification, mystificateur, mystère! Ils savent dans quel monde ils vivent. Ces Cent jours de papotage, de blabla, de radotage, de discours sans contenu, de retiens-moi sinon je fais un malheur finissent par confirmer leur crainte, leur doute et surtout leur conviction. C'était du bluff. Comme ils s'y attendaient, la montagne a accouché d'une souris. L'heure n'est pas au bilan ni même aux critiques, elle est au constat. Le destin tragique d'Haïti nous poursuit comme l'ombre poursuit le soleil.

Hier, c'était la famille de tel despote au pouvoir qui pataugeait dans la mangeoire des biens de l'Etat. Aujourd'hui, nous sommes au début d'un pouvoir qui joue furieusement avec les fonds du contribuable. Oui, c'est bien réel. Déjà, la nouvelle équipe endosse les vieux habits de ses prédécesseurs comme au bon vieux temps du règne de fils à papa profitant vulgairement du décorum et des deniers publics. La tradition perdure. Le mélange des genres a de beaux jours devant lui. Qui est qui et qui fait quoi ? C'est pour qui le chèque? Le père, la mère ou le fils ?

*Suite à la page (19)*

# Décapitation de 2 Haïtiens en République Dominicaine

Par Yves Pierre-Louis

Un mois après l'assassinat crapuleux de l'étudiante haïtienne Rooldine Lindor, en République Dominicaine le 12 Juillet 2011; deux autres Haïtiens: Paulo Cherenfant a été décapité par un Dominicain répondant au nom de Ramon Emilio Valdez dans la localité de Vaca Gorda, Partido et un autre compatriote dont l'identité n'a pas encore relevé, lui, tué à coups de poignard par un dominicain dans la région de Las Matas. Ces deux crimes par décapitation ont été commis au début du mois d'Aout, respectivement le vendredi 5 et le samedi 6 au niveau de la frontière haïtiano-dominicaine, particulièrement dans la zone de Dajabon. Deux jours plus tard soit le lundi 8 Aout, un commerçant haïtien, Cléomin Pierre a été blessé par balles d'un soldat dominicain au Nord de la frontière. Cet incident s'est produit au moment où la victime s'apprêtait à se rendre au marché de Dajabon.

Dans une note de presse, solidarité Fwontalye, Service Jésuite aux Réfugiés et Migrants de Ouanaminthe, condamne les différents actes de violences portant atteinte à la vie des Haïtiens en territoire voisin. « Cléomin Pierre est l'un des nombreux commerçants haïtiens qui fréquentent régulièrement le marché frontalier tenu à Dajabon les lundis et vendredis. Il a été atteint des projectiles à la suite d'une altercation avec des soldats dominicains qui réclamaient de l'argent aux commerçants haïtiens qui s'apprêtaient à traverser la frontière.

Le 13 mai dernier, Mariette Pierre, une commerçante haïtienne avait été brutalisée avant de recevoir de dos un projectile tiré par un soldat du corps spécialisé dans la sécurité frontalière (CESFRONT). Ce dossier soutenu par le Consulat haïtien, Solidarité Fwontalye et Solidaridad Fronteriza, se trouve pour l'instant devant la justice dominicaine pour les suites légales. » Écrit-on.

Dans ces 3 cas, le consulat haïtien à Dajabon ne reste pas indifférent. Le Consul, Charles Pierre Miolin se dit déterminé à faire respecter les droits des Haïtiens vivant en République Dominicaine. Il a donné la garantie que la justice va être rendue aux victimes comme il se doit, des démarches ont été déjà entreprises en vue de rassembler tous les documents nécessaires susceptibles de rendre la justice aux victimes. Des démarches de l'avocat du Consulat ont déjà conduit à l'arrestation de plusieurs suspects impliqués dans ces actes odieux.

Selon la note de presse de Solidarité Fwontalye, dénonçant des actes criminels des Dominicains : « Le Consul Haïtien accrédité à Dajabon, Charles Pierre Miolin, nous a indiqué que l'avocat du Consulat est déjà saisi du dossier et il se chargera de poursuivre l'auteur de ces crimes. Le présumé coupable, Augustin Batista Cabral, a été déjà arrêté par les forces de police dominicaine, et nous sommes plus que déterminés à combattre ces genres de situation malencontreuses qui se répètent trop souvent sur la frontière. C'est le troisième cas de violence enregistré sur des Haïtiens en moins d'une semaine. Deux cas d'homicide ont été signalés le week-end écoulé. Vendredi soir, un Haïtien connu sous le nom de Paulo Cherenfant a été décapité par un Dominicain du nom Ramon Emilio Valdez dans la localité de Vaca Gorda, Partido, République Dominicaine. Un autre ressortissant haïtien avait été tué au poignard par un citoyen dominicain samedi dernier dans la région de Las Matas. » A-t-on indiqué.

En Haïti, ces actes criminels et d'autres multiples violations des droits de l'homme commis sur ses compatriotes révoltent la conscience des Haïtiens. Le Regroupement des organisations de Pétion-Ville (ROP) a organisé un nouveau sit-in devant le consulat dominicain à Pétion-Ville, le jeudi 18 Août pour exiger des autorités dominicaines de meilleurs traitements en faveur des Haïtiens. Les protestataires réclament également justice pour les parents des Haïtiens victimes en République Dominicaines.



Michel Joseph Martelly s'était rendu en République Dominicaine pour un tête à tête avec son homologue dominicain Léonel Fernandez

Du côté des autorités haïtiennes, aucune réaction n'est encore parvenue, suite à des actes criminels des Dominicains sur des Haïtiens. Le 2 Août dernier le président haïtien, Michel Joseph Martelly s'était rendu en République Dominicaine pour un tête à tête avec son homologue dominicain, Léonel Fernandez. Selon ce que l'on avait rapporté, les deux chefs d'Etats s'étaient entendus sur la signature des accords bilatéraux dans différents domaines de coopération, une fois la crise gouvernementale serait résolue en Haïti.

Dans une déclaration faite la semaine dernière, le ministre dominicain des Affaires étrangères, Carlos Murales Troncoso a indiqué que la commission Mixte Bilatérale (CMB) haïtiano-dominicaine ne se réunira tant qu'il n'y aura pas une nouveau gouvernement installé en Haïti pour discuter des intérêts communs aux deux pays, en d'autres termes pour des questions en rapports avec l'économie, le commerce, les investissements, l'immigration, le tourisme, l'éducation, la Santé et la reconstruction. » a-t-il fait savoir.

La question de violation des droits des Haïtiens n'est pas à l'ordre du jour. Alors que les Haïtiens continuent quotidiennement d'être victimes d'actes de barbarie en République Dominicaine. Les rapports économique prédominent toujours dans les relations haïtiano-dominicaines, pendant que Haïti compte régulièrement des cadavres. Quel est le vrai rôle de la diplomatie haïtienne en République Dominicaine ?

# For an International Solidarity Movement with Fidel Castro and Cuba, "Heroes of International Solidarity"




**Fidel Castro and the Cuban people, "heroes of international solidarity," are entitled to a movement of international solidarity**

**By Franck Laraque**

A large majority of the member countries of the United Nations, countries and popular organizations that have benefitted from the solidarity of Fidel Castro and Cuba in the form of aid in health care, education, and the defense of the political and economic rights of minorities since the Revolution of 1959, have never stopped denouncing and criticizing the criminal United States embargo against Cuba, but without much success.

It is time to resort to a peaceful international solidarity movement and unleash a series of mass demonstrations on specified days to protest against an embargo whose aim is to destabilize Cuba's economy and inflict inhumane suffering on its people, and more specifically on children and the most vulnerable sectors of the population. Haitians who have served the cause of human liberty by abolishing slavery are well placed to undertake such an initiative.

We are convinced that by establishing links with organizations and countries that have constantly expressed their opposition to such an inhumane policy, we could form a committee to coordinate and actualize these public demonstrations to pressure the United States government to end its international violation of the Cuban people's rights. Let us then take the initiative to launch such a movement, to which Fidel Castro and the people and government of Cuba, heroes of international solidarity, are entitled. Acta non verba. Abrazo. Franck.

*Franck Laraque is Professor Emeritus of New York's City College*

# TRIBUTE TO BOOKMAN

Bookman,
You are the man!

You are a shepherd, an educator,
A warrior, a healer and a leader

A preacher like you is so hard to find.
Really, you are one of a kind.

You have told me that I am not inferior;
That my race is not a barrier
You have made me believe in myself.
Never ever will I be somebody's serf.
My heart and my soul, you have saved.
Thanks to you, I will never be enslaved.

Your name sounds like a thunder,
And your eyes spark like a lighting
The black race will never remain under
Oppression but will continue fighting.

The enemy trembles like a leaf
When he hears your name
Because you have a beef
With his dirty aim

When, like a lion roars your voice,
From the mountain resonates a big noise
A noise that makes rivers overflow,
A noise that sinks the enemy's morale low

I do not celebrate Columbus Day
Because Christopher Columbus was a murderer
I am proud to celebrate Bookman's Day
Because Bookman was a freedom fighter

Since the day of your uprising,
The flowers of freedom have never stopped blossoming.

Bookman, today Haiti is thanking you.
The Americas are grateful to you.
Africa remembers you.
Asia salutes you.
Oceania is learning about you.
Antartica is waiting for you.
Europe respects you.
The whole world is celebrating you.

**Réginal Souffrant**
**August 6, 2011**

## International Forum on the Crisis of Housing:

# In Haiti, "Homes and Land are the Source of Life"

**By Beverly Bell, Other World**

*[In light of the escalating tent camp evictions happening around Port-au-Prince, we are republishing this report originally issued by Other World on May 31, 2011]*




**Camp Carradeux in Delmas. Residents of such camps are ready "to give our contribution (in financing, work, and materials) so we can create housing that respects people's dignity. However, the government must finance construction projects to let us get housing as soon as possible, and immediately create a special fund to finance public housing."**

Below are excerpts from the International Forum on the Crisis of Housing, held in Port-au-Prince May 19-21, 2011. During the forum, hundreds of Haitians, plus allies from around the Americas, developed strategies to force a solution to Haiti's greatest crisis: homelessness. Almost 17 months after the earthquake, more than one in nine remain displaced in camps and in other dangerous and inhumane lodging. Neither the government nor the international community has offered any viable plan for resettlement of this population. On the contrary, government officials and private landowners are stepping up violent evictions of people in camps.

We, groups of survivors living in internally displaced persons' [IDP] camps plus social and grassroots organizations, assembled for three days in Port-au-Prince, state:

We heard testimonies about the living conditions in IDP camps, wherein our basic rights as individuals and communities are violated every day. We heard of the many diseases contracted by people living under tarps, of the pain of women suffering from all kinds of violence, and of children who cannot attend school or plan for their futures;

We discovered that most of us in the camps are living in fear. We live under the threat of eviction, as both the government and private landowners are maneuvering to force us out (even setting fire to some camps), even though we have nowhere else to go. According to an International Organization for Migration report published in March 2011, more than 47,000 people have already been evicted and 165,977 more face the threat of eviction. We resolve to fight against these evictions and to ask for reparations for victims of forced displacement, a human rights violation;

We were pleased to hear the testimonies and analysis of friends from foreign countries like the United States (New Orleans and Miami), Dominican Republic, and Brazil on the struggle for housing rights. We salute the determination of our friends and the movements they represent;

The Haitian government, ruling classes, and international institutions have not responded to the housing problems that millions of Haitians have long faced and that have become more serious since January 12, 2010. Sixteen months after the catastrophe, 700,000 people are living in the streets and many more families are living in horrible conditions in shantytowns. Many people had to return to damaged houses that could collapse at any time. We reject false solutions such as the distribution of tarps or building of temporary shelters;

We resolve to continue the struggle to force the state to define a policy on housing that guarantees the right of all Haitians to have a home to live in that respects their dignity. The government should start housing construction projects to respond to our needs;

The government must define a land use policy for the country. Before the earthquake, 80% of the population in Port-au-Prince was living in 20% of the land. We want housing discrimination to end. We reject all the wealth and infrastructure being concentrated in only some parts of the city. We also reject the reconstruction of the nation's land only to create free trade zones;

The Parliament must draft and vote on a law to guarantee the right to housing;

The government must look for and acquire land though expropriation [eminent domain] so that there is sufficient space for housing needs;

The population must participate in decision-making. We have to say what Port-au-Prince we want to build. Those that come from other countries with plans already drawn up cannot determine this for us;

We are ready to give our contribution (in financing, work, and materials) so we can create housing that respects people's dignity. However, the government must finance construction projects to let us get housing as soon as possible, and immediately create a special fund to finance public housing. There is a lot of money being wasted that could be invested instead in housing;

Homes and land are the source of life. The government and our communities must take all measures for these resources to remain this source of life, instead of turning them into a commodity;

Institutions like BNC (National Bank of Commerce) and the commercial banks should establish special programs to help the population repair or build good houses, with particular attention paid to those with few economic means and those with disabilities;

The government must implement rent control, since rents have risen up to 17 times higher than before [the earthquake]. We must keep speculators from making millions off of our misery and despair;

The government must guarantee security as to where we live. Land use must be based in prevention of the biggest risks (earthquakes, hurricanes, landslides, floods, tsunamis, etc). The government must develop education and training programs so we can prepare for these and other risks;

The right to housing cannot be separated from our other rights: to work, health, education, leisure, a clean environment, etc. All house construction must be done in a way that facilitates our enjoyment of all of these rights;

The Parliament should ratify the International Convention on Economic, Social and Cultural Rights as an important tool;

The government must plan for public spaces that allow our communities to play sports, hold meetings and assemblies, and carry out cultural activities;

We believe that cooperative housing is a viable alternative for those without great economic means;

We want houses that respect our local architectural style and that use as much local material as possible, representing our culture. We want houses to have yards and gardens where we can grow vegetables and medicinal plants. We want houses that respect a bit of privacy that everyone needs. We want houses that provide space for us to live as families with neighbors in the lakou [traditional communal courtyard];

Each neighborhood must have a cultural center to educate children and youth on the values of Haitian culture;

In the houses we are building as in collective infrastructure, we must remember people with disabilities and facilitate their mobility and daily activities;

Every housing construction project must give special attention to the rights of women. It is good, whenever possible, for the title to the house to carry the name of the husband and wife. In inheritance, men must not benefit disproportionately to women. In housing law, the government must protect the rights of women living alone or in a family where a husband has multiple

*continued on p(15)*

# LANCER DES PIERRES À L'OCCUPA

Par Linah Alsaafin *

*Je l'ai nié trop longtemps, mais pour une Palestinienne, je lance très mal les pierres.*

Lors d'un des vendredis que j'ai passés dans le village de Nabi Saleh en Cisjordanie je m'étais plainte de ne pas savoir le faire et je me suis tout de suite retrouvée entourée de professeurs zélés.

C'était le vendredi où les manifestants ont marché avec une maquette de la flottille de la liberté de Gaza. Ce jour-là nous sommes restés enfermés presque toute la journée car au bout de deux heures de manifestation, les soldats israéliens ont tiré des gaz lacrymogènes sur tous ceux qui essayaient de mettre le nez dehors.

A la fin de l'après-midi, il m'a semblé que les jeeps partaient et j'en ai profité pour sortir enfin. Avec deux autres jeunes filles, nous avons marché en direction des jeeps, nous nous sommes arrêtées là où la militante locale Nariman Tamimi se tenait avec son appareil vidéo et d'autres enfants du village nous ont rejointes. D'autres militants ont essayé de sortir mais comme ils étaient en groupe on leur a tout de suite tiré dessus. Depuis les toits, d'autres personnes se sont mises à maudire les soldats sur le mode ironique et ils leur ont aussi tiré dessus. Une des bombes lacrymogènes a roulé en arrière vers le soldat qui l'avait envoyée et il a été obligé de s'enfuir en trébuchant d'une manière comique, ce qui nous a tous fait pousser des gloussements de joie, les plus jeunes enfants riant ouvertement. Le soldat s'est lourdement dirigé vers nous d'un air menaçant, sa fierté était blessée et ses yeux lançaient des éclairs et il nous a lancé une bombe sonore. Nous nous sommes vite sauvés.

Le village était entouré de soldats. Les collines en fourmillaient, les vergers en débordaient. Nous regardions un escadron descendre de la colline de derrière les oliviers et ils pouvaient lire le mépris sur notre visage. Un soldat nous a dit au revoir de la main. Ma gorge s'est serrée pour retenir le millier de mots incendiaires qui me venaient devant ce geste soi-disant aimable. Le visage de la fille près de moi reflétait le mien : des yeux si dangereusement rapprochés qu'ils donnaient l'impression que nous louchions.

L'une après l'autre, les jeeps prirent la route. Une pluie de cailloux se mit à tomber sur elles accompagnée de sifflements et d'applaudissements quand un caillou touchait un véhicule blindé. L'excitation était communicative et j'attrapais un caillou, le lançais puis enfouis ma tête dans le sol pendant la trajectoire hésitante du caillou qui retomba bêtement à environ deux mètres de moi. Près de moi, un enfant moitié moins grand que moi envoya une pierre qui manqua de peu une jeep qui se trouvait à environ 200 mètres de nous.

### La technique du lancer de pierre

La technique comporte deux volets : comment tenir une pierre et comment lancer une pierre. La force d'occupation avait maintenant quitté le village dont les rues étaient jonchées de bombes sonores et de bombes lacrymogènes. Ma première leçon a eu lieu dans un petit coin désert plombé par le soleil. « Voilà comment on tient un caillou » a dit un des shabab (jeunes). «Non, pas comme ça, comme ceci. Tu t'y prends mal. Non, regarde mes doigts ! Imagine que ton pouce et ton index sont une paire de pinces. Tiens-les comme ça. La pierre doit y reposer confortablement.» Il cessa de m'expliquer, attrapa mes doigts et leur fit prendre la forme adéquate.

Un enfant toucha mon bras : « Laisse le caillou reposer sur le majeur. Voilà c'est ça ! »

« Maintenant écarte le bras de ton corps » continue-t-il, « Non, ton bras est trop raide. Plie un peu le coude. Recule un peu le bras. Quand tu lances la pierre, il ne faut pas que ton épaule bouge. La pierre va plus loin si tu l'accompagnes d'un mouvement du bras. OK lance-la. » La pierre a filé dans l'air d'une manière qui m'a semblé plus légère. J'ai crié de joie. «Vous avez vu ?» Mes maîtres ont acquiescé poliment et ont lancé leurs pierres. Elles sont arrivées plus loin que la mienne.

« OK c'est bien, mais il faut améliorer encore ta technique. Essaie encore. Attends, n'oublie pas de tenir ce doigt-là comme ça. Vas-y lance —attends, qu'est ce que tu fais, tu vises le chauffeur ? Laisse passer la voiture avant de commencer. Et fais attention aux enfants. Holà vous autres » cria-t-il gentiment «enlevez-vous de là !»

J'ai lancé la pierre avec un grand sourire. Je savais qu'il ne fallait pas dire que je ne lançais plus les pierres comme une fille -un des derniers cours que j'ai suivis à l'université s'appelait études féminines et il m'a beaucoup marqué. Les enfants étaient enchantés de me montrer leur adresse au tir de cailloux et de m'apprendre à choisir les pierres et les cibles.

### L'ignorance des Israéliens

Plus tôt dans la journée, pendant que les militants étaient rassemblés chez Bilal et Manal Tamimi -des militants qui s'occupent aussi de documenter les manifestations- un militant israélien qui venait pour la première fois et se tenait debout au milieu de la pièce, se fit remarquer en affirmant bruyamment que jeter des pierres annulait automatiquement le caractère «non violent» d'une manifestation. Un autre militant lui rétorqua que les pierres ne faisaient pas grand mal, mais à mon sens l'essentiel leur échappait à tous les deux.

Un des hommes de la famille de Tamimi assis sur un matelas contre le mur regardait l'Israélien d'un air très mécontent et méprisant. «Tant que les soldats seront ici, tant qu'on empiétera sur notre terre, tant que les jeeps envahiront les villages et tant qu'ils continueront à envoyer des bombes lacrymogènes, nos shahab n'arrêteront pas de lancer des pierres» a-t-il déclaré.

«Très bien, mais alors vous ne pouvez pas dire qu'il s'agit d'une manifestation non violente» a rétorqué l'Israélien. Il a jeté un regard défiant autour de lui. «Ecoutez, je me rends bien compte que la plupart d'entre vous ne sont pas d'accord avec moi mais à mon avis, une manifestation non violente ne devrait pas comporter de manifestations de violence et pour moi lancer



Gaz lacrymogènes, balles réelles, raids dans les maisons, arrestations et passages à tabac ? On ne peut comparer les tactiques israéliennes à des cailloux."



Nous lançons des pierres à l'ennemi pour exprimer notre mécontentement d'être occupés par des étrangers qui nous envahissent et nous exproprient de nos terres et de nos maisons



La militante Nariman Tamimi con



Une palestinienne en train de lancer des pierres contre l'occupant



Lancer des pierres contre l'occupant n'est-il pas un acte dont la légitimité ne devrait même pas être mise en question ?

Les ca
autres
Palest



Un soldat israélien tirant des gaz lacrymogènes



Bassem Tamimi, un militant célèbre qui est actuellement dans une prison israélienne



Considérer le lancer de pierre comme un acte violent est absurde, c'est un acte de légitime défense



Avec les pierres nous voulons juste leur dire : « Nous ne vous acceptons pas ici en tant qu'occupant. Vous n'êtes pas le bienvenu en tant que conquérant. »

des pierres est un acte de violence.»

«Un acte de violence !» a ricané l'autre militant. «En réponse aux gaz lacrymogènes, aux balles réelles, aux raids dans les maisons, aux arrestations et aux passages à tabac ? On ne peut comparer les tactiques israéliennes à des cailloux.»

«Je ne les compare pas ! Absolument pas ! Mais pour moi une manifestation non violente....» «Ecoute» l'ai-je interrompu «Voilà la première erreur que tu fais. Il ne faut pas dire «non violents» il faut dire «désarmés, sans armes».

Le nouvel arrivant israélien relayait de toute évidence le discours des occidentaux qui prétend imposer aux Palestiniens ce que l'occident considère comme la bonne méthode pour lutter contre l'occupation. Il est clair que pour l'occident le terme «manifestation non violente» signifie que nous devons tout simplement nous retirer humblement devant l'agression quand l'armée israélienne répond à nos chants, à nos slogans et aux fleurs que nous mettons dans les canons de leurs fusils par une violente attaque. Il y a des quantités d'implications à cette expression, et nous ne devons pas nous laisser piéger par la façon de voir occidentale. La définition d'un terme doit prendre en compte le contexte.

## Un geste symbolique

Le mois dernier, Ibrahim Shikaki qui est animateur de jeunes et chercheur en économie à Ramallah a écrit un article très important pour Al Jazeera en Anglais sur la résistance palestinienne. Shikaki fait remarquer que la couverture médiatique de la résistance palestinienne reflète la vision occidentale de la non violence et il proteste contre le diktat occidental concernant la manière dont la Palestine doit lutter («What is the 'right' type of resistance ?,» 6 July 2011).

« Le fait est que s'opposer à une brutale machine de guerre avec des pierres est un geste symbolique » a écrit Shikaki. «'C'est un symbole de l'énorme inégalité de pouvoir entre le peuple palestinien et la machine de guerre israélienne. Les cailloux lancés contre les tanks israéliens et autres véhicules armés est une manière pour les Palestiniens d'exprimer leur refus de l'occupation et de l'oppression. Les jeunes, les femmes et les personnes âgées de tous les secteurs de la société participent à cette forme de résistance.»

D'où vient donc historiquement l'acte de jeter des pierres, un acte qui a touché le coeur de millions de personnes dans le monde pendant la première Intifada et inspiré d'autres peuples comme la nouvelle génération du Cachemire ? Bassem Tamimi, un militant célèbre qui est actuellement dans une prison israélienne a expliqué dans un interview avec The Electronic Intifada que des pierres étaient traditionnellement jetées aux ours et aux serpents pour les chasser. Quand un soldat vient dans notre village et tire des bombes lacrymogènes, on ne va pas juste rester assis là comme des victimes impuissantes. Ils ont des armures qui les protègent des balles réelles donc on ne risque absolument pas de les tuer. Avec les pierres nous voulons juste leur dire : « Nous ne vous acceptons pas ici en tant qu'occupant. Vous n'êtes pas le bienvenu en tant que conquérant. »

C'est pour cette raison que considérer le lancer de pierre comme un acte violent est absurde. Le message est très clair : Nous lançons des pierres à l'ennemi pour exprimer notre mécontentement d'être occupés par des étrangers qui nous envahissent et nous exproprient de nos terres et de nos maisons. J'ai demandé à quelques enfants de Nabi Saleh pourquoi ils jettent des pierres. Leur réponse est très simple : Nous ne voulons pas de l'armée israélienne ici. C'est notre village. Ils nous occupent.

## Une propagande omniprésente

La machine de la Hasbara (propagande) israélienne excelle à dépeindre l'armée israélienne avec ses tanks Merkava, ses missiles F-16, ses fusils sous-marins, ses fusils d'assaut et ses balles de métal enrobées de caoutchouc, comme la vraie victime tout en décrivant les jeunes Palestiniens avec leurs cailloux comme des Arabes assoiffés du sang des juifs qu'ils haïraient d'une manière pathologique et comme des Arabes qui rejetteraient les accomplissements économiques, sociaux et culturels de l'homme blanc.

L'analogie de David contre Goliath n'a aucun effet sur ces «non violents» pleins de bonnes intentions. A vrai dire, la traduction littérale arabe de «non violent» n'est pas connue. Nous utilisons le terme muthahara silmiya qui signifie «manifestation pacifique». Cela me fait honte quand je me rappelle que moi aussi je regardais de haut ceux qui jetaient des cailloux à Bilin et à Nilin, réaction que j'attribue aujourd'hui à mon ignorance et mon inexpérience. Je pensais -en bonne victime de la propagande absorbée dans les médias occidentales- que jeter des pierres relevait du passé et que nous avions besoin de trouver de nouvelles manières de résister, pas exactement comme Gandhi mais quelque chose comme ça. Je remercie Dieu pour Nabi Saleh.

Récemment, quelqu'un m'a raconté comment le Spiderman de ce village, un enfant de quatre ans qui s'appelle Samer, avait réussi à briser le rétroviseur d'une jeep israélienne avec une pierre. Spiderman a ramassé le fruit de son exploit et ne voulait plus le lâcher. Il a probablement dormi avec la nuit suivante. Il n'est pas ici question d'enfants qui sont élevés dans la haine des Juifs pour devenir plus tard des bombes vivantes. Il s'agit d'enfants qui sont obligés de faire face à la présence dans leurs villages d'occupants brutaux.

J'ai ramassé un autre caillou, je l'ai placé comme il faut dans ma main droite. Mes maîtres m'ont regardée avec approbation. « En rentrant chez toi, mets des objets sur une étagère et essaie de les faire tomber avec des cailloux » m'ont-ils dit en souriant « Dans une semaine tu seras une pro. »

* **Linah Alsaafin** vient d'être diplômée de l'université de Birzeit en Cisjordanie. Elle est née à Cardiff au pays de Galles et a été élevée en Angleterre, aux USA et en Palestine. Son site web est : http://lifeonbirzeitcampus.blogspot.com.

**Uruknet 11 août 2011**
**Traduction : Dominique Muselet**
**Info Palestine 17 août 2011**

# NT EST-IL UN ACTE DE VIOLENCE ?



frontant les forces d'occupation israélienne

Le fait de s'opposer à une brutale machine de guerre avec des pierres est un geste symbolique »



ailloux lancés contre les tanks israéliens et s véhicules armés est une manière pour les iniens d'exprimer leur refus de l'occupation et de l'oppression





Il faut beaucoup de courage pour affronter une monstre d'acier de 60 tonnes avec des pierres ; l'impuissance du lanceur de pierres à arrêter le tank ne fait que souligner l'impuissance du tank à faire ce qu'il est censé faire : terroriser la population

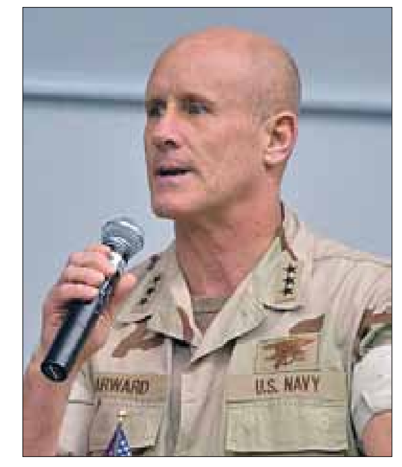
# Des guerriers fantômes sortant de l'ombre

Par Conn Hallinan*

Pendant des décennies, l'armée américaine a mené une guerre clandestine pratiquement sur tous les continents du globe, mais, pour la première fois, des haut-gradés des Forces d'opérations spéciales (*SOF*, sigle anglais) sortent de l'ombre pour figurer au sein du commandement militaire régulier. Leur émergence suggère que les États-Unis sont en train d'entreprendre un changement militaire radical en vue de remplacer les déploiements massifs, pareils à ceux d'Irak et d'Afghanistan, par des raids nocturnes furtifs, des assassinats secrets, et l'usage de drones semeurs de mort. Les implications en ce qui a trait au contrôle de la politique étrangère par des civils promettent d'être profondes.

Au début de ce mois, le vice-amiral Robert Harward - un ancien commandant de la SEAL [*Sea, Air and Land*] - l'élite des forces spéciales de la Navy qui a récemment tué Osama bin Laden, le leader de al-Qaïda - a été nommé vice commandant du Commandement Central, la région militaire qui embrasse le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Un autre commandant de la SEAL, le vice-amiral Joseph Kernan, occupe la deuxième place au sein du Commandement Sud qui couvre l'Amérique latine et les Caraïbes.

L'administration Obama a été particulièrement éprise des SOFs, et, selon les journalistes Karen DeYoung et Greg Jaffe, du Washington Post, elle est en train de doubler le nombre de pays où ces unités sont actives en les faisant passer de 60 à 120. Le colonel Tim Nye porte-parole du Commandement des Opérations Spéciales des Etats-Unis a dit à Nick Turse de « Salon »** que les SOF allaient bientôt être déployée dans 60 pour cent des pays dans le monde : «*Nous voyageons beaucoup*.»




**Le vice-amiral Robert Harward - un ancien commandant de la SEAL [Sea, Air and Land]**

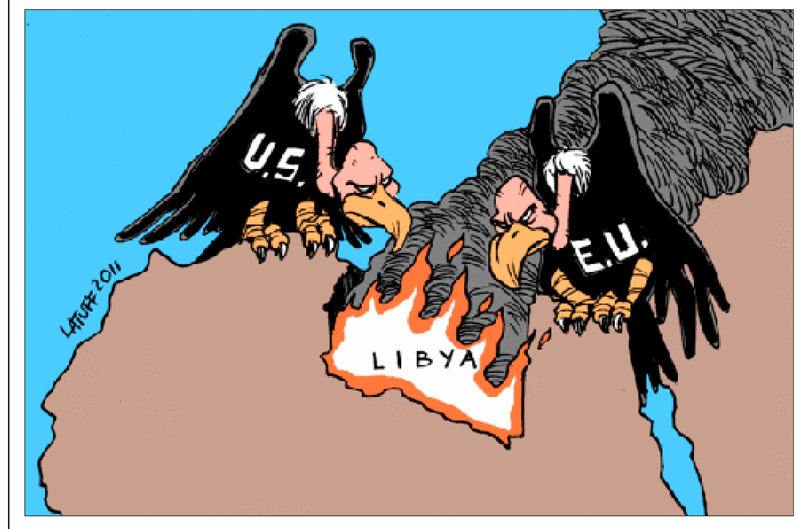
En effet. Le Commandement des Opérations Spéciales U.S (*SOC*, sigle anglais) avoue avoir des forces dans pratiquement tous les pays du Moyen-Orient, d'Asie centrale, ainsi que dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie du Sud et d'Amérique latine. Mais fidèle à son penchant pour le secret, le SOC est réticent à divulguer tous les pays où ses forces sont déployées. «*Nous n'allons pas déclarer certains endroits où il n'est pas à notre avantage de dire là où ces forces se trouvent* «, a dit Nye à Turse.

Les Forces spéciales ont presque doublé au cours des deux dernières décennies, de quelque 37 000 à près de 60 000, et d'importantes augmentations sont prévues à l'avenir. Leur budget est passé de $2,3 milliard de dollars à $ 9,8 milliards au cours des 10 dernières années. Ces forces spéciales comprennent les *Navy's SEALs*, les Équipes d'Opérations Spéciales de la Marine, la Force Delta de l'Armée, la Blue Light Force et les Commandos de l'air des Forces de l'Air, ainsi que les Rangers et les Bérets verts. Il ya aussi la CIA, qui gère la guerre clandestine au moyen de drones au Pakistan, au Yémen et en Somalie.

Il devient de plus en plus difficile de distinguer les agents secrets civils des agents militaires. Leon Panetta, ancien directeur de la CIA, est maintenant Secrétaire à la Défense, tandis que le général David Petraeus commandant en Afghanistan - un expert en contre-insurrection et opérations anti-terreur - prend la direction de la CIA. Les deux ont travaillé en étroite collaboration avec les unités des Forces Spéciales, en particulier avec le général Petraeus, qui a considérablement augmenté le nombre des «raids nocturnes» en Irak et en Afghanistan. Les raids visent à décapiter le leadership des insurgés, mais ils ont causé énormément d'outrage dans les deux pays.

*Suite à la page (14)*

# C'est l'OTAN qui est à la conquête de Tripoli




Par Manlio Dinucci

Une photo publiée par le New York Times raconte, plus que beaucoup de paroles, ce qui est en train d'arriver en Libye : elle montre le corps carbonisé d'un soldat de l'armée gouvernementale, à côté des restes d'un véhicule brûlé, avec trois rebelles autour qui le regardent avec curiosité. Ce sont eux qui témoignent que le soldat a été tué par un raid de l'OTAN. En moins de cinq mois, informe le Commandement conjoint allié de Naples, l'OTAN a effectué plus de 20 mille raids aériens, dont 8 mille d'attaques par bombes et missiles. Cette action, déclarent au New York Times de hauts fonctionnaires étasuniens et OTAN, a été décisive pour resserrer l'étau autour de Tripoli.

Les attaques sont devenues de plus en plus précises, détruisant les infrastructures libyennes et empêchant ainsi le commandement de Tripoli de contrôler et d'approvisionner ses forces. Aux chasseurs-bombardiers qui larguent des bombes à guidage laser d'une tonne, dont les têtes pénétrantes à l'uranium appauvri et tungstène peuvent détruire des édifices renforcés, se sont joints les hélicoptères de combat, dotés des systèmes d'armements les plus modernes. Parmi eux, le missile à guidage laser Hellfire, qui est lancé à 8Kms de l'objectif, utilisé aussi en Libye par les avions télécommandés étasuniens Predator/Reaper.

Les objectifs sont repérés non seulement par les avions radar Awacs, qui décollent de Trapani (côte sud-ouest de la Sicile), et par les Predator italiens qui décollent d'Amendola (Foggia, province des Pouilles), en survolant la Libye 24h/24. Ils sont aussi signalés -indiquent au New York Times les fonctionnaires OTAN- par les rebelles. Ceux-ci, tout en étant « mal entraînés et mal organisés », sont en mesure, « grâce des technologies fournies par des pays de l'OTAN », de transmettre d'importantes informations au « team OTAN en Italie, qui choisit les objectifs à frapper ». De plus, rapportent les fonctionnaires, « la Grande-Bretagne, la France et d'autres pays ont déployé des forces spéciales sur le terrain en Libye ». Officiellement pour entraîner et armer les rebelles, en réalité surtout pour des tâches opérationnelles.

On voit ainsi émerger le cadre réel. Si les rebelles sont arrivés à Tripoli, c'est dû non pas à leur capacité de combat, mais au fait que les chasseurs-bombardiers, les hélicoptères et les Predator de l'OTAN leur ouvrent la voie, en pratiquant la terre brûlée. Au sens littéral du terme, comme le montre le corps du soldat libyen carbonisé par le raid OTAN. En d'autres termes, on a créé à l'usage des media l'image d'une résistance avec une force capable de battre une armée professionnelle. Même si, évidemment des rebelles meurent dans les affrontements, ce ne sont pas eux qui sont en train de s'emparer de Tripoli. C'est l'OTAN qui, forte d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, est en train de démolir un Etat au motif de défendre les civils. De toute évidence, depuis qu'il y a un siècle les troupes italiennes débarquèrent à Tripoli, l'art de la guerre coloniale a fait de grands pas en avant.

**ilmanifesto. 2011-08-22**
**Mondialisation 23 août 2011**

# Chili : dure répression du mouvement étudiant

Les bombes lacrymogènes se sont fait sentir tôt à Santiago. Dans la bagarre, au moins 552 étudiants ont été arrêtés dans tout le pays, y compris beaucoup de mineurs. Suivant les sources officielles il y a aussi eu des dizaines de blessés, et au moins vingt-neuf carabiniers parmi ceux-ci.

Vers dix du matin, plusieurs barrages des forces spéciales des carabiniers ont été positionnées dans l'avenue principale de la capitale afin d'exécuter l'ordre du gouvernement :" Les étudiants ne pourront manifester sur la Alameda". Bien que l'Intendance métropolitaine n'ait pas autorisé les deux manifestations prévues à différents moments de la journée par les étudiants secondaires et les universitaires, ce furent les "pingouins" (les étudiants secondaires) qui chauffèrent cette froide matinée quand, faisant fi du décret des autorités, ils sont arrivés au lieu traditionnel de départ des manifestations : la place d'Italie.

Mais sur la place la police anti-émeutes (pacos) était déjà postée, protégée avec leurs écus, au milieu des camions à eau, attendant l'ordre autorisant "à réprimer". Et c'est ce qui s'est passé. Les mille policiers disposés autour de La Moneda afin d'éviter que les jeunes gens n'atteignent le palais présidentiel ont lancé des gaz et ont poursuivi les étudiants durant plusieurs heures.

Personne n'est passé par la Alameda, mais il y a eu environ 200 arrestations sur l'avenue, dont de nombreux mineurs, et plusieurs blessés dans les deux camps. La répression a été désapprouvée par une bonne partie des habitants qui comparaient l'action des policiers avec les temps les plus durs de la dictature de Pinochet.

Après la tentative de manifestation des secondaires durant le matin au centre de Santiago, défiant par là même les autorités qui avaient interdit la manifestation, les dirigeants étudiants ont réalisé un bilan, critiquant le travail des forces de l'ordre. Paloma Muñoz, l'une des porte-parole de la Fédération Métropolitaine des Étudiants Secondaires (Femes) a confirmé les arrestations et les fractures subies par les blessés.



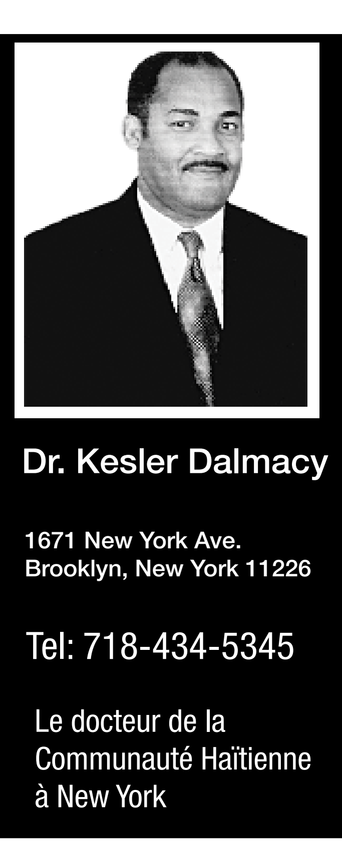

**a Manifestation des étudiants chiliens contre la privatisation de l'éducation**

Le refus des autorités d'autoriser la manifestation et le rôle octroyé aux carabiniers ont enflammé encore plus les esprits. Suite aux nombreuses plaintes pour violence excessive, Andrés Chadwick, le ministre secrétaire général du gouvernement a déclaré : « Les carabiniers ont agi de manière absolument responsable et prudente, en respectant la loi et de manière complètement professionnelle, comme cela se doit. Ils ont agi avec responsabilité et professionnalisme afin de protéger les droits des citadins face à un groupe de jeunes gens qui savait parfaitement que les manifestations n'étaient pas autorisées, qu'ils ne devaient pas les faire et à qui l'on avait offert plusieurs alternatives, mais ils ont insisté aveuglément pour manifester sur la Alameda », a-t-il ajouté.

Tandis que l'odeur de gaz s'estompait et que les barricades étaient démontées dans Santiago à l'aide des matraques et des coups, les affrontements continuaient dans les autres régions du Chili, spécialement dans les universités.

Durant quarante minutes un groupe d'étudiants a pris la station Chilevisión et ils ont enregistré une proclamation qui devrait être émise aujourd'hui. Après avoir fait leur déclaration les étudiants ont abandonné la station sans que des incidents ne soient enregistrés.

*Suite à la page (14)*

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York




Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tels: 2512-5371
Cell: 3561-0616

IMPRIMERIE &
Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

# La réforme du modèle économique cubain Causes et perspectives (1/3)

**Par Salim Lamrani***

Confrontée à des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis depuis plus d'un demi-siècle, à la crise financière globale et à un problème récurrent de productivité, Cuba se trouve dans l'obligation de réformer en profondeur son système socio-économique afin de préserver ses acquis sociaux et son mode de vie. Si les facteurs externes expliquent en partie les difficultés auxquelles se trouve confrontée la société cubaine, il est impossible d'en éluder les responsabilités internes. Comme l'a souligné le président cubain Raúl Castro lors du IXe Congrès de l'Union des Jeunes Communistes le 4 avril 2010, « la bataille économique constitue aujourd'hui, plus que jamais, la tâche principale [...] des cadres car d'elle dépend la durabilité et la préservation de notre système social [1] ». Quelques mois plus tard, le 18 décembre 2010, lors d'une intervention devant le Parlement cubain, Raúl Castro a tenu un discours plus alarmiste et a mis le gouvernement et les citoyens face à leurs responsabilités : « Soit nous rectifions [ce qui ne marche pas,] soit nous coulons après avoir trop longtemps bordé le précipice[2] ». Le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro, a approuvé cette analyse et a apporté son soutien au processus d'actualisation du système économique[3]. L'alternative est claire : le modèle économique cubain doit urgemment subir des changements structurels et conceptuels profonds sous peine d'effondrement.

**Les facteurs externes**

Le principal obstacle au développement économique du pays reste les sanctions économiques que Washington impose de façon unilatérale à La Havane depuis juillet 1960, lesquelles affectent les catégories les plus vulnérables de la population cubaine et tous les pans de la société. Unanimement condamnées pour la 19ème fois consécutive par 187 pays en octobre 2010, lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, les sanctions économiques, en plus de bloquer tout commerce substantiel entre les deux nations (sauf certaines matières premières alimentaires depuis 2000), revêtent également un caractère rétroactif et extraterritorial. En effet, depuis l'adoption de la loi Torricelli en 1992, de la loi Helms-Burton en 1996 ainsi que des nouvelles restrictions imposées par l'administration Bush en 2004 et 2006, le commerce avec les pays tiers s'en trouve fortement affecté[4].

Ainsi, depuis 1992, toute embarcation accostant à un port cubain se voit interdire l'entrée aux Etats-Unis pendant six mois, ce qui engendre un surcoût important pour Cuba, qui dépend essentiellement du transport maritime en raison de son insularité. De la même manière, depuis 1996, tout entrepreneur étranger investissant à Cuba sur des terres nationalisées en 1959 risque de voir ses avoirs gelés aux Etats-Unis. Par ailleurs, depuis 2004, tout constructeur automobile, quelle que soit sa nationalité, doit démontrer au Département du Trésor que ses produits ne contiennent pas un seul gramme de nickel cubain pour pouvoir les vendre sur le marché étasunien. Il en est de même pour toutes les entreprises agroalimentaires souhaitant investir le marché étasunien. Danone, par exemple, devra démontrer que ses produits ne contiennent aucune matière première cubaine. Ces mesures rétroactives et extraterritoriales privent ainsi l'économie cubaine de nombreux capitaux et les exportations cubaines de nombreux marchés à travers le monde[5].

D'un autre côté, les crises économique, financière, énergétique, alimentaire et environnementale ont eu un impact désastreux sur les pays en voie de développement en général et Cuba en particulier. L'envolée des prix des matières premières alimentaires, dont le prix a été multiplié par deux depuis 2007 et dont l'île dépend à 83%, ainsi que la baisse du cours des ressources minérales que Cuba exporte (tel que le nickel dont le cours a chuté de plus de 50%) ont déséquilibré la balance des paiements et fortement réduit les liquidités disponibles. Ainsi, entre 1997 et 2009, Cuba a subi une perte nette de plus de 10 milliards de dollars en raison de la dégradation des termes de l'échange et a vu son pouvoir d'achat se réduire de 15%. Par ailleurs, Cuba se voit interdire tout accès à des financements externes auprès du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, en raison des sanctions économiques. Les Cubains de l'étranger, des Etats-Unis en particulier, ont réduit le montant de leurs transferts d'argent vers l'île en raison de la récession économique. Les revenus du tourisme ont également chuté pour les mêmes motifs[6].

A cela s'ajoutent les catastrophes naturelles – seize cyclones au total – qui, entre 1998 et 2008, ont causé des dégâts d'un montant supérieur à 20 milliards de dollars[7]. Ainsi, l'ouragan Gustav qui a frappé les Caraïbes à la fin du mois d'août 2008 a eu un coût matériel dramatique. Les provinces de Pinar del Río, Matanzas et de l'île de Jeunesse ont offert un spectacle de ruine et de désolation. Des 25 000 logements que compte l'Île de la Jeunesse, 20 000 ont été partiellement ou totalement détruits. Près de 45% des habitations de Pinar del Río, soit 102 000 logements, ont été gravement endommagées. Fidel Castro avait comparé les dégâts causés par le cyclone à « une attaque nucléaire [8] ». Pour sa part, l'ouragan Ike de septembre 2008 a détruit, entre autres, 323 000 logements, 700 000 tonnes d'aliments, une grande partie de l'infrastructure électrique et les réserves d'eau potable.[9] Par ailleurs, les précipitations irrégulières entre novembre 2008 et juin 2010 ont affectés les cultures agricoles et réduit les possibilités d'exportations de certaines matières premières alimentaires (tabac, rhum, sucre)[10].

Ces aléas ont amenés les autorités cubaines à bloquer les transferts financiers vers l'extérieur à partir de 2008 afin d'éviter une fuite des capitaux étrangers. La Havane a également été contraint de renégocier sa dette face aux difficultés de paiement. Quant à la croissance, elle a été de 2,1% pour l'année 2010[11].

(À suivre) :
-« Les facteurs internes » 2/3
-« Les mesures économiques et sociales » 3/3

* **Salim Lamrani**. Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

**Notes**

[1] Raúl Castro, « Discurso pronunciado por el General de Ejército Raúl Castro Ruz, Presidente de los Consejos de Estado y de Ministros, y Segundo Secretario del Comité Central del Partido Comunista de Cuba, en la clausura del IX Congreso de la Unión de Jóvenes Comunistas », República de Cuba, 4 avril 2010. http://www.cuba.cu/gobierno/rauldiscursos/2010/esp/r030410e.html (site consulté le 26 mars 2011).

[2] Raúl Castro, « Discurso pronunciado por el General de Ejército Raúl Castro Ruz, Presidente de los Consejos de Estado y de Ministros, en la clausura del Sexto Período Ordinario de Sesiones de la Séptima Legislatura de la Asamblea Nacional del Poder Popular, en el Palacio de Convenciones, el 18 de diciembre de 2010, "Año 52 de la Revolución" », República de Cuba, 18 décembre 2010. http://www.cuba.cu/gobierno/rauldiscursos/2010/esp/r181210e.html (site consulté le 2 avril 2011).

[3] Agence France Presse, « Fidel Castro apoya cambios impulsados por su hermano Raúl », 18 novembre 2010.

[4] Salim Lamrani, État de siège, Paris, Éditions Estrella, 2011.

[5] Ibid.

[6] Partido Comunista de Cuba, « Resolución sobre los lineamientos de la política económica y social del partido y la Revolución », Prensa Latina 18 avril 2011. http://www.prensa-latina.cu/Dossiers/LineamientosVICongresoPCC.pdf (site consulté le 20 avril 2011). Voir également Andrea Rodriguez, « Alza de precio de alimentos afecta a Cuba », The Associated Press, 15 avril 2011.

[7] Ibid.

[8] Fidel Castro, « Un golpe nuclear », Granma, 3 septembre 2008 ; Ronald Suárez Rivas, « Housing, the Greatest Challenge », Granma, 2 septembre 2008.

[9] Marta Hernández, « Más de 320 000 casas dañadas », Granma, 11 septembre 2008. Orfilio Pelaez, « Pérdidas millonarias en la vivienda », Granma, 13 septembre 2008 ; Granma, « Cuba prioriza alimentación de damnificados por huracán Gustav », 5 septembre 2008, Prensa Latina, « Cuba prosigue evaluación de daños y recuperación tras huracán Ike », 11 septembre 2008 ; Freddy Pérez Cabrera, « Recuperar todo lo relacionado con la producción de alimentos », Granma, 11 septembre 2008 ; EFE, « Los supermercados de La Habana presentan problemas de abastecimiento », 16 septembre 2008 ; Wilfredo Cancio Isla, « Perdidas 700,000 toneladas de alimentos », El Nuevo Herald, 12 septembre 2008 ; The Associated Press, « Cuba Estimates Gustav, Ike Damages at US$5 Billion », 16 septembre 2008 ; Granma, « Información oficial de datos preliminares sobre los daños ocasionados por los huracanes Gustav e Ike », 16 septembre 2008.

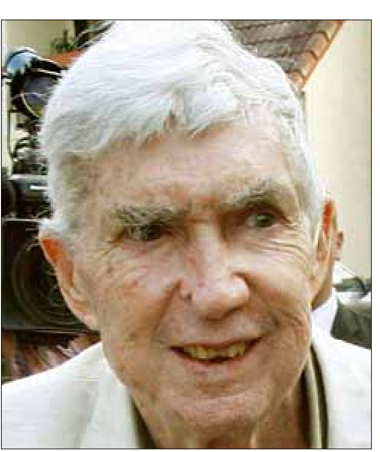
[10] Raúl Castro, « Discurso pronunciado por el General de Ejército Raúl Castro Ruz, Presidente de los Consejos de Estado y de Ministros, en la clausura del Sexto Período Ordinario de Sesiones de la Séptima Legislatura de la Asamblea Nacional del Poder Popular, en el Palacio de Convenciones, el 18 de diciembre de 2010, "Año 52 de la Revolución" », op.cit.

[11] Ibid.

# Déclaration du Ministère des Affaires Etrangères de la République de Cuba contre les Etats-Unis



**Banderolle flottant dans le ciel de Miami, Floride, USA.**


**Le criminel Luis Posada Carriles**

Ce 18 août, le Département d'État a inclus Cuba, pour la trentième fois, dans la liste bâtarde des "États protecteurs du terrorisme international", avec l'unique objectif de discréditer notre pays et de continuer de justifier la politique cruelle et répudiée de blocage contre Cuba.

Le gouvernement des États-Unis, qui a historiquement pratiqué le terrorisme d'État, les exécutions extrajudiciaires, les séquestrations de personnes, les meurtres avec des avions sans pilote, la torture et les arrestations illégales, qui a mis en place les prisons secrètes, qui est responsable de la mort de centaines de milliers de civils innocents comme résultat de ses guerres d'occupation et de conquête en Iraq et en Afghanistan, qui bombarde systématiquement des États souverains comme la Libye, ce gouvernement n'a ni la moindre morale ni le droit de juger Cuba qui a une trajectoire irréprochable dans la lutte contre le terrorisme et qui a été, de plus, systématiquement victime de ce fléau.

Le gouvernement des États-Unis agit comme s'il n'avait pas protégé, d'une manière permanente, le criminel avoué Luis Posada Carriles qu'il n'a pas voulu accuser et juger pour terrorisme bien qu'il dispose d'abondantes preuves pour cela. Posada Carriles, avec Orlando Bosch Ávila, qui a bénéficié d'un pardon présidentiel de George Bush père, est l'auteur de l'horrible attentat en plein vol d'un avion civil cubain, qui a coûté la vie à 73 personnes innocentes. Il est aussi le responsable direct de la mort du touriste italien, Fabio Di Celmo, suite aux attentats avec bombes dans des installations touristiques cubaines en 1997. Aujourd'hui Posada Carriles se promène libre et impunément dans les rues de Miami, après avoir été acquitté lors d'une farce judiciaire à El Paso, au Texas.

Au même moment, comme preuve irréfutable de son double langage, le gouvernement étasunien maintient injustement en prison et punit nos cinq combattants antiterroristes qui ont lutté pour préserver la vie de citoyens cubains, nord-américains et d'autres pays.

3 478 Cubains sont morts et 2 099 ont été mutilés, comme résultat d'actions terroristes, organisées, financées et perpétrées depuis le territoire étasunien, avec dans beaucoup de cas la propre complicité du gouvernement des États-Unis.

La manipulation politique d'un sujet aussi sensible que peut l'être la lutte contre le terrorisme offense aussi la mémoire des victimes des actes criminels du 11 septembre 2001, un fait qui a suscité la solidarité et l'offre d'aide inconditionnelle de notre gouvernement et de notre peuple.

Cuba exige du gouvernement des États-Unis qu'il châtie les vrais terroristes qui résident aujourd'hui sur le territoire étasunien, qu'il libère les Cinq Héros et mettent fin à la politique de blocage et d'hostilité contre notre pays qui porte atteinte aux intérêts légitimes des deux peuples.

**La Havane, le 19 août 2011**

# Tremblement de terre aux Etats Unis

Le mardi 23 aout 2011, a 1hre 51 minute de l'après-midi, heure locale, un séisme de magnitude 5.8 sur l'échelle Richter, a secoué légèrement quelques Etats de l'Amérique du Nord, dont Virginie, Washington, Maryland, New York et Montréal.

Le séisme qui a duré 15 secondes et dont l'épicentre se trouvait localisé dans le comté de Louisa, en Virginie, 133km Sud-ouest de Washington a causé peu de dégâts matériels, et pas de pertes en vies humaines, fort heureusement. Ce tremblement de terre s'est produit à 6 km de profondeur à partir de la surface. Ce qui a provoqué une secousse jusqu'à Montréal. D'autres villes en Amérique du Nord, très éloignés de l'épicentre tel Atlanta et le Nouveau Brunswick ont, elles aussi, ressenti la secousse.

# Chili

*Suite de la page (12)*

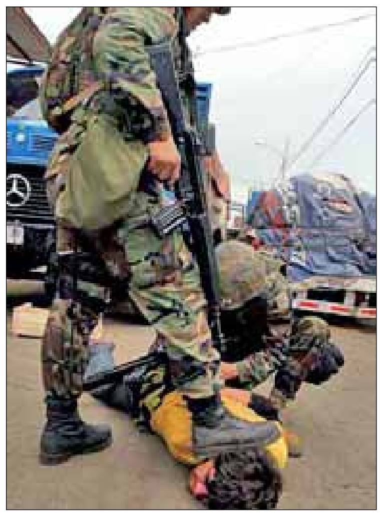
Selon les médias locaux, plus de 5000 étudiants ont protesté à Valparaiso. Avec une intensité plus ou moins grande le même tableau s'est répété à Talca, Concepción, Valdivia, Antofagasta et à Iquique. Un rapport préliminaire du Ministère de l'Intérieur a indiqué 243 arrestations en dehors de Santiago. La journée a continué avec des rumeurs faisant état que la marche générale de l'après-midi serait suspendue ; cependant, Camila Vallejo, présidente de la Fédération des Étudiants de l'Université du Chili (FECH), a fait une déclaration et a confirmé l'appel à manifester à partir de 18.30 sur la place d'Italie ainsi qu'un *cacerolazo* [1] "contre la répression" à 21.00. Les étudiants se sont regroupés encore une fois en marchant vers le centre névralgique des protestations. Mais les Carabiniers ont répété leur numéro. Des camions à eau, des bâtons et des coups pour les uns. Des barricades, des tirs de pierre et de molotov de la part des manifestants.

La dirigeante de la FECH a déclaré que "le gouvernement a essayé de se séparer de notre passé obscur dont nombre se souviennent, et que l'on ne veut pas voir répéter, pourtant aujourd'hui il a fait beaucoup allusion à cela, comment était notre pays il y a trente ans et bien que l'on dise qu'il y a une nouvelle manière de gouverner, c'est une politique très vieille, dictatoriale, qui se répète avec les mêmes auteurs et protagonistes de la répression", a-t-elle déclaré en qualifiant le centre de Santiago comme étant en état de siège.

Dans le même temps, le quotidien La Tercera a publié une information a savoir que la Confédération des Étudiants du Chili (Confech) a donné un délai de 6 jours au gouvernement pour répondre aux demandes des étudiants édictées dans la liste des réclamations remises par le mouvement étudiant.

Il y a quelques jours, le gouvernement de Sebastián Piñera a remis un document où il a essayé de trouver une solution aux demandes étudiantes. La réponse officielle devrait être rendue publique aujourd'hui, mais selon les avis des leaders universitaires elle devrait être rejetée. « Nous ne pouvons pas nous considérer comme informés quand les dirigeants de la Confech eux mêmes, se sont engagés à donner une réponse pour demain (donc aujourd'hui). En réponse à la manière dont ils ont agi nous ne comptons pas réunir le gouvernement. On ne convoque pas le gouvernement de cette façon nous n'allons pas non plus accepter que l'on nous force la main de cette façon », a condamné le porte-parole de La Moneda.

À son tour, l'opposition, réunie dans la Concertación, a aussi rejeté l'usage de la force par la police, tandis que la droite a gardé le silence. Un silence occasionné par une autre mauvaise nouvelle pour Piñera qui s'ajoute à la pire image internationale qu'ait donné le Chili durant les derniers mois.



**Répression des forces armées chiliennes sur les étudiants**



**Les mille policiers disposés autour de La Moneda afin d'éviter que les jeunes gens n'atteignent le palais présidentiel ont lancé des gaz et ont poursuivi les étudiants durant plusieurs heures**

Le Centre d'Études Publiques (CEP) a publié son influente enquête semestrielle, où il a révélé que seulement 26% approuvent la gestion de Sebastián Piñera, le plus mauvais chiffre qu'un chef d'État ait reçu depuis que cette étude a été mise en place.

De plus 53% réprouvent sa politique, ce qui signifie une hausse de 19 points par rapport à la précédente enquête, en novembre - décembre 2010. Jusqu'à hier, Eduardo Frei était le président qui détenait les pires scores de cette étude d'opinion, avec 28% à la fin de 1999.

Le coup a été dur et il a été attribué à la crise étudiante, au récent changement de cabinet (incluant le changement de ministre de l'éducation) et aux promesses de campagne qui n'ont pas été accomplies.

Même si 25% considèrent que la qualité de l'éducation s'est améliorée, 80% ont exprimé leur rejet des études payantes dans les collèges et les universités, ce qui a donné plus de force aux leaders étudiants pour donner de la voix.

À la fin de la journée, peu de temps avant 21 heures et dans différents points de Santiago, le "cacerolazo" a commencé. Les plus vieux ont recommencé à le comparer aux protestations anonymes contre Pinochet du milieu des années 80, pour les plus jeunes c'est un nouvel événement marquant pour obtenir une éducation gratuite, de qualité et équitable pour tous, et non pas seulement pour ceux qui ont de l'argent.

**Notes**

[1] Cacerolazo : manifestation en tapant sur des casseroles.

**Source: Pagina/12 «Una lección de palos y gases para los estudiantes»**
**Traduction : Primitivi**
**5 août 2011**

# Des guerriers

*Suite de la page (12)*

Les raids sont basés sur les renseignements qui souvent proviennent des seigneurs de guerre locaux tentant d'éliminer leurs ennemis ou de la concurrence. Et, puisque les raids sont effectués sous le sceau du secret, il est presque impossible d'en faire l'investigation quand les choses tournent mal. Une récente analyse par la CIA des victimes civiles de leur guerre utilisant des drones au Pakistan soutient que les attaques depuis mai 2010 ont tué plus de 600 insurgés et pas un seul civil. Mais un rapport du Bureau de Journalisme d'Investigation par la City University de Londres a trouvé des «Preuves crédibles» qu'au moins 45 non-combattants ont été tués pendant cette période. Les chiffres pakistanais sont bien plus supérieurs.

« *On fait beaucoup confiance* [au Pakistan] à ces chiffres plus élevés», selon Dennis C. Blair, amiral à la retraite et directeur du renseignement national de 2009 à 2010, et Blair de remarquer [que] « *les gens ressentent amèrement notre dépendance des raids utilisant la haute technologie et qui ne posent aucun risque pour nos soldats. Plutôt que de réexaminer la politique des raids nocturnes et des drones armés, disons toutefois que ces tactiques sont en cours d'être étendues à des endroits comme le Yémen, la Somalie et Libye. La question c'est quelle sera la prochaine étape*? «

**L'Amérique latine est un candidat.**

Un récent communiqué de Wikileak montre qu'il y avait une coordination étroite entre la droite, des groupes séparatistes dans l'est de la Bolivie - où une grande partie des réserves naturelles de gaz de ce pays sont situées - et l'ambassade des U. S. Les câbles indiquent que l'ambassade U. S. a rencontré des généraux dissidents qui ont accepté de rester à l'écart en cas de coup d'Etat de la droite contre le gouvernement de gauche d'Evo Morales. Le coup a été déjoué, mais la Bolivie a expulsé l'ambassadeur américain Philip Goldberg pour ingérence des Etats-Unis dans sa politique interne.

Les Etats-Unis ont une longue et sordide histoire de soutenir les coups d'Etat en Amérique latine- les provoquant parfois- et un grand nombre de gens dans la région sont tendus suite au récent redéploiement de la Quatrième Flotte américaine. Cette dernière, un relicat de la guerre froide, patrouillera autour de 30 pays dans la région. Compte tenu du soutien de l'administration d'Obama au gouvernement qui a suivi le coup d'Etat de 2009 au Honduras, son hostilité continuelle à Hugo Chavez au Venezuela, et maintenant les révélations de Wikileak sur la Bolivie, l'idée de nommer un «guerrier de l'ombre» [en charge de la 4e Flotte], le numéro deux du Commandement Sud, est susceptible de préoccuper les gouvernements dans la région.



**Le vice-amiral Joseph Kernan, occupe la deuxième place au sein du Commandement Sud qui couvre l'Amérique latine et les Caraïbes**

Les SOF sont presque devenues une armée militaire parallèle. En 2002, les Opérations spéciales ont obtenu le droit de créer leurs propres forces d'opération, distinctes de formations militaires comme le Commandement Central et Austral. En 2011 ils ont obtenu le feu vert pour contrôler leurs budgets, l'entraînement et l'équipement de leurs unités, de façon indépendante des départements de l'Armée, de la Marine et des Forces de l'Air. Si on devait faire un parallèle historique, il vient à l'esprit la Garde prétorienne des empereurs de Rome.

Il ya une sorte de culte à propos des SOF que les médias et Hollywood ont beaucoup contribué à entretenir: les Forces spéciales sont des durs à cuire, ils sont indépendants, compétents et pratiquement indestructibles. L'histoire très élogieuse du magazine New Yorker au sujet de STEAL Team Six, «**La capture de Bin Laden**» , en est un bon exemple. Selon le chroniqueur Maureen Dowd du New York Times, l'histoire servira à faire un film pour la télévision. Il sortira juste avant les élections de 2012.

Il y a un moment révélateur de cette histoire, celui qui montre la combinaison de bravade et d›arrogance qui imprègne les unités des SOF. Un «haut fonctionnaire du Département de la Défense» qui ne s'est pas identifié a dit à l'auteur Nicholas Schmidle que la mission Ben Laden était juste «*l'une des près de deux mille missions qui ont été menées au cours des deux dernières années, nuit après nuit*. « Et puis il a ajouté que ces raids étaient de routine, pas grand-chose, « comme tondre la pelouse.»

Mais la guerre n'est jamais comme «tondre la pelouse», comme l'ont découvert 38 américains et des SOFs afghanes dans la nuit du 6 août lorsque leur hélicoptère Américain CH-47 Chinook a survolé une zone d'embuscade soigneusement préparée, juste au sud de Kaboul la capitale afghane. «*C'était un piège monté par un commandant taliban*», a rapporté un «Fonctionnaire supérieur du gouvernement afghan» à l'Agence France Presse. Selon le responsable, le commandant taliban, Qari Tahir, a fait sortir une histoire bidon faisant état d'une rencontre de Talibans. Lorsque les Rangers de l'Armée sont partis attaquer la «rencontre», ils ont trouvé les talibans retranchés qui les attendaient. En quelques minutes les Rangers ont été coincés et obligés de demander de l'aide.

Les talibans ont passé plusieurs années à s'entraîner dans la vallée de Korengal limitrophes du Pakistan, juste pour cela. Selon un reportage du Washington Post en 2009 - «*Les Talibans surprennent les forces américaines grâce à des tactiques innovantes- la vallée est un terrain d'entraînement pour apprendre à évaluer le temps de réponse de l'artillerie américaine, les frappes aériennes et les attaques d'hélicoptères. Ils savent exactement combien de temps il leur prend avant de devoir rompre le contact et se retirer*», a déclaré un militaire du Pentagone au Post.

«Les talibans savaient quel trajet prendrait l'hélicoptère» a déclaré le responsable afghan, parce que «c'est la seule route [possible], alors ils ont pris position sur les montagnes de chaque côté de la vallée et tandis que l'hélicoptère s'approchait, ils l'ont attaqué avec des roquettes.» Selon Wired***, les insurgés apparemment ont utilisé une «roquette improvisée propulsée par une roquette», essentiellement une grenade propulsée par une roquette avec une plus grosse ogive. Dès que l'hélicoptère a été abattu, les talibans ont cessé l'attaque et ont disparu. Selon les États-Unis, beaucoup de ces Talibans ont été tués plus tard durant un bombardement, mais croire ce que l'armée affirme ces jours-ci sur l'Afghanistan relève d'un acte de foi.

Les SOF ne sont pas invulnérables, ils ne sont pas une solution dans ce monde dangereux dans lequel nous vivons. Et les qualités qui font leur efficacité – leur caractère furtif et secret - sont fondamentalement en conflit avec des forces armées contrôlées par un civil, l'une des pierres angulaires de notre démocratie. Comme l'amiral Eric Olson, ancien chef des opérations spéciales a récemment déclaré au Forum sur la Sécurité à l'Institut Aspen: avoir des forces spéciales dans 120 pays «*dépend de notre capacité à ne pas en parler*», et ce que les militaires voulaient le plus, c'était «retourner dans l'ombre.»

Ce qui est précisément le problème.

Article paru dans Portside Moderator le 17 août 2011 (traduit par la rédaction).

*NDLR.* ***Conn Hallinan** est un analyste politique. Il tient une chronique consacrée aux affaires étrangères dans l'hebdomadaire californien *Berkeley Daily Planet*. Il est membre du Conseil de Direction de la station Radio KPFA, branche du réseau Pacifica. Dans les années, il était l'éditeur du magazine du Parti Communiste, *Peoples Weekly World*.

** **Salon.com**, plus couramment appelé **Salon**, est une publication commerciale uniquement en ligne; le magazine s'intéresse à la politique américaine et aux affaires courantes du pays, avec des critiques sur la musique, la littérature et le cinéma.

*****Wired** est à la fois un magazine mensuel et un périodique publié à San Francisco, Californie. Il se concentre sur l'incidence de la technologie dans les domaines de la culture, de l'économie et de la politique.




**Director: Florence Comeau**

**Interlink Translation Services**

*** Translations * Interpreters * Immigration Services**
*** Resumé * Fax Send & Receive * Much more.**

**English • French • Kreyòl • Spanish**

**Tel: 718-363-1585**

**832 Franklin Avenue, Brooklyn, NY 11225**

*Suite de la page (7)*

**Crise des refuges et du logement**

Trois rapports récents déplorent les maigres progrès réalisés dans l'érection de refuges et de logements – l'un de l'International Crisis Group (28 juin)1, l'autre de Haiti Grassroots Watch (9 juin)2 et le troisième, de l'étude BARR (Building Assessment and Rubble Removal Study), terminée en mars et **publiée à la fin mai. [**3]

L'étude BARR nous apprend que l'on a examiné les dommages subis par la plupart des édifices de Port-au-Prince dans les mois suivant le séisme. Voici ce qui en ressort : * 382 256 charpentes d'immeubles à Port-au-Prince (sur un total d'environ 425 000 édifices) ont été codifiées par le ministère des Travaux publics, du Transport et des Communications (MTPTC) avec la participation de Miyamoto International :

* 20 % ont reçu un code rouge (dommages irréparables)

* 26 %, un code jaune (habitation dangereuse, réparation structurale requise)

* 54 %, un code vert (habitation sécuritaire).

L'étude BARR est le premier rapport à quantifier le grand nombre de personnes retournées vivre dans leurs maisons endommagées. Au moment de l'étude, au début 2011, on estimait que 54 314 des 84 866 édifices à code rouge de Port-au-Prince, soit 64 %, étaient habités à nouveau. Le taux de réoccupation des édifices à code jaune était de 85 %.

Voici ce que Kit Miyamoto, directeur de l'étude sur les dommages aux édifices, déclarait le 28 février 2011 sur le phénomène de la réoccupation : « Il est extrêmement dangereux d'habiter les maisons à code jaune ou rouge car plusieurs menacent de s'effondrer. Les gens occupent ces maisons malgré les communications et avertissements des ingénieurs du MTPTC parce qu'ils n'ont nulle part où aller, sauf dans les camps. »

L'étude BARR quantifie également le nombre de personnes encore déplacées par le séisme. Il y en aurait 258 000 (mars 2011).

En mai, le nombre de personnes qui vivent dans des camps a été estimé à 630 000 par rapport à 680 000 en mars par le Camp Coordination and Camp Management Cluster (CCCM) de l'ONU et d'autres appareils, dont l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Il est de plus en plus évident que plusieurs personnes ne sont pas dans un camp seulement parce qu'elles ont perdu leur maison ou ont été déplacées par le séisme. Pour plusieurs, la vie au camp vaut mieux que les conditions de vie antérieures ou offre de meilleures possibilités d'avenir. Autrement dit, les camps ne révèlent pas seulement l'impact du séisme, mais aussi la crise du logement qui sévissait en Haïti avant le séisme.

Le résultat le plus controversé de l'étude BARR est son estimation de 65 000 (médiane) décès en raison du séisme, soit environ 20 à 25 % du bilan officiel des décès. Il est malheureux que l'attention se soit fixée sur cet élément



**L'avocat Mario Joseph, directeur du Bureau des avocats internationaux à Port-au-Prince, présente une allocution à Montréal en janvier 2010. Photo fournie par Darren Ell.**




**Convention de la CATH, le 23 juin 2011. Photo fournie par la délégation**

de l'étude. Quel que soit le nombre exact de victimes, le tremblement de terre de 2010 en Haïti a été une gigantesque catastrophe humanitaire.

L'étude la plus importante jusqu'ici sur les refuges et le logement est peut-être celle du 28 juin 2010 réalisée par l'International Crisis Group. C'est un compte rendu accablant du travail de reconstruction réalisé jusqu'ici par Haïti et la communauté internationale. Ces quelques citations illustrent à elles seules la gravité de la situation :

Dix-huit mois après le séisme, l'avenir d'Haïti et celui de la plupart des citoyens reste incertain, en partie parce qu'ils n'ont pas assez participé aux décisions. Les évictions forcées des camps ont bouleversé à nouveau la vie des personnes déplacées. (page 18 )

À l'exception d'un parc industriel à l'état de plan à Cap-Haïtien (de fait, à l'est de Cap-Haïtien-Note de l'éd.), on voit peu d'indices d'une amélioration du travail de reconstruction en Haïti depuis que les donateurs ont promis de verser plus de 5,7 milliards $ sur 18 mois et 10 milliards $ sur 10 ans pour financer la reconstruction. (page 1). L'office du logement (Entreprise publique de promotion des logements sociaux (EPPLS) n'a toujours pas de politique globale, ni l'autorité réelle de consolider la paix et l'ordre en améliorant le logement urbain. Sans statut ministériel, il n'est pas non plus en mesure de réunir les ressources requises pour répondre aux besoins de plus d'un million de personnes déplacées. ( page 9)

Même si le travail d'élaboration d'une politique relative aux refuges et à la réinstallation s'est amorcé en mai 2010, la politique fait encore l'objet de débats, faute d'interlocuteur gouvernemental capable d'approuver une option quelconque sur le plan technique ou politique. (page 9)

Comme le note le rapport, un enjeu majeur est maintenant la protection des résidents des camps contre le déplacement forcé par les autorités gouvernementales ou les propriétaires fonciers. Au point que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'est rendu en Haïti en juin 2011 et a exprimé son inquiétude à ce sujet le 24 juin, citant notamment des déplacements forcés par le maire de Delmas (district de Port-au-Prince) à la fin mai. Le Haut-Commissaire a rappelé au gouvernement haïtien son devoir de protéger les droits des personnes déplacées.

Malgré cette déclaration et des déclarations similaires d'appareils onusiens ou d'autres organismes internationaux ou haïtiens, les déplacements forcés se poursuivent. Le gouvernement haïtien ne fait rien, ou pas grand-chose, pour les prévenir. Le cas le plus récent est survenu à l'initiative du maire de Port-au-Prince dans la semaine du 18 juillet, touchant 450 familles sur le site du stade Sylvio Cator. Le Haut-Commissariat a fait une deuxième déclaration pour critiquer le geste du maire et rappeler une fois de plus ses obligations au gouvernement national. Des organismes de défense des droits ont condamné le maire – on a demandé au gouvernement haïtien quelles étaient ses priorités, « le football ou les familles? »

Dans plusieurs cas de déplacement forcé, les résidents du camp ripostent, avec l'appui d'organismes sociaux et de défense des droits haïtiens et internationaux. On ne saurait trop insister sur l'importance de soutenir le travail des organismes qui défendent efficacement les droits de la personne (voir plusieurs sections à ce sujet plus loin dans le rapport). Leurs ressources et leur savoir jouent un rôle vital pour aider les marginalisés à revendiquer leurs droits.

Le rapport précité d'ICG indique les éléments à considérer pour répondre à la crise des refuges et du logement dans la section intitulée The Way Forward.

**Soins de santé**

L'offre de soins de santé est l'un des aspects les plus réussis de l'après-séisme. C'est en grande partie parce qu'au moins trois gros organismes assuraient déjà de solides services de santé avant le séisme, ayant de plus une bonne expérience de partenariat avec le ministère de la Santé d'Haïti. Il s'agit de l'État cubain, de Partners In Health et de Médecins sans Frontières. Depuis le séisme, tous trois ont accru substantiellement l'aide offerte.

De plus, Cuba et Partners In Health ont formé des milliers de professionnels de la santé haïtiens au fil des ans, un héritage inestimable pour Haïti dans la situation actuelle.

Mais le système public de santé souffre encore de faiblesse chronique en Haïti. Nous avons pu le constater de visu dans deux régions. À Léogâne, les deux tiers de l'espace et des installations de l'Hôpital Sainte-Croix sont fermés par manque de fonds. Le tiers qui reste dépend du financement versé par l'Église épiscopale des É.-U. Cet hôpital dessert une population de 300 à 400 000 personnes dans la ville et la province environnante.

Carrefour, un district d'au moins un demi-million de personnes à Port-au-Prince, n'a pas d'hôpital public. Les patients requérant un traitement sérieux doivent être envoyés à l'Hôpital Général, le plus gros hôpital public d'Haïti, au centre de Port-au-Prince. Il souffre d'un manque chronique de financement et de personnel. (Les difficultés auxquelles se bute l'institution sont documentées dans le nouveau livre de Paul Farmer, Haiti After The Earthquake. On apprenait récemment une nouvelle troublante : les employés de soutien de l'hôpital sont en grève depuis le 18 juillet, exigeant le renvoi de l'administratrice de l'hôpital qu'ils accusent d'incompétence et de conduite abusive.)

Tout cela devrait inquiéter les Canadiens, puisque c'est à Léogâne, puis à Carrefour, que le Canada a établi une présence médicale à la suite du séisme. À Léogâne, le Canada a mis sur pied un hôpital de campagne rattaché à l'imposante mission militaire déployée

*Suite à la page (16)*

*Continued from page(9)*

wives. Women and men have the same right to housing. Our organizations must struggle against all forms of physical and moral violence that women are subjected to in the home. Work in the home must be shared equally between men and women. We request a special training program to allow women to be integrated into all levels of the construction work being carried out;

We denounce the corruption scandals in the management of housing programs by the government, NGOs [non-governmental organizations], and the ICRH [Interim Commission for the Reconstruction of Haiti].

We resolve to:

- Fight against forced evictions and all forms of intimidation on the part of the government and landowners, who inflict more misery on us when they force us to move without providing alternative sites for housing. We ask all communities to organize in order to rapidly circulate information regarding intimidation and threats;
- Strengthen our organizations and alliances amongst grassroots groups and social movements;
- Make the struggle for housing a priority, and support homeless people and those living in camps;
- Disseminate information and conduct trainings across the country, building organizational strength to force the government to respect these rights;
- Remain mobilized to change our society and our government, aimed at constructing a new state that gives more importance to people's lives than to money, and that defends the interests of the exploited classes. Only this kind of government can respond to our demands for housing;
- Stop considering housing as an issue that can be resolved on an individual or familial basis. Only collective solutions can revolve the problem of access to land for us to build on, rent speculation, and environmental management;
- Create training programs on radios, in churches, temples, and schools. We will organize trainings and debates in the camps and in low-income neighborhoods. We will launch a special newsletter on what is happening in the camps and shantytowns;

Participate in a week-long mobilization in October 2011. We ask for a national day each year to celebrate the right to housing for all;

- Ask all grassroots organizations and all other movements to mobilize with us on the housing issue so that we can achieve this dream of justice and liberty.

Signed by [hundreds of representatives from at least 40 grassroots and Haitian non-governmental organizations and at least 35 IDP camp committees in Haiti, plus ally organizations from Brazil, the Dominican Republic, the U.S., and Belgium].

**May 21, 2011**

*Translated by Alexis Erkert and Monica Dyer, with help by Beverly Bell.*







Only $20 for 1 year
Online subscription to Haiti Liberté
Go to www.haitiliberte.com

*Suite de la page (15)*

en Haïti dans les 24 heures suivant le séisme. On l'a fermé moins de deux mois plus tard.

À Carrefour, la Croix-Rouge canadienne a mis sur pied un centre de traitement du choléra au début décembre 2010. On l'a fermé en avril. (Le site Web de la CRC décrit cette fermeture comme un transfert des ressources vers la Croix-Rouge haïtienne.4) Pourquoi l'ACDI et les organismes canadiens ont-ils apparemment fourni si peu d'infrastructure médicale durable en Haïti?

Le choléra reste une menace grave et mortelle en Haïti; dans un avenir prévisible, il faudra des fonds internationaux et d'autres ressources pour traiter le problème de façon durable. Des organismes médicaux haïtiens et internationaux préconisent un programme de vaccination générale contre le choléra en Haïti 5. À notre connaissance, aucun organisme médical canadien ne s'est joint à cet appel. (Il existe des vaccins qui permettent de le faire – il suffit d'ajuster en conséquence la production mondiale.)

Selon nous, l'aide publique du Canada en Haïti devrait être axée sur la création d'infrastructures en santé publique et dans d'autres domaines du développement humain, **plutôt que de financer en priorité la police et les prisons**.[c'est la rédaction qui souligne]

**Droits des femmes et droits de la personne**

La délégation a rencontré KOFAVIV6 (Komisyon Fanm Viktim pou Viktim – Commission des femmes victimes pour les victimes). Fondé en 2004, l'organisme plaide pour les femmes victimes de violence. Depuis le séisme, son attention et ses ressources vont aux femmes qui vivent dans des camps de survie.

KOFAVIV travaille avec le Bureau des avocats internationaux (BAI) et son projet RAPP (responsabilisation et prévention du viol) 7. Le RAPP allie représentation juridique, plaidoyer et renforcement des capacités de groupes de la base en vue d'exiger une plus grande ouverture et une meilleure responsabilisation de la police et du système juridique d'Haïti, ainsi que de la MINUSTAH, mission internationale policière et militaire chargée d'assurer la sécurité dans certains camps de personnes déplacées. Un réseau d'organismes défend très activement les droits des femmes victimes de violence – entre autres, KOFAVIV, FAVILEK, KONAMAVID, FEMCADH et GCFV. Tous travaillent dans le cadre du projet RAPP précité.

Un rapport de fin d'année 2010 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (une section de l'Organisation des États américains) accorde beaucoup d'attention aux questions relatives aux droits des femmes.8 Les droits des femmes seront aussi au coeur des rapports de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) à Genève, en octobre.

L'EPU est un mécanisme d'examen par lequel les États-membres rendent compte devant le CDH de leurs pratiques en matière de droits de la personne. Chaque État-membre des Nations Unies est examiné aux quatre ans. Ce sera le tour d'Haïti cette année.

Un mémoire formé de 12 rapports sur des aspects clés des droits de la personne en Haïti a été soumis à l'EPU cette année – il est possible de le consulter.9 Les rapports sont préparés ou endossés par diverses combinaisons d'organismes internationaux de défense des droits de la personne et un total de 57 groupes d'haïtiens de la base.

Les donateurs et les professionnels du droit peuvent contribuer de plusieurs façons à protéger les droits des femmes et autres victimes déplacées par le séisme. L'une des plus efficaces est d'appuyer l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (ou d'en devenir membre). 10 Partenaire du BAI aux É.-U., l'IJDH renforce les capacités et jette des ponts entre la communauté internationale et les groupes de défense des droits de la personne en Haïti. L'IJDH et le BAI ont préparé ou endossé plusieurs mémoires soumis à l'EPU cette année.

Un organisme particulièrement intéressant pour les professionnels du droit est le Lawyers Earthquake Response Network, qui compte quelque 400 professionnels du droit dans le monde sous l'égide de l'IJDH, et fournit des services d'aide juridique et de défense des droits aux Haïtiens. 11

**Prisons et droits de la personne**

Notre délégation n'a pu enquêter sur les conditions de vie dans les prisons, faute de temps. Nous avons cependant abordé la question avec des avocats et stagiaires du Bureau des avocats internationaux, ainsi qu'avec des résidents des camps.

Le système juridique haïtien souffre d'un manque chronique de financement et de personnel. Les prisons sont donc terriblement surpeuplées. Les prisonniers vivent dans des conditions sous-humaines (constatées par un membre de la délégation lors de la visite d'une prison en 2007). On estime que 80 % des détenus sont en détention préventive, soit sans avoir été accusés ni condamnés (un récent rapport du Centre international d'études pénitentiaires avance plutôt la proportion de 68 %). Plusieurs passent des mois, voire des années, en prison sans jamais comparaître devant un juge.

Depuis 2004, le gouvernement du Canada affirme que son aide à Haïti est axée sur le système juridique. Mais les fonds vont en priorité à la police et aux prisons. Dans un récent rapport de l'AP sur les prisons en Haïti, Brian Concannon, directeur de l'IJDH, déclare : « *Les nouvelles prisons vont réduire le surpeuplement, mais la vraie solution est de s'attaquer aux lacunes du système juridique à l'origine même du surpeuplement*. »

Tout indique que l'argent du Canada a très peu contribué à améliorer véritablement l'accès à la justice pour l'Haïtien moyen. **Qui plus est, le Canada a appuyé un régime illégal et inconstitutionnel qui a régné en Haïti pendant deux ans après le renversement du gouvernement élu en février 2004. Ce régime s'est distingué par des violations généralisées des droits de la personne** [c'est la rédaction qui souligne].

L'IJDH et le BAI pilotent plusieurs projets en vue de réduire le nombre de personnes en détention préventive, dont le Health and Human Rights in Prisons Project (HHRPP), réalisé de concert avec trois fournisseurs de services de santé, dont Zanmi Lasante. Prodiguant des soins de santé dans les prisons-pilotes, ces projets ont réduit le surpeuplement en obtenant la libération de prisonniers détenus illégalement.

Un autre problème à régler d'urgence est le retard à poursuivre Jean-Claude Duvalier. La France a permis à l'ex-dictateur de revenir en Haïti en janvier dernier après 25 ans d'exil à la suite de son renversement par une rébellion populaire en 1986. Depuis, des organismes de défense des droits recueillent des témoignages de victimes de la tyrannie duvaliériste, faisant pression pour que le système juridique d'Haïti le poursuive en vertu des lois haïtiennes et internationales en matière de droits de la personne.

Mais les choses traînent en longueur et il n'y a aucun appui de la part des gouvernements des É.-U., du Canada et de l'Europe. 12 On a demandé l'aide du Canada devant le comité des Affaires étrangères du Parlement canadien le 6 mars, lors du témoignage du conseiller juridique spécial de René Préval, alors président d'Haïti. 13

**Souveraineté alimentaire et avenir de l'agriculture**

Après le séisme, on a beaucoup parlé sur la scène internationale de la centralisation politique excessive à Port-au-Prince et de la surpopulation urbaine. Les avis étaient quasi unanimes en Haïti : l'agriculture doit être le moteur du développement économique.

En Haïti et ailleurs, plusieurs ont condamné les pratiques de gouvernements étrangers, notamment les É.-U., qui ont nui à l'agriculture haïtienne par le passé, bloquant la production nationale au profit de l'importation d'aliments subventionnés. Avec une franchise remarquable, Bill Clinton a critiqué en mars 2010 les pratiques commerciales agricoles de l'administration qu'il a lui-même dirigée pendant huit ans, avouant qu'elles ont contribué à détruire la production rizicole en Haïti.



**Une maison en réparation selon la formation et les normes de construction enseignées par Build Change, 22 juin 2011. Photo fournie par la délégation.**




**Jean-Jacques Henrilus et Rosnel Jean-Baptiste de Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen. Photo fournie par la délégation.**

Notre délégation a rencontré des représentants de la plus grosse organisation paysanne d'Haïti, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen, et appris que ces belles paroles n'ont pas donné grand-chose. Comme les trois autres organisations d'importance en Haïti, Tèt Kole n'a pas été invitée à participer de façon signifiante aux discussions sur l'avenir d'Haïti, entre autres sur le plan économique.

Jean-Jacques Henrilus, chef du comité exécutif national de Tèt Kole, et Rosnel Jean-Baptiste, secrétaire général, estiment que la production agricole doit être au coeur du plan économique d'Haïti. « Ce doit être le moteur du développement économique, affirme Henrilus, mais l'État n'écoute pas la voix des paysans. »

Les leaders nous ont raconté comment les mouvements politiques urbains en Haïti ont ignoré les besoins des paysans ou les ont mal compris par le passé.

Faisant écho à un thème récurrent dans les organismes sociaux que nous avons rencontrés, Henrilus et Rosnel déclarent : « *Tous les amis d'Haïti dans le monde doivent se joindre à notre lutte pour la justice et l'indépendance de notre pays. C'est avec joie que nous profiterons de toutes les occasions de travailler de concert avec nos amis à l'étranger.* » Pour ce faire, Tèt Kole est membre de La Via Campesina, organisation internationale de paysans à petite et moyenne échelle fondée en 1993 par des organisations paysannes et agricoles d'Europe et d'Amérique latine. La Via Campesina lutte pour l'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire.

Dans la ville de Hinche, sur le plateau central, des paysans ont organisé une manifestation de masse durant notre visite pour affirmer l'objectif d'autosuffisance alimentaire et dénoncer la saisie de terres agricoles par des propriétaires illégitimes ou peu scrupuleux.

**Syndicats**

La délégation a assisté à une partie des trois jours de convention de la Confédération autonome des travailleurs haïtiens (CATH) réunissant quelque 200 délégués de partout en Haïti, avec des délégations du Brésil (CUT), de la Guadeloupe (UGTG), de la République dominicaine et du Canada (la nôtre).

La convention a discuté et voté des rapports et résolutions qui guideront le travail du syndicat dans les mois à venir, et portent sur les défis et les difficultés du processus de reconstruction. On y insiste sur le fait que les principes de justice sociale et de souveraineté nationale pour les Haïtiens doivent être au coeur des plans d'avenir du pays.

La délégation a rencontré Dukens Raphael, dirigeant de la Confédération des travailleurs des secteurs publics et privés (CTSP). La CTSP représente notamment les travailleurs de la compagnie nationale d'électricité et du secteur de l'éducation. Elle est à rebâtir son siège social détruit par le séisme avec l'aide de syndicats internationaux, notamment le SCFP et l'AFPC au Canada.

Nous avons vu un autre groupe syndical, la Plateforme des employés victimes des entreprises publiques, qui lutte pour la compensation des travailleurs injustement congédiés ou inadéquatement compensés après avoir perdu leur emploi en raison de la privatisation croissante d'entreprises publiques. Nous avons assisté à une conférence de presse tenue pour condamner l'inaction du gouvernement à leur endroit.

Les syndicats haïtiens font face à une situation économique désastreuse – le taux de chômage est estimé à 80 %. On privatise des entreprises d'État depuis quelques années, ce qui affaiblit la représentation syndicale. Les services publics syndiqués, comme la santé et l'éducation, sont faibles et sous-financés. Les lois protégeant le droit des travailleurs à se syndiquer ne sont pas respectées dans les zones industrielles partout au pays, dont celle de SONAPI, en bordure de l'aéroport national de Port-au-Prince, qui emploie quelque 27 500 travailleurs.

Dans un contexte aussi peu propice, les organisations syndicales luttent pour les travailleurs. Mais les syndicats haïtiens n'ont pas réussi à parler d'une seule voix de manière efficace, ce qui a nui au travail d'organisation des travailleurs dans les zones industrielles – entre autres en 2008, quand un mouvement populaire revendiquait l'augmentation du salaire minimum à 5 $US par jour. Les syndicats ne se sont pas mobilisés dans un vaste mouvement unifié et certains ont appuyé la décision du président de l'époque, René Préval, de limiter la hausse du salaire dans les usines à 3 $ par jour, à la suite de pressions internationales. 14

Il reste à voir le type de représentation qu'obtiendront les travailleurs dans la nouvelle zone industrielle prévue dans le nord-est d'Haïti, présentée par le gouvernement des É.-U. et la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti comme un modèle à suivre pour l'économie après-séisme. Le fabricant de vêtements coréens Sae-A Trading est le principal investisseur du projet qui pourrait créer jusqu'à 40 000 emplois.

**Bâtir le changement en Haïti**

La délégation a rencontré Build Change, l'un des organismes internationaux offrant formation et expertise à des ingénieurs et des constructeurs en Haïti. La spécialité de l'organisme est d'offrir de la formation en techniques d'ingénierie et de construction adaptées aux conditions économiques et sociales d'Haïti. Nous avons visité un site modèle où Build Change et les constructeurs en formation aidaient un propriétaire à réparer sa maison pour la protéger du vent, de la pluie et des séismes futurs. La maison étant située dans une zone géographique particulièrement dangereuse, il était évident qu'il fallait utiliser des méthodes de construction sécuritaires et fiables.

Build Change ne finance pas la construction de maisons en Haïti. Sa mission est de transmettre des compétences durables aux constructeurs et propriétaires haïtiens. L'organisme offre aussi de l'aide technique aux fournisseurs de matériaux en vue de renforcer les blocs de maçonnerie.

Il est extrêmement difficile d'améliorer la qualité des blocs de maçonnerie – et de tester leur solidité – en Haïti. Si les outils requis pour tester la solidité ne sont pas disponibles sur place, il faut faire les tests à l'étranger – une option coûteuse et prohibitive. Un partenaire en génie de Build Change a conçu un appareil fixé à un camion que l'on peut transporter sur place pour tester la qualité des blocs. Il est maintenant à l'essai en Haïti dans le cadre d'un projet conjoint visant à améliorer les systèmes de production de matériaux de construction de qualité et faire certifier les producteurs par le MTPTC (ministère des Travaux publics d'Haïti).

Nous incitons les donateurs, les architectes et les ingénieurs canadiens à s'informer du travail réalisé par cet organisme et à l'appuyer. 15

**Gouvernance en Haïti**

Le Réseau de solidarité Canada-Haïti est l'un des nombreux organismes internationaux ayant critiqué le moment choisi et les conditions entourant l'élection à deux tours tenue en Haïti en novembre 2010 et mars 2011. Parmi les problèmes notés, citons l'exclusion officielle de certains partis politiques, notamment le Fanmi Lavalas; l'incapacité de prévoir des ressources suffisantes pour l'inscription et le vote; et le rôle abusif joué par l'OEA et certains États étrangers dans le financement et l'organisation du processus. À plusieurs reprises, ils ont pressé la commission électorale d'Haïti de modifier ses décisions, dont celle de déclarer Michel Martelly troisième et non deuxième après le premier tour du vote à la présidence.

Le groupe a exprimé ses inquiétudes au Parlement, dans plusieurs lettres envoyées en novembre et décembre 2010. 16

Au bout du compte, moins de 25 % des Haïtiens ont voté à chacun des deux tours, dans un pays où le taux de participation au vote est habituellement très élevé.

Près de quatre mois après le deuxième tour, des inquiétudes subsistent. Le président élu n'a pas réussi à constituer un gouvernement. Il a opté pour la confrontation plutôt que la conciliation en proposant au poste de premier ministre des candidats aux états de service inacceptables pour l'assemblée législative d'Haïti – dont très récemment Bernard Gousse.

Gousse a démissionné dans la disgrâce du gouvernement intérimaire nommé par des gouvernements étrangers à la suite du renversement du gouvernement élu en Haïti en février 2004. À titre de responsable officiel de la sécurité sous le régime après-coup, il s'est discrédité par sa propension à emprisonner illégalement des partisans du gouvernement déchu, dont le premier ministre de l'époque, Yvon Neptune. 17

L'ampleur de l'ingérence étrangère dans les affaires politiques haïtiennes apparaît en détail dans des câbles diplomatiques étatsuniens dévoilés par WikiLeaks cette année, et largement rapportés par la revue La Nation et l'hebdomadaire HaïtiLiberté. 18

Les plus pauvres sont ceux qui pâtissent le plus de cette incapacité à constituer un gouvernement. Ce sont eux qui ont besoin d'un gouvernement national solide et efficace pour s'attaquer aux problèmes dans le domaine du logement, des soins de santé, de l'éducation et du développement économique.

**Recommandations**

1. Tout semble indiquer que le Canada n'a pas contribué de façon adéquate aux programmes de développement humain en Haïti. Nous estimons

*Suite à la page (19)*

# Londres flambe, la Bourse se noie, le chômage va déferler. Solution ? Bombardons la Libye

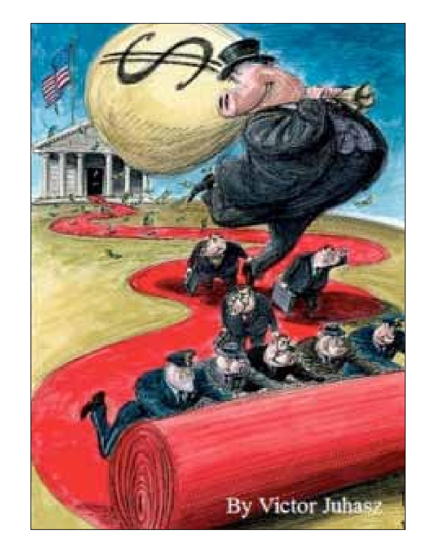
**Par Michel Collon**

A Londres, des jeunes sans espoir brûlent maisons et magasins. A quelques kilomètres de là, des gens qui ont amassé des milliards en Bourse s'affolent à l'idée d'en gagner un peu moins…

Et comment les ont-ils gagné, ces milliards ? En obligeant les entreprises à diminuer les salaires et les emplois. C'est-à-dire qu'on détruisait l'avenir de ces jeunes pour augmenter les bénéfices des sociétés. D'où la crise évidemment : si vous ôtez leur gagne-pain aux consommateurs, comment feront-ils pour acheter ? A présent, que font les maîtres de la Bourse ? Ils exigent des Etats davantage de coupes sociales, c'est-à-dire davantage de jeunes sans espoir.

Et pendant ce temps, les ministres – dont les mesures néolibérales ont permis ce massacre social – font semblant de ne pas comprendre la révolte. Il leur suffirait pourtant d'aller un peu écouter ces désespérés. Mais envoyer des flics dans les quartiers populaires, c'est tellement plus simple que de les envoyer à la Bourse.

Alors, au lieu d'utiliser tous ses




budgets à créer des emplois, le gouvernement britannique vient d'envoyer des bombardiers supplémentaires pour tuer encore plus de civils en Libye et semer encore plus de haine. Paris, Washington et Bruxelles font pareil… Faire main basse sur le pétrole et les réserves financières des Libyens, ça fera un peu d'argent de poche pour payer les dettes.

Mais s'ils arrivent à renverser Kadhafi, que se passera-t-il ? Plus d'Etat-providence en Libye, mais un maximum de privatisations. Plus de redistribution sociale de l'argent du pétrole, mais sa confiscation par les multinationales. Plus d'aide libyenne au développement autonome des pays africains, mais davantage d'exploitation des ressources par l'Occident.

Conséquence ? Encore plus d'Africains sans avenir seront forcés d'émigrer et de s'ajouter aux désespérés de Londres, Paris et Bruxelles. Où ils travailleront pour rien, ce qui fera le malheur des uns et le bonheur des autres.

Un système absurde et inhumain. Combien de temps laisserons-nous faire ?

**Source : Investig'Action 12 août 2011**

**NDLR.** Michel Collon. Conseiller de la chaîne latino-américaine TeleSur, il anime le site www.michelcollon.info et des ateliers «test-médias». Il a acquis une réputation internationale par ses investigations sur les stratégies cachées des Etats-Unis, la mondialisation et les médiamensonges.

# Adhésion à l'ONU : Marwan Barghouti met en garde les États-Unis contre un veto

Marwan Barghouti, un des plus populaires leaders palestiniens, emprisonné en Israël, met en garde les États-Unis contre un veto américain à la demande d'adhésion d'un État palestinien à l'ONU. "*Le veto américain relèverait du terrorisme et constituerait une agression contre la volonté de la communauté internationale dans la mesure où les quatre cinquièmes de l'humanité soutiennent un État palestinien*», estime Marwan Barghouti dans un entretien exclusif à l'AFP via ses avocats.

Cette figure de proue de l'Intifada des années 2000 apporte son appui à la démarche du président Mahmud Abbas qui doit présenter le 20 septembre aux Nations unies la demande d'adhésion d'un État de Palestine sur les lignes du 4 juin 1967, soit la totalité de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est. Les Palestiniens se heurtent toutefois à l'opposition des États-Unis qui menacent de faire échouer la requête palestinienne en utilisant leur veto au Conseil de sécurité. Une demande d'adhésion à l'ONU doit être validée par le Conseil.

Un tel veto «marquerait un tournant dans les relations américano-palestiniennes. Les Palestiniens ne pourront plus se fier au parrainage des États-Unis dans le cadre d'un processus de paix qui a fait faillite à cause des Américains et d'Israël», avertit Marwan Barghouti. En agissant ainsi, les États-Unis «auront tout à perdre s'ils s'opposent à la communauté internationale pour défendre l'occupation (israélienne), la colonisation et le système discriminatoire et raciste en Israël», explique-t-il.

Secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, il a été arrêté par l'armée israélienne en 2002 et condamné en juin 2004 à la prison à vie par un tribunal de Tel-Aviv pour implication dans des attentats anti-israéliens.

Populaire parmi les Palestiniens, il est souvent présenté comme un possible successeur du président Mahmud Abbas.



**Marwan Barghouti**

Dans cet entretien, Marwan Barghouti, 52 ans, qui prône désormais une «résistance pacifique», renouvelle son appel à organiser des manifestations populaires en septembre pour soutenir la requête palestinienne à l'ONU.

«Les Arabes, le monde musulman et tous ceux qui aiment la liberté, la paix, la justice, devraient participer à des marches avec des millions de manifestants au moment du vote à l'ONU», plaide-t-il. «*La bataille pour l'intégration à l'ONU de la Palestine ne doit pas être menée uniquement par le président (Mahmud Abbas), c'est l'affaire de tous les citoyens, de tous les Arabes qui doivent lutter sur le terrain*», analyse-t-il.

Marwan Barghouti considère que cette initiative constitue une occasion pour les Palestiniens de «se libérer eux-mêmes». Il admet que l'intégration d'un État palestinien à l'ONU «ne suffira pas à elle seule pour accorder aux Palestiniens leurs droits nationaux».

«Nous sommes absolument persuadés que les efforts politiques et diplomatiques n'aboutiront à rien sans une résistance sur le terrain», répète-t-il. Mais à ses yeux, elle offre la chance de défier «le monopole américain sur la question palestinienne et le chantage exercé par Israël en s'adressant directement à la communauté internationale». «Elle est une étape importante, un bond en avant vers une nouvelle stratégie d'action des Palestiniens [...] et marquera un changement radical dans la façon de traiter avec Israël», espère-t-il.

Sur le plan intérieur palestinien, Marwan Barghouti juge «scandaleux» la division interpalestinienne et l'échec jusqu'à présent de la tentative de rapprochement entre le Fatah et les islamistes du Hamas, qui contrôlent la bande de Gaza, malgré un accord de réconciliation conclu en mai dernier au Caire. «*Malheureusement, certains dirigeants ne comprennent pas que nous en sommes encore au stade de la libération nationale et que, pour avancer, nous avons besoin de l'unité du peuple palestinien, de ses mouvements et de ses forces sociales et politiques contre l'occupation*.»

**Aloufok 18 août 2011**

# Maroc : Quand les jeunes de Safi réclament du travail, l'Etat répond par arrestations et jugements

**Par Souad Guennoun**

Des manifestations violemment réprimées se sont déroulées à Safi le 1er août 2011. Safi est un port de pêche situé sur la côte atlantique marocaine. C'est aussi une ville industrielle : conserveries, usine chimique Maroc phosphore, industries textiles, toutes concentrées dans le quartier Sud de la ville et, en ce qui concerne les conserveries et le textile, durement touchées par la crise internationale. A cela s'ajoute les pollutions provoquées par les rejets de l'industrie chimique qui ont aussi provoqué des fermetures d'usines. Le port de Safi à lui seul employait 15000 ouvriers, il n'en reste plus que 2000 actuellement. La crise du textile a causé la fermeture de 3 usines qui employaient 1400 ouvrier-e-s. A peine 400 ouvriers saisonniers continuent à travailler dans les conserveries. On estime que 72 000 familles sont affectées par le chômage.

**Des lueurs d'espoir avec le mouvement du 20 février**

Mais des lueurs d'espoir apparaissent avec le mouvement du 20 Février. La région Asfi- Sud a connu depuis cette date 32 marches populaires avec pas moins de 5000 manifestants, à majorité des jeunes. C'est dans ce quartier qu'habitait Kamal Oumari, enlevé lors d'une de ces manifestations et mort suite aux tortures qu'il a subies le 2 juin 2011. Son enterrement a été suivi par des dizaines de milliers de manifestants qui réclamaient le jugement de ses tortionnaires.

Safi est aussi l'une des villes où le taux de boycott a été le plus élevé lors du dernier référendum constitutionnel car les agents de l'administration n'ont pas pu y mener aussi aisément leur campagne d'intimidation et de propagande.

Par ailleurs, les syndicats des travailleurs liés à l'OCP (Office Chérifien des Phosphates), avec le soutien du mouvement du 20 février, ont organisé une manifestation de plus de 3000 ouvriers. Suite à cette lutte, ils ont obtenu une importante augmentation du salaire, ce qui a encouragé les habitants de la région à s'organiser, manifester et affronter la peur.

**Les jeunes et les chômeurs du quartier veulent du travail**

Depuis plusieurs années, 4 associations de chômeurs luttaient pour le droit au travail : l'ANDCM (ass. Nati. Des diplômés Chômeurs, Association des licenciés chômeurs, association des travailleurs chômeurs, Association des victimes de l'affaire Anajat. Après le 20 Février, deux autres groupes : Alliance des fils de retraités de l'OCP et la coordinations des lauréats des instituts techniques ont été créés. Toutes ces associations ont signé un accord avec le gouverneur de la ville, l'ANAPEC (Agence pour l'emploi) et l'OCP pour l'embauche des jeunes. Les jeunes se sont organisés pour présenter des listes de candidatures à la préfecture mais devant le refus des responsables de la préfecture de prendre ces listes, ils ont organisé, le 1er août dernier, un sit-in devant la préfecture et le blocage des trains de l'OCP.

Ce même jour, les habitants du quartier Kawki organisaient un rassemblement contre l'augmentation des factures d'eau et d'électricité devant le siège de la compagnie qui a délégué le contrôle des compteurs depuis le mois de mai 2011 à une société privée.

Les forces de l'ordre nombreuses ont cerné le quartier et attaqué les manifestants, chargé et poursuivi les jeunes dans tous les quartiers- sud, toute la population s'est retrouvée cernée et attaquée. Les affrontements violents ont duré toute la journée du 1 août et se sont poursuivis toute la nuit. Deux postes de police ont été incendiés. Les manifestants disent avoir vu des hommes cagoulés descendre d'une voiture appartenant à l'OCP, remettant en question la version officielle qui incrimine les jeunes des quartiers.

14 arrestations ont été opérées, en voici la liste (on y note la présence de plusieurs mineurs) :

- Amine Bouladam, élève, né en 1993
- TAabane Ali, artisan, 1982
- Mehdi Anouane, coiffeur, 19ans
- Miloud Elabti, marchand ambulant, 1980
- Bentir Mohcine, élève coiffeur, 1993
- Karim Boujamaa, élève ; 1993
- Azi Benchrifa, élève, 1993
- Zaid Adile, diplôme et chômeur, 1981
- Candi Abdelkrim, chômeur, 1987
- Fidadi Abdelkader, chômeur, 1979
- Omar Martal, chômeur
- Touzani, handicapé mental,

Les chefs d'inculpation : constitution de bande criminelle, incendie de lieux publics, rassemblement armé, désobéissance, coups et blessures sur agents de l'autorité en fonction, blocage de train, destructions des biens publics et saccage des biens. Le jeudi 4 août, ils ont été présentés devant le tribunal, le jugement a été reporté au 11 août 2011

**Solidarité avant tout**

Il convient de rappeler que ces arrestations ne sont pas les seules. A Bouarfa, dans l'est du Maroc, suite à une intervention violente des forces de répression le 18 mai 2011, dix militants dont les syndicalistes Kabouri et Chennou, ont été condamnés à l'issue d'un jugement inique à 2 et 3 ans et purgent leur peine

Dans la ville minière de Khouribga, au centre du Maroc, des affrontements ont opposé des manifestants revendiquant du travail à l'OCP et les force de l'ordre le 6 juillet dernier, suite à des promesses d'embauches non tenues.

Le Maroc, loin des caméras et des médias vit une situation d'insurrection. Les jeunes et moins jeunes des villes et quartiers défavorisés sont en révolte permanente. Sans travail, sans logement, sans droit, sans justice sociale, ils se retrouvent dans les rues depuis le déclenchement du mouvement du 20 février.

Mais le pouvoir et le makhzen * n'ont pour réponse que répression et condamnations, élections truqués et mascarades pour gagner du temps. Jusqu'à quand ?

Brisons le silence ! Solidarité et liberté pour les détenus ! Jugement des tortionnaires !

**CADTM 6 août 2011**

**NDLR. Makhzen** est une expression dans le langage courant et familier au Maroc pour nommer l'État marocain et les institutions régaliennes marocaines.

# Le procureur ne veut plus poursuivre DSK



Kenneth Thompson l'avocat de Nafissatou Diallo a annoncé que le procureur de New York abandonnait les poursuites contre DSK. (Reuters)

*Le procureur Cyrus Vance, en charge de l'affaire DSK à New York, a "refusé à Nafissatou Diallo le droit d'avoir accès à la justice", a indiqué l'avocat de la femme de chambre du Sofitel, Kenneth Thompson, après une courte réunion lundi avec le magistrat au tribunal de New York. Les procureurs ont en effet demandé l'abandon des poursuites pour agression sexuelle à l'encontre de Dominique Strauss-Kahn, selon un document transmis par le parquet de Manhattan. Selon ses avocats, l'ancien patron du FMI est "reconnaissant" envers Cyrus Vance.*



Selon le procureur Cyrus Vance, Nafissatou Diallo a « tellement » menti qu'elle ne peut être crédible dans un procès

L'entrevue a été courte. Vingt minutes tout au plus. Pourtant, elle était très attendue. Le procureur Cyrus Vance, en charge de l'enquête sur l'affaire DSK à New York avait invité la plaignante, Nafissatou Diallo, et son avocat, Kenneth Thompson, pour leur expliquer ce qui devait se passer mardi, lors de la prochaine audience devant le tribunal de Manhattan. Comme attendu, il leur a expliqué lundi soir qu'il abandonnait les poursuites contre l'ancien directeur général du Fond monétaire international.

L'équipe du magistrat a en effet demandé l'abandon des poursuites pour agression sexuelle à l'encontre de Dominique Strauss-Kahn, selon un document transmis par le parquet de Manhattan. Une telle décision indique donc qu'ils ont été incapables de prouver la culpabilité de l'ancien ministre de l'Economie. Dans le document de 25 pages adressé au juge, le procureur Cyrus Vance Junior a expliqué que Nafissatou Diallo avait menti de manière répétée aux enquêteurs, et que si les éléments matériels prouvaient qu'elle avait eu «une relation sexuelle hâtive» avec l'ancien patron du FMI, il n'était pas possible de certifier qu'elle lui avait été imposée. Les mensonges de la femme de chambre ont «sérieusement entamé sa crédibilité de témoin dans cette affaire», a-t-il ajouté, expliquant qu'elle avait menti «dans presque tous les entretiens avec les procureurs, en dépit des invitations à dire la vérité». Les avocats de DSK ont confirmé ces informations à l'AFP, ajoutant que leur client était «reconnaissant» envers le procureur.

Cette issue semble plutôt logique après les déclarations du procureur début juillet, mettant en cause la crédibilité de la femme de chambre du Sofitel. Il avait alors expliqué qu'elle avait menti à plusieurs reprises aux enquêteurs sur son passé et sur ce qui s'était passé tout de suite après les faits présumés. Elle avait également longtemps refusé d'admettre une conversation téléphonique -enregistrée- où elle aurait évoqué le 15 mai avec un ami emprisonné la fortune de Strauss-Kahn. Une condamnation au pénal ne peut être obtenue à New York que par un jury unanime, convaincu «au delà du doute raisonnable».

**«Déni de justice»**

Évidemment, cela ne satisfait le camp Diallo. Si la femme de chambre, gilet gris et pantalon noir, piercing à la narine droite, est restée silencieuse à sa sortie du bureau du procureur, son avocat s'est ému devant la presse de cette décision : «Le procureur de Manhattan Cyrus Vance refuse le droit à la justice d'une femme victime d'un viol», a-t-il déclaré à la presse. «Il n›a pas seulement tourné le dos à une victime innocente mais aussi aux preuves physiques et médicales», a déclaré l›avocat. «Si le procureur de Manhattan, qui est élu pour protéger nos mères, nos filles, nos soeurs, nos femmes et nos proches ne prend pas leur défense quand elles sont violées ou victimes d›agressions sexuelles, alors qui va le faire?»

En face, dans le camp DSK, l›heure est au soulagement et à la colère. Interviewé par BFM TV, le député de Paris Jean-Maris Le Guen, proche du socialiste, a dénoncé un «déni de justice» à l›encontre de Dominique Strauss-Kahn et de ses proches, cause de «l›amertume» que ces derniers «ont portée depuis des semaines et même des mois». Mais «il faut savoir gérer les frustrations», a-t-il ajouté. Pour lui, DSK n›entrera pas dans la course à la primaire : «son souci ira d›abord vers le respect des procédures du PS et l›idée de s›exprimer sur le fond des sujets».

La fin de la procédure pénale ne met cependant pas un point final à l›affaire aux Etats-Unis. Les avocats de Nafissatou Diallo ont en effet lancé au début du mois une procédure civile devant un tribunal du Bronx pour obtenir des dommages et intérêts après l›agression «violente et sadique» contre leur cliente.

**Le JDD (Journal du Dimanche)**
**22 août 2011**

# Verizon menace les grévistes de supprimer leur couverture santé

**Par John Wojcik**

Verizon a dit aux travailleurs en grève que leur assurance médicale serait bloquée, s'ils restaient en grève après le 31 août. Les dirigeants syndicaux ont accusé la compagnie de s'aligner sur l'extrême droite pour détruire les droits des travailleurs.

Plus de 45 000 travailleurs de Verizon continuent à installer des piquets, à se rassembler et à marcher sur leurs lieux de travail, du Maine à la Virginie, dans une grève qui en est à sa deuxième semaine. Les travailleurs en grève et leurs familles ont commencé à recevoir des lettres de Verizon les prévenant que toute leur couverture de santé serait supprimée en moins de deux semaines.

Les travailleurs vont passer leur première semaine sans paye, du fait de la grève, qui en est à son onzième jour. Les pensions et les allocations d'invalidité ont été suspendues dès le début de la grève.« C'est en train de devenir moche. C'est pour de vrai, cette fois, et je suis toujours sommé de voir ce qu'ils font » a déclaré Louis Scinaldi, le président du local de Communications Workers Of America à Virginia Beach, en Virginie.

**Les grévistes gagnent le soutien de syndicats à travers le pays.**

Gerald McEntee, président de l'American Federation of State, County and Municipal Employees, a affirmé : « Comme le gouverneur Scott Walker du Wisconsin, qui a attaqué les travailleurs du secteur public dans son État, le PDG de Verizon, Lowell McAdam, fait cela pour attaquer la classe moyenne. Il refuse de partager les réussites de son entreprise avec ceux qui les ont rendues possibles ».

Les syndicats soulignent que sur les seules quatre dernières années, Verizon a fait plus de 19 milliards de dollars de profits- et payé ses plus hauts dirigeants plus d'un quart de milliard de dollars.

McEntee, qui représente les fonctionnaires, a dit que tout le monde en Amérique devrait se sentir concerné par la grève. En se mettant en grève, a-t-il déclaré, « ces écrivailleurs courageux de Verizon ne se battent pas seulement pour eux-mêmes mais pour nous tous.« L'immense majorité de ceux d'entre nous qui ont la chance d'avoir un emploi est sous-payée tandis que





Les travailleurs en grève et leurs familles ont commencé à recevoir des lettres de Verizon les prévenant que toute leur couverture de santé serait supprimée en moins de deux semaines.

les grosses sociétés nagent dans des profits obscènes. Si nous autorisons Verizon à lancer une course au moins offrant, la classe moyenne de notre pays pourrait ne pas y survivre. » a affirmé McEntee.

Le CWA, qui représente environ 35 000 travailleurs de Verizon, a une caisse de plus de 400 millions de dollars pour aider ses membres durant la grève. Le syndicat affirme qu'il paiera à ses membres et à leurs familles tout traitement médical nécessaire s'ils perdent leur couverture santé.

Le Vice-Président de CWA pour le District 9, Jim Weitkamp a déclaré à la foule en liesse réunie pour la Convention de United Steelworkers à La Vegas hier que « Verizon s'est alignée sur la droite de ce pays, qui est déterminée à détruire la négociation collective aux Etats-Unis. Ils tiennent chaque famille ouvrière de ce pays par la poche. »

**Le soutien aux grévistes vient aussi de sources non-syndicales.**

Plus de 1000 chefs religieux ont signé une pétition destinée au PDG Lowell McAdam, le pressant de négocier de bonne foi avec CWA et l'International Brotherhood of Electrical Workers.

Jeudi soir, des membres d'Interfaith Worker Justice prévoient une veillée à la chandelle devant la maison de McAdam à Mendham, New Jersey.« Toutes les compagnies qui ont des profits s'en tirent quand elles demandent des concessions aux travailleurs » a déclaré le coordinateur de IWJ, Jonahan Currie. « Ils utilisent le ralentissement économique comme une excuse même si leurs profits sont de l'ordre de milliard et que leurs dirigeants gagnent des millions. »

Il y a des signes de ce que Verizon a fait un pari risqué en envoyant des milliers de briseurs de grève incompétents- comme on appelle ces remplaçants dans le mouvement ouvrier- et de cadres moyens faire le travail des travailleurs en grève.

Le local 2321 d'IBW au Massachusetts, s'est penché sur le problème et poste des vidéos sur Internet.« Nous voyons des gens sans équipement de sécurité approprié, des gens commençant à travailler sans avoir fait les vérification de sécurité préalables et saloper des choses pour lesquelles les travailleurs normaux se tapent des rapports immédiats » a affirmé Ed Starr, le directeur local des activités. « La majorité de ces remplaçants n'ont aucune formation dans le domaine des communications et quelqu'un va être blessé si Verizon ne règle pas le problème ».

Une video Youtube faite par des militants locaux montre des grévistes d'IBW obligés de mettre la main à la pâte pur empêcher un cadre et un briseur de grève de se blesser. Le Syndicat a recensé les conditions de travail dangereuses sur sa page facebook depuis le début de la grève.

**Source: People's Weekly World,**
**18 Août 2011**
**Traduit de l'anglais par**
**Marc Harpon**
**Changement de Société**
**21 août 2011**






Emisyon pa nou pou nou defann dwa nou:
FOWOM OUVRIYE
info@fowomouvriye.org
646-829-9519
Chak Samdi, 2zè pou 3zè nan
Radyo Pa Nou
Kapte Fowòm Ouvriye nan entènèt:
www.radyopanou.com
Rele nan liy ouvè:
718-469-8511
718-462-0992

Suite de la page (16)

que le Parlement doit procéder à un examen en profondeur des politiques canadiennes en Haïti depuis le renversement du gouvernement élu en 2004, y compris la façon dont le Canada pourrait aider Haïti à établir un système juridique plus juste et plus efficace.

2. Les députés ont besoin d'une information plus complète sur Haïti – ils doivent notamment diversifier leurs sources d'information. Le comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international a déjà tenu deux séances sur Haïti en 2011, mais l'éventail de personnes invitées à témoigner n'a pas été assez vaste.

3. Depuis le premier anniversaire du séisme, on constate un manque sérieux d'analyse approfondie ou même de nouvelles courantes dans la presse écrite et les médias électroniques au Canada. Les médias doivent examiner régulièrement la progression des secours et de la reconstruction en Haïti, y compris la façon de dépenser les fonds versés par les Canadiens et par leur gouvernement. Ils devraient aussi étudier la légalité et l'efficacité des forces policières et militaires que l'on appelle MINUSTAH, présentes en Haïti depuis maintenant huit ans, et dont le Canada est l'un des participants fondateurs.

4. Nous invitons les organismes et professionnels du domaine de la santé, de l'éducation, du génie et de la construction, de l'agriculture, de la défense des droits de la personne et des droits des femmes, ainsi que les organisations syndicales à appuyer leurs homologues haïtiens dans les tâches de secours, de reconstruction et d'édification des institutions. Le but de la coopération internationale doit être d'aider les Haïtiens à développer un gouvernement national et des institutions publiques solides et efficaces. Il ne faut pas répéter les politiques qui ont fait d'Haïti la prétendue République des ONG.

5. Quiconque s'intéresse à Haïti doit lire le nouveau livre de Paul Farmer, Haiti After The Earthquake. C'est un plaidoyer éclairé réclamant que l'on mette fin aux politiques ratées d'intervention et d'ingérence des grandes puissances du monde qui ont marqué l'histoire d'Haïti.

**Références :**


1 http://www.canadahaitiaction.ca/content/piercing-report-shelter-and-housing-international-crisis-group
2 http://www.canadahaitiaction.ca/content/two-reports-shelter-crisis-haiti-grassroots-watch-ayiti-kale-je-june-2011
3 http://www.canadahaitiaction.ca/content/over-one-million-living-extremely-dangerous-houses-according-usaid-commissioned-report-barr-
4 http://www.redcross.ca/haiti2010/hope/carrefourcentre.asp
5 http://canadahaitiaction.ca/content/vaccination-would-curb-haitian-cholera
6 http://kofaviv.org/
7 http://ijdh.org/projects/rapp
8 http://canadahaitiaction.ca/content/one-report-one-legal-decision-victims-sexual-violence-0
9 http://www.canadahaitiaction.ca/content/uns-universal-periodic-review-2011-coalition-58-haitian-groups-presents-13-reports-human-rig
10 http://ijdh.org/
11 http://ijdh.org/projects/lern
12 http://www.canadahaitiaction.ca/content/michel-martellys-presidential-power-cannot-waive-crimes-against-humanity
13 http://www.canadahaitiaction.ca/content/haitis-special-legal-adviser-seeks-canadian-support-prosecution-duvalier
14 http://canadahaitiaction.ca/content/wikileaks-washington-backed-famous-brand-name-contractors-fight-against-haitis-minimum-wage-
15 http://www.buildchange.org/
16 http://www.canadahaitiaction.ca/content/follow-email-mps-concerning-haiti-election and http://www.canadahaitiaction.ca/content/letter-mps-dont-support-flawed-election-haiti
17 http://www.canadahaitiaction.ca/content/new-nominee-pm-bernard-gousse-2004-06-regime-rights-violator-three-articles
18 http://canadahaitiaction.ca/wikileaks


Pour obtenir une entrevue avec un membre de la délégation canadienne en Haïti ou inviter un membre de la délégation à parler de sa visite, communiquer avec Roger Annis à rogerannis@hotmail.com, ou téléphoner au 778 858 5179 (Vancouver).

**L'Aut Journal 18 août 2011**

Suite de la page (6)

(KOFERBAI) denonse otorite yo nan peyi a ki pa pran okenn dispozisyon pou rezoud pwoblèm lopital la. Oganizasyon fanm sa yo fè konnen yo genyen plizyè ka jenn fi ki viktim kadejak, ki pa jwenn sètifika medikal nan lopital jeneral. Sa k pi tris la, otorite lajistis yo pa aksepte sètifika ki sòti lòt kote. Oganizasyon fanm sa yo mande otorite yo nan peyi a pran bonjan mezi ki nesesè pou rezoud pwoblèm lopital jeneral la prese, prese.

Fas ak sitiyasyon sa a, plizyè òganizasyon nan mouvman sosyal ayisyen an tankou : GREPS, MODEP, AKP,UNNOH, Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo, te pote sipò yo bay sendika lopital jeneral la nan kad batay y ap mennen pou fòse responsab yo amelyore kondisyon Lasante nan peyi a. Nan deklarasyon òganizasyon sa yo mete deyò ak yon konferans pou laprès yo te bay nan lokal Sendika a madi 23 Out la nan lopital jeneral la, yo deklare : « Politik neyoliberal k ap aplike nan peyi a depi lane 1980 yo, lage enstitisyon piblik yo nan yon kokennchenn degrengolad. Nan kad politik sa a, dirijan nan leta a deja demantibile epi privative divès antrepriz tankou: Minotri Dayiti, Siman Dayiti ak Teleko. Lopital piblik yo anba gwo soukous, nan kad menm politik sa a. Lopital jeneral ki se pi gwo lopital piblik nan peyi a, pa chape anba politik degrengolad sa a. Chak lane ki pase, lopital piblik yo, an patikilye lopital jeneral, nan plis difikilte pou li bay malad yo swen yo merite. Lopital sa a ki la pou resevwa malad, sanble pi malad pase malad k ap vin pran swen ladan l yo. Menm pou anplwaye yo touche oubyen jwenn pi bon kondisyon travay, se toujou grèv yo oblije fè. Sa ki fè se preske chak lane travayè sante nan lopital la oblije ap fè grèv.

Depi madi 12 jiyè ki sot pase a, sendika ti pèsonèl nan lopital la tanmen yon mouvman grèv pou mande pi bon kondisyon travay ak depa sèten dirijan malonèt ki nan tèt lopital la, apre yo te fin voye bay dirijan yo, yon petisyon 814 travayè ak travayèz nan lopital la te siyen. Malgre rankont ki fèt ak direktè lopital la epi minis sante piblik la sou pwoblèm yo, olye minis la tanmen yon negosyasyon serye ak sendika, li pito chwazi rele dirijan sendika devan lajistis epi mete sou do yo, etikèt kriminèl. Minis lan akize dirijan sendika yo kòm moun k ap lage fatra kolera nan lopital la, san li pa gen okenn prèv pou kore akizasyon li fè a. Alòske nou poko janm tande minis lan trete MINISTA ki pote kolera nan peyi a kòm kriminèl.

**Yon kout je sou sitiyasyon lopital jeneral**

Anpil moun ap lonje dwèt sou moun k ap mouri nan lopital la sèlman lè gen grèv, alòske, se chak jou moun ap mouri nan lopital jeneral akòz sèvis yo ki pap mache oswa pa gen materyèl pou sèvis yo fonksyone kòmsadwa. Gen malad ki menm mouri poutèt yo paka jwenn menm yon sewòm nan pi gwo lopital peyi a. Sèvis ijans nan lopital la tounen yon sèvis neglijans akòz difikilte ki geyen pou moun jwenn swen ladan. Nou paka bliye ka yon minis ki te deplase yon seri malad nan lopital jeneral pou voye yo nan lopital kanapevè. Nan lopital la, se rat k ap mete blouz nan plas doktè, paske pa menm gen savon pou lave blouz yo. Pa gen aparèy anestezis pou fè operasyon, sa ki fè anpil malad ki paka peye prive, konn fè plizyè mwa yo paka opere. Fòk tout moun konnen lopital jeneral, se yon laboratwa kòripsyon. Se toutan materyèl ap disparèt nan lopital la tankou sa fèt nan matènite. Jouk jounen Jodi a, pesonn pa konnen ki kote aparèy sonografi pou fanm ansent yo pase. Alò mouche minis, dirijan k ap disparèt materyèl lopital la, moun sa yo pa kriminèl? Poukisa minis lan pa janm rele kriminèl k ap vòlò materyèl lopital la devan lajistis?

Menm lè yon seri sèvis ap fonksyone, gen medsen ki prefere voye malad yo al fè egzamen deyò, nan laboratwa ti zanmi yo, olye yo voye malad yo nan laboratwa ki nan lopital la. Fòk nou di nan moman n ap pale la a, otorite nan lopital la fèmen laboratwa lopital la. Yon avantaj bab ak moustach pou moun ki gen laboratwa pa yo. Men yon kalvè pou malere ak malerèz k ap frekante lopital la. Soti ane anvan yo pou rive 2011, pri sèvis yo nan lopital la monte 17 wotè. Nan lane 2010, yon biyopsi te koute 300 goud, kounye a li koute 750 goud. Dirijan yo preske fè lopital la tounen yon sèvis prive.

Akote tout sa, responsab yo pran plezi nan kite sèten materyèl gaspiye pou yo ka voye malad yo nan laboratwa oubyen klinik prive pa yo. Tankou sa fèt pou Asid Konsantre (Centrisol) pou moun ki gen pwoblèm ren. Dirijan yo kite medikaman sa a ap gaspiye nan lopital la, alòske, yo voye malad yo al achete l deyò. Sitiyasyon travayè yo nan lopital la, grav anpil. Gen travayè nan lopital la ki fè plis pase 15 lane ap travay kòm kontraktyèl. Yon pratik ki kontrè ak kòd travay la. Jouk jounen jodi a, gen travayè k ap touche 3500 goud, yon salè ki pi ba pase salè minimòm nan. Sa ki vle di, leta sa a pa respekte ni kòd travay la, ni lwa sou salè minimòm nan. Si leta a pa respeke kòd travay la ak lwa sou salè minimòm nan, kouman menm leta sa a ap kapab fè patwon yo respekte lwa sa yo?

**Pozisyon nou sou sitiyasyon malouk sa a.**

Pou tout rezon sa yo, noumenm òganizasyon ki fè deklarasyon sa a, nou apiye kare bare, grèv ti pèsonèl travayè nan lopital la. Nou mande :

1) Pou ministè sante piblik la jwenn yon antant prese prese ak sendika a

2) Pou ministè a ogmante salè ti pèsonèl la k ap travay nan kondisyon ki pi mal pase bèt nan lopital la, suivan griy salè ki nan leta a.

3) Pou lajistis vin mennen ankèt sou dosye fatra a paske direktè a di li konn ki moun ki mete fatra

4) Pou komisyon sante nan palman an entèvni prese prese nan dosye lopital jeneral la

5) Pou administrasyon sa a rache mayòk li nan tèt lopital jeneral

6) Pou ministè sante piblik nome tout kontraktyèl yo, jan sa prevwa nan kòd travay la

7) Pou leta ayisyen ogmante bidjè lopital la epi ba li bonjan mwayen pou ki pèmèt li pran swen malad yo

8) Pou lakou siperyè dèkont vin fè yon odit sou jesyon dirijan yo nan lopital la

Se nan sans sa a, Sendika Travayè Sante Lopital Jeneral ansanm ak òganizasyon ki siyen deklarasyon sa a, nou lanse yon jounen pòt louvri k ap fèt nan lopital jeneral vandredi k ap 26 dawout la, soti 10è nan maten, pou rive 3zè nan apremidi. Jounen pòt louvri sa a ap fèt pou envite popilasyon an ak laprès vin gade sitiyasyon lopital yo a. Lendi k ap 29 dawout, nou envite tout moun nan yon sitin k ap fèt a 10zè tapan, devan ministè santè piblik. N ap pote kole nan sitin sa a pou anpeche dirijan yo egzekite pwojè yo genyen pou fèmen lopital la.

**Yves Pierre-Louis**

Suite de la page (6)



**Stanley Lucas**

Le Trésor public s'y perd quand il faut payer. Le contribuable aussi ne sait plus quand le concert est public ou payant. On s'y perd en conjecture.

Pourtant, nous sommes à seulement cent jours d'une présidence qui se voulait être de la bonne gouvernance et contre la corruption. Les partisans de Michel Martelly s'attendaient à la « Famille Clean », ils ont en face d'eux la « Famille Adams ». Quant aux sceptiques d'hier, ils ne se réjouissent point de cette nouvelle catastrophe qui menace le pays, ils prient pour que des voix autorisées s'élèvent à temps afin de corriger cette dérive familiale et ce copinage pendant qu'il est encore temps. Nous le savons tous, tout nouveau pouvoir a besoin de gens de confiance pour mettre en place sa nouvelle politique.

Il est même conseillé qu'il fasse un peu de ménage au sein des institutions dites sensibles, capables de bloquer ses nouveaux desseins. Mais il est aussi recommandé qu'on fasse attention pour ne pas détruire le fondement même de ces institutions avec des nominations faites uniquement sur des critères de copinage, de parenté ou de récompenses pour service rendu. La survie et la réussite du pouvoir en dépendent. Dans le cas du Président Michel Joseph Martelly qui, en attendant d'avoir un Premier ministre, s'emploie à nommer des Conseillers, pour le moment sans grande efficacité, faute de faire appel à des professionnels, il est de son intérêt d'être prudent s'il ne veut pas que ses propres collaborateurs le fassent se fourvoyer par ignorance ou à dessein.

**C.C**


RADIO PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511



VENUS
RESTAURANT
Specializing in Caribbean & American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..
670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'entroit idéal"
718-287-4949








**Western Union understands how important education is to you and your family and would like to recognize you for your efforts to make it possible for those you love.**

**Now, every week,** from August 8 to September 18, 2011, when you send a qualifying transfer to the Caribbean and mention promo code **FUTURE**, you have a chance to **win the same amount you send, up to $1000.**

**Available at:**




**www.payomatic.com**
Nearly 150 NY Metro Locations Call 1-888-PAY-3773




***moving money for better***

NO PURCHASE/TRANSACTION NECESSARY TO ENTER OR WIN. A TRANSACTION WILL NOT INCREASE YOUR CHANCES OF WINNING. Each time you send a Western Union Money Transfer® transaction to any of the following participating countries (Jamaica, Guyana, Trinidad and Tobago, Haiti, Belize, St. Maarten, Curacao, Bonaire, Bahamas, St. Lucia, Barbados, Grenada, Dominica, Suriname, Cayman Islands, Turks & Caicos, Aruba, British Virgin Islands, St. Vincent, Antigua and Barbuda, St. Kitts, Anguilla, St. Martin, French Guiana, Guadeloupe, Martinique and Montserrat) through the Money in Minutes, Next Day and/or ACH service from a participating United States Agent location or westernunion.com and provide the promotional code "FUTURE" during the promotional period from 12:00:00 A.M. (ET) on August 8, 2011 to 11:59:59 P.M. (ET) September 18, 2011, you will automatically receive an entry into the sweepstakes. Promotional code cannot be combined with any other offer. To enter without sending a Qualifying Transaction hand print your complete name, address and phone number on a piece of paper and mail to: Western Union Caribbean Back to School Sweepstakes, P. O. Box 463, Lynbrook, NY 11563. Limit one entry per envelope. Sweepstakes open only to qualifying legal U.S. residents (having a valid Tax Identification Number (TIN) or Social Security Number (SSN), who are 18 years of age or older as of 08/08/11. Void where prohibited. A total of six (6) Prizes will be awarded. Each prize consists of the actual principal amount noted on the winning Western Union transaction receipt processed at time of entry, up to a maximum prize of $1,000 each. "Mail-in" winners will receive the maximum prize amount payout of $1,000. Total Maximum payout for all Prizes offered: $6,000. Subject to Official Rules, available at participating Western Union® U.S. Agent locations and at www.westernunion.com/Caribbean. SPONSOR: Western Union Financial Services, Inc., 12500 E. Belford Ave., Englewood, CO 80112.


# Pour un Mouvement International de Solidarité avec Fidel Castro et Cuba, « héros de la solidarité mondiale »



Fidel Castro

**Par Franck Laraque**

La grande majorité des pays membres de l'ONU, les pays et organisations populaires qui ont bénéficié de la solidarité de Fidel Castro et de Cuba sous forme d'assistance dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la défense des droits politiques et économiques des minorités, depuis la révolution de 1959, ne cessent de dénoncer, de critiquer l'embargo criminel de Cuba par les EU, sans réel résultat. Il est temps de recourir à un mouvement pacifique de solidarité international, de déclencher une série de démonstrations de rues par les masses à des dates précises pour protester contre un embargo qui essaie de déstabiliser l'économie du pays et cause des souffrances inhumaines à la population cubaine, et plus particulièrement aux enfants et aux démunis cubains. Les Haïtiens qui ont servi la cause de l'humanité par l'abolition de l'esclavage sont bien placés pour prendre une telle initiative. Nous sommes persuadés que des contacts avec des organisations et pays clés qui ne cessent de lutter contre une telle infamie arriveront à former un comité pour la coordination et la réalisation de ces manifestations publiques capables de pressurer le gouvernement américain pour la cessation d'une telle violation internationale. Prenons donc l'initiative d'un tel mouvement de solidarité auquel ont droit Fidel Castro, le gouvernement et le peuple cubains, héros de la solidarité mondiale. Acta non verba. Abrazo. Franck

**Franck Laraque,**
**Professeur émérite, City College,**
**New York**


**To make your reservations, contact AmericanAirlines® Reservations at:**




**From the USA: 1-800-433-7300**
**From PAP: 2229-6000, 2999-6000**

Website: AA.com
Or, visit your favorite Travel Agency
Our conveniently located Ticket Sales Centers:

**AIRPORTS:**

Miami International Airport (MIA) : Future Ticketing, Concourse D, 2nd Level

John F. Kennedy Airport (JFK) : Future Ticketing, Lane 2 Departure Level.

AmericanAirlines® International Airport of Toussaint Louverture (PAP) : Mais Gaté, Haïti

**HAITI, DELMAS:**

Delimart, Delmas 32 Plaza, Autoroute de Delmas

**PÉTION-VILLE:**

Choucoune Plaza, Rue Lamarre, Pétion-Ville, Haïti




**HAITI SUMMER FLIGHT SCHEDULE THRU AUGUST 22, 2011***

| From MIA, FLL, JFK to HAITI | | | | From HAITI to MIA, FLL, JFK | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| FLT NBR | DPTR TIME | ARVL TIME | TO STA | FLT NBR | DPTR TIME | ARVL TIME |
| 377 | 6:45A | 7:40A | MIA | 816 | 8:50A | 12:00P |
| 807 | 7:30A | 8:25A | FLL | 1988 | 9:30A | 12:35P |
| 1291 | 10:00A | 11:05A | MIA | 404 | 12:15P | 3:35P |
| 837 | 9:20A | 12:25P | JFK | 896 | 1:40P | 7:15P |
| 809 | 12:10P | 1:15P | MIA | 804 | 2:25P | 5:50P |
| 803 | 2:10P | 15:05P | MIA | 1908 | 4:15P | 7:35P |
| 2285 | 2:50P | 15:50P | FLL | 2288 | 4:55P | 7:55P |

*Flights are subject to change/cancellation/delays.